



REGLEMENTS GENERAUX

DE LA LIGUE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES DE FOOTBALL

Saison 2025-2026

SOMMAIRE

TITRE I : ORGANISATION GENERALE ET REGLEMENT INTERIEUR.....04

Chapitre 1 – Organisation Générale

Section 1 – La Ligue.....04

ARTICLE 1 - GENERALITES

ARTICLE 2 - LES COMMISSIONS REGIONALES

ARTICLE 3 - CAISSE REGIONALE D'AIDE SOCIALE ET MORALE

Section 2 – Les Districts.....08

ARTICLE 4

Section 3 – Les clubs.....08

ARTICLE 5 - GENERALITES

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DES CLUBS

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS STRUCTURELLES

ARTICLE 8 - CESSATION D'ACTIVITE

Chapitre 2 – Règlement Intérieur

Section 1 – Assemblée Générale11

ARTICLE 9 - ORDRE DU JOUR

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DES TEXTES

Section 2 – Conseil de Ligue.....11

ARTICLE 11 - DROIT D'ACCES AU STADE

ARTICLE 12 - MEMBRES D'HONNEUR ET RECOMPENSES

ARTICLE 13 - EVOCATION

Section 3 – Bureau Plénier.....11

ARTICLE 14

ARTICLE 15 - Réservé.

Section 4 – Administration de la Ligue.....12

ARTICLE 16 - LE DIRECTEUR GENERAL

ARTICLE 17 - LES SERVICES DE LA LIGUE

TITRE II : LES LICENCES.....13

ARTICLE 18 - QUALIFICATIONS / LICENCES

ARTICLE 19 - CONTROLE DES LICENCES



TITRE III : LES COMPETITIONS.....15

ARTICLE 20 - VALIDITE DES REGLEMENTS GENERAUX DE LA LIGUE
ARTICLE 21 - CHAMPIONNATS
ARTICLE 22 - Réservé
ARTICLE 23 - CLASSEMENT / POINTS
ARTICLE 24 - ACCESSIONS ET DESCENTES
ARTICLE 25 - DISPOSITIONS FINANCIERES DES EPREUVES
ARTICLE 26 - FORMALITES D'AVANT-MATCH
ARTICLE 27 - RESTRICTIONS COLLECTIVES
ARTICLE 28 - REMPLACEMENT DES JOUEURS
ARTICLE 29 - MATCHS A REJOUER OU REMIS
ARTICLE 30 - CALENDRIER
ARTICLE 31 - HEURES OFFICIELLES ET DATES
ARTICLE 31 BIS - NOCTURNES
ARTICLE 32 - COULEURS ET MAILLOTS
ARTICLE 33 - FEUILLES DE MATCH
ARTICLE 34 - TERRAINS
ARTICLE 35 - BALLONS
ARTICLE 36 - TERRAINS NEUTRES
ARTICLE 37 - DELEGUES DE CLUBS
ARTICLE 38 - TERRAINS IMPRATICABLES
ARTICLE 39 - RENCONTRES OFFICIELLES
ARTICLE 40 - ENQUETES
ARTICLE 41 - SELECTIONS
ARTICLE 42 - ARBITRES
ARTICLE 43 - DELEGUES OFFICIELS
ARTICLE 44 - DIVERS
ARTICLE 45 - DECLARATION DES OFFICIELS
ARTICLE 46 - POLICE DES TERRAINS

TITRE IV : PROCEDURES ET PENALITES.....37

ARTICLE 47 - REGLEMENT FINANCIER
ARTICLE 48 - SITUATION EN CAS DE MATCH PERDU PAR PENALITE
ARTICLE 49 - RESERVES / RECLAMATIONS / EVOCATIONS
ARTICLE 50 - APPELS
ARTICLE 51 - AMENDES
ARTICLE 52 - FRAUDE SUR IDENTITE
ARTICLE 53 - BAREME ET SANCTIONS DISCIPLINAIRES
ARTICLE 54 - SAISINE DISCIPLINAIRE
ARTICLE 55 - AUDITIONS – CONFRONTATIONS
ARTICLE 56 - NOTIFICATIONS DES DECISIONS DISCIPLINAIRES
ARTICLE 57 - ATTEINTE A LA MORALE SPORTIVE
ARTICLE 58 - LICENCIE EXCLU DU TERRAIN
ARTICLE 59 - SURSIS
ARTICLE 60 - SUSPENSION
ARTICLE 61 - MODALITES POUR PURGER UNE SUSPENSION
ARTICLE 62 - CLOTURE DES DOSSIERS EN FIN DE SAISON
ARTICLE 63 - FORFAIT GENERAL
ARTICLE 64 - PRIX DU FAIR PLAY ET BAREMES DE PENALISATION



TITRE V – STATUTS PARTICULIERS.....	48
Chapitre 1 – Statut de l’arbitrage.....	48
Chapitre 2 – Statut des éducateurs et entraîneurs du football.....	56
TITRE VI – LES REGLEMENTS PARTICULIERS DES COMPETITIONS REGIONALES.....	60
Chapitre 1 – Les Championnats Régionaux	
Section 1 - CHAMPIONNATS REGIONAUX SENIORS LIBRES.....	60
Section 2 – CHAMPIONNATS REGIONAUX SENIORS FEMININS LIBRES.....	64
Section 3 - CHAMPIONNAT REGIONAL U18 FEMININ	67
Section 4 - CHAMPIONNATS REGIONAUX FUTSAL	70
Section 5 - CHAMPIONNATS REGIONAUX JEUNES	76
Section 6 - CRITERIUM U13	83
Section 7 - REGLEMENT DU MATCH DE BARRAGE POUR L’ACCESSION EN CHAMPIONNAT NATIONAL U17 (2EME QUALIFIE)	85
Section 8 - REGLEMENT DU MATCH DE BARRAGE POUR L’ACCESSION EN CHAMPIONNAT NATIONAL U19.....	87
Chapitre 2 – Les Coupes	
Section 1 - COUPE DE FRANCE	89
Section 2 - COUPE DE FRANCE FEMININE	92
Section 3 - COUPE LAuRAFoot.....	94
Section 4 - COUPE GAMBARDELLA CREDIT AGRICOLE	96
Section 5 - COUPE LAuRAFoot FEMININE	98
Section 6 - COUPE NATIONALE FUTSAL.....	100
Section 7 - COUPE REGIONALE SENIORS FUTSAL GEORGES VERNET	102
TITRE VII – REGLEMENTS DIVERS.....	104
COMMISSIONS REGIONALES DES REGLEMENTS ET CONTROLE DES MUTATIONS.....	104
COMMISSION REGIONALE DU CONTROLE DES CLUBS.....	106
CHALLENGE DE LA SPORTIVITE.....	107
RECOMPENSES DE L’ETHIQUE	108
CHALLENGE MEILLEURES PERFORMANCES COUPE DE FRANCE ET COUPE GAMBARDELLA CA	109



Titre 1 : Organisation générale et règlement intérieur

CHAPITRE 1 - ORGANISATION GENERALE

SECTION 1 – LA LIGUE

ARTICLE 1 - GENERALITES

Article 1.1 - Application des Règlements Généraux de la FFF

Les Règlements Généraux de la Ligue ont pour but de préciser et d'adapter au niveau régional, certains points des Règlements Généraux de la Fédération Française de Football ; c'est pourquoi les sujets qui ne sont pas repris dans lesdits Règlements seront régis par les Règlements Généraux de la Fédération Française de Football.

Article 1.2 Champ d'Application

Les présents Règlements sont applicables aux Districts, clubs, membres et licenciés relevant de la Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de Football.

Par ailleurs, par souci de simplification, pour toutes les dispositions des présents Règlements relatives aux personnes, c'est le genre masculin qui est utilisé mais il va de soi que les deux sexes sont concernés, sauf dispositions particulières.

En outre, lorsque le terme « senior » seul est employé, il faut entendre « senior masculin ».

Article 1.3 – Modifications des Règlements Généraux de la Ligue

1.3.1 - Toute modification aux Règlements Généraux de la Ligue est du ressort de l'Assemblée Générale d'hiver (sauf demandes exceptionnelles du Conseil de Ligue ou d'un District). Les décisions prises en Assemblée Générale d'hiver seront applicables à compter de la saison suivante, sauf mention contraire.

1.3.2 - Pour les vœux votés lors de l'Assemblée Générale d'été l'application est immédiate sauf mention contraire spécifiée dans le vœu.

1.3.3 - En matière de règlements, un vœu d'un club contraire à un vœu qui aura été discuté et soumis au vote de l'Assemblée Générale de la Ligue, ne pourra pas être examiné avant l'Assemblée qui se tiendra 3 (trois) saisons après celle s'étant prononcée (sauf circonstances exceptionnelles à apprécier par le Conseil de Ligue ou amendements mineurs au texte initial adopté).

1.3.4 -

a) La saison sportive débute le 1er juillet d'une année et s'achève le 30 juin de l'année suivante.

b) La publication officielle de ces décisions ainsi que de l'ensemble des décisions réglementaires prises par la Ligue est effectuée par voie électronique, via le site internet de la Ligue.

c) De manière générale, le calcul des distances et des frais kilométriques est celui figurant sur Footclubs. En cas de litige, la Ligue se référera au site internet via Michelin (voie routière la plus rapide).

ARTICLE 2 - LES COMMISSIONS REGIONALES

Article 2.1 - Généralités

a) Le Conseil de Ligue nomme chaque année ses Commissions auxquelles il peut déléguer une partie de ses pouvoirs pour la partie déterminée par son objet.

b) En dehors de la compétence générale dévolue aux organes disciplinaires pour sanctionner les faits de nature disciplinaire et la compétence disciplinaire dévolue aux Commissions Régionales des Règlements et d'Appel Réglementaire, les autres commissions régionales peuvent mettre en œuvre un pouvoir disciplinaire lors du constat d'une infraction à la réglementation dont elles ont la charge d'assurer le respect. Dans ce cas, les commissions doivent suivre les procédures décrites à l'annexe 2 des Règlements Généraux de la FFF.

c) Ces commissions jugent en premier ressort les litiges découlant de leur secteur de compétence.

Les appels pourront être interjetés auprès de la Commission Régionale d'Appel Réglementaire (CRAR) sur toutes décisions rendues par les commissions régionales autres que disciplinaires.



En matière disciplinaire, les appels pourront être interjetés auprès de la Commission Régionale d'Appel Disciplinaire (CRAD) sur les décisions des commissions régionales ou départementales de discipline selon les prescriptions prévues à l'annexe 2 des Règlements Généraux de la FFF.

- a) Les Commissions pourront avoir leur règlement particulier après avoir été soumis à l'approbation du Conseil de Ligue puis voté, si nécessaire, en Assemblée Générale.
- b) Les Commissions soumettent un budget prévisionnel à la Commission Régionale des Finances. Leurs divers frais sont remboursés par le trésorier de la Ligue sur mémoire et pièces justificatives.
- c) Un membre d'une Commission absent à trois séances consécutives sans être excusé, sera considéré comme démissionnaire.
- d) L'appel n'est pas suspensif, il n'arrête pas l'exécution d'un calendrier.
- e) Les décisions du Conseil de Ligue, du Bureau Plénier ou des commissions régionales, sont exécutoires à la date d'effet précisée dans la notification faite par lettre recommandée avec AR ou sur Footclubs ou sur le site internet de la Ligue ou par messagerie électronique.
- i) Au sein des organismes du football, nul ne peut être membre à la fois d'une Commission de première instance et d'une Commission d'Appel.
- j) Les membres des Commissions régionales ont droit d'accès gratuit sur tous les stades utilisés par les clubs de la Ligue et de ses Districts.

Article 2.2 – Délibérations

Si nécessaire, les réunions des Commissions peuvent avoir lieu téléphoniquement, ou par voie de visioconférence, voire, si l'urgence l'exige, par voie électronique, sauf en matière disciplinaire.

D'une manière générale, pour les délibérations des Commissions régionales, en cas de partage égal des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Les commissions disciplinaires délibèrent valablement lorsque trois membres au moins, dont la majorité n'appartient pas au Conseil de Ligue, sont présents.

Article 2.3 – Désignation et composition des commissions

a) Chaque saison, sur proposition du Bureau Plénier, le Conseil de Ligue désigne les Commissions Régionales chargées d'exécuter les missions définies par lui.

Au minimum, le Conseil de Ligue nommera :

- Une Commission Régionale des Compétitions
- Une Commission Régionale de l'Arbitrage
- Une Commission Régionale des Règlements
- Une Commission Régionale d'Appel Règlementaire
- Une Commission Régionale des Terrains et Installations Sportives
- Une Commission Régionale du Statut des Educateurs et Entraîneurs du Football
- Une Commission Régionale de Suivi et de Révision des Règlements
- Une Commission Régionale du Statut de l'arbitrage
- Une Commission Régionale de Surveillance des opérations électorales.

Le Conseil de Ligue nommera également pour toute la durée de son mandat :

- Une Commission Régionale du Contrôle des Clubs
- Une Commission Régionale de Discipline
- Une Commission Régionale d'Appel Disciplinaire.

b) Outre ce minima, le Conseil de Ligue a toute latitude pour désigner d'autres commissions jugées utiles au fonctionnement de la Ligue.

Les membres de commission sont proposés par le Bureau Plénier au Conseil de Ligue.

Article 2.4 - Enquêtes et sanctions

a) Le Conseil de Ligue, le Bureau Plénier et les Commissions pourront faire ouvrir toute enquête ou établir toute expertise pour assurer la discipline et les règlements en vigueur et la bonne gestion sportive de la Ligue.



- b) Les Commissions sont responsables devant le Conseil de Ligue des dossiers litigieux et les membres qui les composent sont astreints à la discrétion de leurs travaux et de leurs délibérations.
- c) Pour toute audition devant une juridiction de la Ligue, toute personne convoquée pourra se faire assister par une personne de son choix.
- d) Les sanctions qui peuvent être infligées après audition ou rapport de la ou des personnes mises en cause sont prévues à l'article 200 des Règlements Généraux de la FFF. Elles peuvent être appliquées à tout club affilié qui aura enfreint le règlement, ou porté préjudice à la Ligue et à ses organismes (Districts, Commissions).
- e) Tout licencié suspendu ne peut remplir, pendant la durée de sa suspension, de fonctions officielles dans un club, un District, à la Ligue ou à la FFF.
- f) Les propositions de radiations prononcées par les Districts devront être communiquées à la Ligue pour pouvoir être effectives.

Article 2.5 - Commission Régionale des Compétitions

Elle est chargée de l'organisation de toutes les compétitions du ressort de la Ligue (championnats, coupes régionales, tours préliminaires de la Coupe Gambardella Crédit Agricole et de la Coupe de France, etc). Elle établit les calendriers et veille à l'application des règlements concernant les compétitions placées sous sa juridiction.

Elle collabore au classement des différents challenges du Fair-Play en relation avec la Commission de Discipline et le Conseil de l'Éthique.

Elle gère les forfaits suivant les règlements des Compétitions.

Elle doit avoir le souci permanent de mettre tout en œuvre pour assurer le déroulement normal, le succès et le développement de ces compétitions.

Elle décide des suites à donner aux rencontres qui n'ont pas pu avoir lieu pour quelques raisons que ce soit et qui n'ont donc pas eu de commencement d'exécution (exemples (liste non-exhaustive) : arrêté municipal, intempéries, demande de report, forfait).

Article 2.6 – Commission Régionale de l'Arbitrage (CRA)

Elle est constituée et fonctionne selon les termes du statut fédéral de l'arbitrage. Elle a en outre, la mission de développer le recrutement, la formation et la promotion des arbitres, avec un effort particulier vers les jeunes arbitres. Son Président non élu ou son représentant siège au Conseil de Ligue à titre consultatif, sauf s'il est élu. Elle est chargée de proposer dix jours à l'avance, le programme des désignations des arbitres pour les compétitions.

Article 2.7 - Commission Régionale des Règlements (CRR)

Elle est chargée de l'application des Règlements Généraux de la FFF et de la Ligue, à l'exception des règlements disciplinaires et des faits concernant l'arbitrage et les lois du jeu.

Elle décide des suites à donner aux rencontres qui ont débuté ou ont été jouées en intégralité, et qui ont donc eu, a minima, un commencement d'exécution (exemples (liste non-exhaustive) : réserve, évocation, réclamation, match arrêté pour une raison autre que disciplinaire : blessure / panne d'éclairage / intempéries).

Article 2.8 - Commission Régionale de Discipline (CRD)

Elle est chargée d'appliquer les règlements disciplinaires de la Fédération ainsi que les spécificités disciplinaires de la Ligue votées en Assemblée générale.

Article 2.9 – Commission Régionale des Terrains et Installations Sportives (CRTIS)

Elle est chargée du classement des installations sportives en veillant au respect des normes exigées par la FFF pour les différentes pratiques (libre, Futsal, etc...) et des niveaux de compétitions (Championnats/ Coupes).

Article 2.10 - Commission Régionale du Statut des Educateurs et Entraîneurs de Football (CRSEEF)

Elle est chargée de veiller à l'application du Statut Fédéral des Educateurs et Entraîneurs de football, de ses annexes, des spécificités régionales, des règlements généraux de la FFF et de se saisir, le cas échéant, des infractions qui seraient portées à sa connaissance.

**Article 2.11 - Commission Régionale du Contrôle des Clubs (CRCC)**

Elle est chargée de contrôler, encadrer et conseiller les clubs dans leur gestion financière.

Article 2.12 - Commission Régionale de Suivi et de Révision des Règlements

Elle est composée du Secrétaire Général et des membres désignés par le Conseil de Ligue, dont les Présidents des Commissions Régionales des Compétitions, de Discipline et des Règlements.

Elle est en charge du suivi des textes et statuts et donne son avis sur les vœux présentés par les instances et clubs. Elle convoque les responsables des Commissions chargés d'élaborer des textes dans leur domaine de compétence.

Article 2.13 - Commission Régionale du statut de l'arbitrage

Elle est chargée de veiller à l'application du Statut de l'arbitrage et de publier les informations liées à ce statut.

Article 2.14 - Commission Régionale de Surveillance des Opérations Electorales

Composée de membres non élus, elle est chargée de contrôler et valider les candidatures et le déroulement de toutes les élections.

Article 2.15 - Commission Régionale d'Appel

La Commission Régionale d'Appel, ainsi que son Président, sont nommés par le Conseil de Ligue :

- pour une durée correspondant à celle du mandat en cours pour sa configuration disciplinaire,
- chaque saison pour sa configuration réglementaire.

Elle est compétente pour étudier les appels portés à l'encontre des décisions à caractère disciplinaire conformément à l'article 3.1.1 du Règlement Disciplinaire de la FFF, et des décisions à caractère réglementaire conformément à l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

La Commission Régionale d'Appel examine, en outre, les appels formulés à l'encontre des décisions des Comités de Direction des Districts composant la LAuRAFoot, notamment les décisions d'évocation, conformément à l'article 198 des Règlements Généraux de la FFF.

Dans le cadre de la procédure d'appel, les clubs requérants sont redevables d'une somme figurant aux tarifs de la Ligue sous la rubrique « frais de procédure – Appel » (montant aujourd'hui fixé à 90 euros) pour le traitement de leur dossier, sauf si le club retire son appel. Si un club annule son appel dans un délai inférieur à sept jours précédant l'audition, cette somme lui sera néanmoins débitée.

En revanche, si la décision contestée est totalement réformée, cette somme ne sera pas réclamée au club.

A titre très exceptionnel, la Commission se réserve toujours le droit de ne pas imputer les frais d'appel.

ARTICLE 3 - CAISSE REGIONALE D'AIDE SOCIALE ET MORALE**Article 3.1**

Il est créé au sein de la Ligue une caisse de solidarité dont le but est de venir en aide à tous les membres de la Ligue dont la situation sociale nécessite un secours exceptionnel :

1. Dirigeants, arbitres, joueurs blessés au cours d'un match ou d'un entraînement et immobilisés dans l'incapacité de travailler.
2. Familles de dirigeants, arbitres ou joueurs décédés sur le terrain ou dans un déplacement occasionné par le football.
3. Cas dignes d'intérêts, non prévus ci-dessus et pour lesquels la Commission d'Aide Sociale et Morale après examen, estime qu'ils sont justifiables d'une aide particulière.
4. Prêts aux Districts dans des cas particuliers, après avis du Conseil de Ligue.

Article 3.2 - Nature des secours

Une aide financière pourra être apportée sans jamais être déterminée par un barème qui ne laisserait pas de place à l'appréciation des cas humains et économiques qui se dégagent de l'ensemble des éléments réunis.

Cette aide ne devra jamais prendre l'aspect d'une assistance prolongée sous quelque forme que ce soit.



L'aide apportée peut être administrative par la recherche de la solution la plus adaptée et la plus efficace. Elle peut être morale par l'assistance de la victime et la recherche commune d'une solution à un problème pour lequel l'aide financière ou l'aide administrative ne s'impose pas.

Article 3.3 - Financement

La caisse est alimentée par :

- a) une participation annuelle de la Ligue, à définir et incorporer à la rubrique des tarifs
- b) une participation annuelle de tous les clubs opérant sur le territoire de la Ligue, selon le barème indiqué dans les tarifs de la Ligue.

Article 3.4 - Composition de la Commission d'Aide Sociale et Morale

Elle est composée de membres du Conseil de Ligue dont le médecin élu et le représentant des clubs nationaux, d'un représentant des arbitres et d'un représentant par District.

Article 3.5 - Rôle de la Commission d'Aide Sociale et Morale

La Commission d'Aide Sociale et Morale est chargée d'étudier les dossiers présentés. Elle sera seule habilitée à refuser ou à accorder l'aide sollicitée, à en fixer le montant, sous réserve d'approbation par le Conseil de Ligue. Ces décisions d'attribution ou de rejet sont sans appel.

Article 3.6 - Comptes de la caisse

Un compte spécial (classe 4) est ouvert dans les comptes de la Ligue. Toutes les sommes reçues au titre de la caisse de solidarité seront affectées à ce compte. Aucun prélèvement autre que ceux objets de la création de la caisse ne pourra y être effectué. La caisse de solidarité ne pourra être supprimée que par décision de l'Assemblée Générale.

SECTION 2 – LES DISTRICTS

ARTICLE 4

La Ligue est divisée en 11 Districts dont les Statuts et les Règlements doivent être conformes et compatibles avec ceux de la FFF et avec ceux de la Ligue. Aucun article de leurs Statuts et Règlements ne peut contredire les Statuts et Règlements de la Fédération et/ou de la Ligue. En cas de contradiction, les Statuts et Règlements de la FFF prévaudront en premier lieu et ceux de la Ligue en second lieu.

SECTION 3 – LES CLUBS

ARTICLE 5 – GENERALITES

- a) Tout club désirant s'affilier à la Fédération Française de Football doit s'adresser au district dont il dépend, pour pouvoir remplir une demande d'affiliation de manière dématérialisée. Les pièces énumérées à l'article 23 des Règlements Généraux de la FFF devront être fournies.
Un dépôt de garantie devra être versé à la Ligue à chaque création de club (voir tarifs).
Les Districts restent libres d'en fixer un ou pas.
- b) Avant le 15 juillet de chaque année, chaque club devra avoir mis à jour ses coordonnées – Président – Secrétaire – Trésorier – adresses du siège et du (des) stade(s) sur FOOTCLUBS. Toute modification devra être saisie sur FOOTCLUBS dans les meilleurs délais.
Chaque club devra en outre confirmer pour la même date ses engagements dans les différentes compétitions régionales.
Pour toute demande par messagerie électronique, seule celle provenant de l'adresse officielle du club déclarée sur FOOTCLUBS sera prise en compte.
- c) Les Membres du Comité de Direction d'un club sont responsables envers tous les organismes régionaux (Ligues ou Districts).



ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES CLUBS

Article 6.1 – Licence « Dirigeant »

En application de l'article 30 des Règlements Généraux de la F.F.F., les clubs ont l'obligation de munir leurs Président, Secrétaire Général et Trésorier ainsi que leurs dirigeants d'une licence « Dirigeant ».

Le nombre de licences « Dirigeant » dont chaque Club doit être muni, est ainsi fixé à un Dirigeant par équipe engagée avec un minimum de TROIS.

Le Dirigeant susceptible de remplir des fonctions d'arbitrage doit également être licencié.

Tout club qui ne serait pas en règle avec cette disposition au 31 décembre de la saison en cours sera sanctionné financièrement (voir tarifs). Les licences « Volontaire » peuvent contribuer à exonérer le club de l'amende prévue à concurrence de 2 licences « Volontaire » pour une licence « Dirigeant » (en dehors des trois licences obligatoires).

Pour toute précision : cf. article 30 des Règlements Généraux de la FFF.

Article 6.2 – Assurance

En application de l'article 32 des Règlements Généraux de la FFF, tous les clubs de la Ligue, sans exception, doivent obligatoirement adhérer au régime d'assurance institué par la Ligue.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS STRUCTURELLES

Pour les changements de nom ou de siège social, les fusions, ententes et groupements : cf. articles 36 à 39ter des Règlements Généraux de la FFF.

Article 7.1 - Les Ententes

Précisions à l'article 39 bis des Règlements Généraux de la FFF :

Le Conseil de Ligue a fixé comme suit les modalités de constitution des «Ententes». L'autorisation sera donnée par le District de rattachement. **Dans le cas d'une entente entre deux clubs appartenant à deux Districts limitrophes de la LAuRAFoot, l'accord des deux Districts sera nécessaire pour valider l'entente.**

La demande devra notamment comporter :

- L'accord écrit des clubs,
- La ou les catégories d'âge pour lesquelles l'entente est demandée,
- La désignation du club responsable, seul reconnu pour la gestion sportive de l'Entente,
- Le(s) lieu(x) de pratique,
- Les raisons précises nécessitant la création de cette Entente.

Les Ententes n'ouvrent pas droit à la dotation fédérale pour l'engagement de nouvelles équipes.

Les équipes des Ententes ne peuvent participer qu'aux seules compétitions des «Districts», dans le respect des Règlements Généraux de la FFF.

La Ligue peut autoriser une équipe en entente à accéder à ses compétitions à condition que les clubs concernés aient décidé, avant le terme de la saison lors de laquelle l'entente s'est retrouvée en position d'accession, de constituer un groupement ou de procéder à une fusion, dans le respect des délais prévus par les Règlements Généraux de la FFF et de la Ligue.

Article 7.2 - Les Groupements

Application de l'article 39 ter des Règlements Généraux de la FFF :

Précisions concernant la LAuRAFoot :

Le projet de création doit parvenir à la Ligue le 30 avril au plus tard. Il est soumis à l'avis du District d'appartenance qui doit fournir une réponse motivée.

L'homologation définitive du groupement par le Conseil de Ligue est subordonnée à la production, pour le 30 juin, au plus tard, en double exemplaire, par l'intermédiaire du District, des documents suivants :



- les procès-verbaux des Assemblées Générales des clubs ayant décidé d'adhérer au groupement,
- la Convention-type dûment complétée et signée,
- le dossier d'affiliation du groupement dûment complété et signé.

Par ailleurs, si le groupement a été constitué sous la forme d'une association loi 1901, il est alors nécessaire de produire également le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive du groupement, ainsi que les statuts du groupement et la composition de son Comité Directeur. Le groupement constitué sous forme d'association n'a pas pour autant la qualité de club affilié à la FFF.

Pour être en règle avec le Statut de l'Arbitrage, il faut qu'au moins un des clubs du Groupement réponde aux obligations dudit Statut. Il en est de même pour qu'un Groupement puisse être créé.

Article 7.3 – Non-Activité

Précisions aux articles 40 et 41 des Règlements Généraux de la FFF.

Lorsqu'un club se déclare en inactivité totale ou partielle, celle-ci est effective dès la date de déclaration et jusqu'au 31 mai de la saison concernée.

Pour une reprise d'activité lors de la saison N+1, la demande devra avoir lieu entre le 1er mai et le 1er juin de la saison N.

Il n'est pas possible pour le club de revenir sur une déclaration d'inactivité totale ou partielle et aucune reprise d'activité en cours de saison ne peut avoir lieu.

Lorsqu'un club n'a pas engagé d'équipe depuis au moins une saison dans une ou plusieurs catégorie(s), et qu'aucun engagement dans cette ou ces même(s) catégorie(s) n'est déclaré sur la saison en cours, en cas de réclamation d'un club auprès de la LAuRAFoot et après vérification des services administratifs, le club concerné sera déclaré en inactivité partielle ou totale, avec rétroactivité au 1^{er} juin précédant la demande.

Un courrier électronique sera au préalable envoyé au club concerné pour s'assurer que ce dernier ne souhaite pas engager d'équipe pendant la saison en cours.

Lorsqu'un club n'a pas engagé d'équipe dans une catégorie pour la saison en cours et que la période d'engagement en championnat est close, la Commission Régionale de Contrôle des Mutations, saisie par le club d'accueil, interrogera le club quitté afin de savoir s'il compte engager une équipe dans la ou les catégorie(s) concernée(s).

Le club aura un délai de 10 jours calendaires à compter du lendemain de la demande pour répondre.

Dans le cas où le club confirme l'inactivité à la commission dans ce délai, la date d'effet de l'inactivité sera le jour de la réponse écrite dudit club.

En cas d'absence de réponse, le club quitté sera déclaré en inactivité partielle ou totale dans la catégorie concernée, à compter du lendemain de la fin du délai de 10 jours.

ARTICLE 8 – CESSATION D'ACTIVITE

Cf. articles 40 et 41 des Règlements Généraux de la FFF.

Le club **évoluant en compétition régionale** se déclarant en inactivité partielle entraîne automatiquement la descente de(s) l'équipe(s) de la (des) catégorie(s) concernée(s) **en championnat départemental**.

En cas de reprise d'activité la saison suivante, il appartiendra au District d'appartenance de cette ou ces équipe(s), en fonction de ses propres contraintes, de fixer le niveau de compétition auquel elle(s) sera(ont) admise(s).

Toute équipe se déclarant en inactivité partielle deux saisons de suite sera automatiquement rétrogradée dans la plus basse division **départementale** de sa catégorie.



CHAPITRE 2 – REGLEMENT INTERIEUR

SECTION 1 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ARTICLE 9 – ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour et les propositions de modifications aux Statuts et Règlements sont adressés aux délégués composant l'Assemblée Générale de la Ligue, quinze jours au moins avant la date de cette dernière.

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DES TEXTES

Les vœux et modifications à apporter aux Statuts et Règlements seront étudiés par la Commission Régionale de Suivi et de Révision des Règlements, proposés au Conseil de Ligue pour avis, puis votés en Assemblée Générale de Ligue.

SECTION 2 – CONSEIL DE LIGUE

ARTICLE 11 – DROIT D'ACCES AU STADE

Les membres du Conseil de Ligue et tous les officiels de la Ligue ou des Districts ont le droit d'accès gratuit sur tous les terrains du territoire de la Ligue, sur présentation de leur carte ou licence, dans la mesure des places disponibles.

ARTICLE 12 – MEMBRES D'HONNEUR ET RECOMPENSES

- a) Les Membres d'honneur sont désignés par le Conseil de Ligue.
- b) Il est créé des médailles de la Ligue (argent, vermeil et or) destinées à récompenser les services rendus à la cause du football. L'attribution de la distinction «or» faite par le Conseil de Ligue comporte pour le bénéficiaire, l'obtention d'une carte. Ladite carte donnant accès gratuit aux matchs de football organisés par la Ligue ou les clubs de la Ligue. Le retrait de cette carte pourra être prononcé par simple décision du Conseil de Ligue. La grande plaquette de la Ligue pourra être attribuée à toute personne ayant été Membre du Conseil de Ligue pendant plus de dix années.

ARTICLE 13 - EVOCATION

En vertu de l'article 198 des Règlements Généraux de la FFF, le Conseil de Ligue a la possibilité d'évoquer, dans le délai de deux mois à dater de leur notification, les décisions rendues par ses commissions, sauf en matière disciplinaire.

SECTION 3 – BUREAU PLENIER

ARTICLE 14

Conformément aux Statuts de la Ligue, les missions et attributions du Bureau Plénier seront définies par le Conseil de Ligue à chaque début de saison.

Le Bureau Plénier aura la possibilité de faire une demande d'évocation devant le Conseil de Ligue de toute décision prise hormis les décisions disciplinaires.

ARTICLE 15 - Réserve.



SECTION 4 – ADMINISTRATION DE LA LIGUE

ARTICLE 16 – LE DIRECTEUR GENERAL

- a) Le Directeur Général exécute les décisions du Conseil de Ligue, du Bureau Plénier et dirige les services administratifs de la Ligue. Il met également en œuvre les mesures d'organisation, de gestion et de contrôle qui visent à assurer un fonctionnement continu et efficace de la Ligue. Il est responsable devant le Conseil de Ligue de la gestion du personnel de la Ligue.
- b) Il participe à l'élaboration des comptes en collaboration avec la Commission Régionale des Finances, sous la responsabilité de cette dernière et du Trésorier Général.
- c) Il représente la Ligue par délégation du Président et/ou du Président délégué. Il reçoit délégation générale pour signer tous les documents qui concourent au fonctionnement courant de la Ligue.
- d) Il est responsable de ses activités devant le Président et le Conseil de Ligue, mais ne peut en aucun cas engager le Bureau ou le Conseil de Ligue sous sa seule responsabilité.
- e) Il pourra être secondé par un Directeur Administratif dont les attributions seront fixées par lui après concertation du Conseil de Ligue.

ARTICLE 17 – LES SERVICES DE LA LIGUE

- a) Sous l'autorité du Directeur Général, les services de la Ligue mettent en œuvre la politique définie par le Conseil de Ligue et le Bureau Plénier, ainsi que les décisions prises par ces derniers, l'Assemblée Générale de la Ligue et les commissions régionales.
- b) Toute correspondance adressée à la Ligue est transmise aux personnes et/ou organes concernés sous le contrôle du Directeur Général.
- c) Les services de la Ligue peuvent, à titre officieux et sans formalité, apporter toute information concernant le rappel d'un texte en vigueur ou d'une disposition générale. En revanche, ces informations ne peuvent en aucun cas préjuger de la position qui pourrait résulter de l'examen du cas d'espèce par les organes ou commissions statutaires compétents.
- d) Toutes les lettres expédiées et les documents utiles aux archives sont copiés et/ou enregistrés sous format informatique.
- e) Les dossiers, lettres ou copies de documents sont conservés au siège sous la responsabilité du Directeur Général.
- f) Le personnel employé est engagé par le Directeur Général sous réserve de l'approbation du Président.



Titre II - Les licences

ARTICLE 18 - QUALIFICATIONS – LICENCES

18.1 - Tout joueur doit être titulaire d'une licence délivrée par la FFF et avoir des délais de qualification réglementaires.

Par application de l'article 85 des Règlements Généraux de la FFF., la Ligue se réserve le droit de refuser ou de procéder au retrait d'une licence, même sans sanction pénale.

En cas de dysfonctionnement ou d'absence de la FMI, application de l'article 33.2 des présents Règlements.

A la présentation des licences, chaque capitaine pourra être assisté d'un représentant de son club, majeur et licencié.

18.2 – Changement de club

18.2.1 – Périodes de changement de club

Cf. articles 92 à 97 des Règlements Généraux de la FFF.

18.2.2 - Restrictions applicables aux changements de club de jeunes

Cf. articles 98 et 99 des Règlements Généraux de la FFF.

18.2.3 – Tarification des changements de club.

Tarifications spéciales :

La Ligue :

- Appliquera l'article 90.1 des règlements généraux de la FFF qui précise les cas d'exonération totale des droits de changement de club.
- Appliquera une réduction de 50% sur la tarification en vigueur lorsque les clubs quittés seront en non-activité partielle dans la catégorie d'âge du joueur ou de la joueuse concerné. Cette réduction ne s'appliquera que si la demande de licence « changement de club » n'a pas lieu avant la date de l'officialisation de la non-activité partielle du club quitté.
- Appliquera une réduction de 50% en cas de mutation d'un club exclusivement libre vers un club qui propose une pratique futsal et à condition que le joueur concerné prenne une licence futsal dans le club d'accueil.
- Pourra appliquer une réduction de 50% en cas de reprise d'activité du club d'accueil pour les joueurs(ses) dispensé(e)s du cachet mutation par décision du Conseil de Ligue ou du Bureau Plénier sur présentation d'un dossier dûment motivé et uniquement pour les anciens joueurs qui reviennent au club.

Pour toutes ces tarifications spéciales, le montant correspondant sera déduit du dernier relevé de la saison en cours. Si toutefois des réductions n'avaient pas été appliquées, il appartient au Club de solliciter la Ligue.

18.3 - Contrôle Médical – Surclassement

Cf. articles 70 à 75 des Règlements Généraux de la FFF.

18.4 – Joueur licencié après le 31 janvier

18.4.1 - Le joueur seniors, licencié après le 31 janvier, pourra prendre part aux rencontres des séries inférieures à la division supérieure de District, tel que cela est prévu à l'article 152.4 des Règlements Généraux de la FFF.

La joueuse Seniors, licenciée après le 31 janvier, pourra prendre part aux rencontres des séries inférieures à la division supérieure de District, tel que cela est prévu à l'article 152.4 des Règlements Généraux de la FFF. Toutefois, si le District ne dispose que d'un seul niveau de compétition, la joueuse pourra y participer.

18.4.2 - Les joueurs U19 évoluant dans un district n'organisant pas de championnat U20, dont la licence a été enregistrée après le 31 janvier, peuvent participer aux compétitions seniors mais uniquement dans les



championnats inférieurs à la division supérieure de District (idem dérogation prévue à l'article 152.4 des Règlements Généraux de la FFF pour les seniors).

18.4.3 - Les joueurs U20, dont la licence a été enregistrée après le 31 janvier, peuvent participer aux compétitions seniors mais uniquement dans les championnats inférieurs à la division supérieure de District et en compétition U20 mais uniquement au niveau départemental (dérogation prévue à l'article 152.4 des Règlements Généraux de la FFF pour les seniors).

Article 18.5 – Précision à l'article 117.d des Règlements Généraux de la FFF

Est dispensée de l'apposition du cachet "Mutation" la licence, avec l'accord du club quitté, du joueur ou de la joueuse adhérent à un club reprenant son activité à la suite d'une inactivité totale ou partielle dans les compétitions de sa catégorie d'âge.

Pour déterminer s'il y a reprise d'activité et vérifier si une équipe a historiquement déjà été engagée dans la catégorie d'âge concernée, la commission compétente se référera uniquement aux informations renseignées sur Footclubs (Foot2000) et ne pourra prendre en compte les informations extérieures à cette base informatique.

La dispense du cachet « mutation » au motif de la reprise d'activité prévue à l'article 117.d précité ne s'appliquera que si le club avait engagé une équipe dans la catégorie concernée au cours des cinq saisons précédant la demande.

ARTICLE 19 - CONTRÔLE DES LICENCES

Seront pénalisés selon le Règlement Intérieur et les Procédures applicables aux Commissions des Règlements et de Discipline, les clubs et les joueurs qui se seraient fait délivrer ou qui auraient obtenu des licences en infraction avec les Règlements Généraux de la FFF.



Titre III : Les compétitions

ARTICLE 20 - VALIDITE DES REGLEMENTS GENERAUX DE LA LIGUE

20.1 - La Ligue et les Districts doivent prendre toutes les dispositions réglementaires pour qu'en fin de saison aucun dossier de litige relatif aux compétitions terminées (y compris classement, accession, rétrogradation) ne soit ouvert en première instance postérieurement au 30 juin de ladite saison.

Toutes parutions faites aux procès-verbaux de fin de saison, toutes les notifications parues sur les sites officiels devront porter la mention : « La présente parution est donnée à titre indicatif et ne sera entérinée qu'après homologation de toutes les rencontres et que toutes les procédures en cours auprès des différentes commissions d'appel aient été traitées ».

Après le 17 juillet, seule une décision du COMEX ou de justice s'imposant à la Ligue Régionale ou à ses districts, ou consécutive à une proposition de conciliation, peut la conduire à diminuer ou à augmenter le nombre de clubs participants.

Ce règlement s'applique à tous les championnats de Ligue et de Districts jusqu'à la D1 seniors incluse.

20.2 - Un club ne pourra être représenté que par une seule équipe dans une division de championnat à l'exception du dernier niveau de District.

ARTICLE 21 - CHAMPIONNATS

Ils se divisent en Championnats de Ligue et en Championnats de Districts, Libres (Masculins et Féminins), Football d'Entreprise et Futsal.

21.1 - Championnats de Districts

21.1.1 - Ces Championnats organisés par les Districts comprennent obligatoirement les niveaux suivants : District 1, District 2, District 3, District 4, etc...

21.1.2 - Tout club ou toute autre équipe s'engageant pour la première fois, doit commencer à disputer la compétition dans la division la plus basse et ne peut entrer directement dans une division supérieure sauf club issu d'une fusion ou en provenance d'un autre District (voir règlement et/ou convention adaptés à ces situations).

21.1.3 - Il est rappelé que tout club en activité doit faire licencier au moins onze joueurs, exception en futsal, chaque saison (cf. article 31 des R.G de la F.F.F.).

A défaut, il perdra les droits attachés à l'affiliation.

21.1.4 - Les Statuts des Districts et leurs règlements ainsi que les modifications qui y sont envisagées doivent être conformes aux règlements fédéraux.

21.2 – Championnats de Ligue

a) La Ligue organise et administre les Championnats Seniors Libres suivants : Régional 1 (R1), Régional 2 (R2), Régional 3 (R3).

b) Les dispositions particulières applicables aux Compétitions Football d'Entreprise, Futsal, Féminines et de Jeunes, sont fixées par des règlements particuliers.

c) Tous les Clubs participant aux Championnats de Ligue Seniors Libres devront, sous peine d'amende, s'engager en Coupe de France.

Il est conseillé aux équipes évoluant dans les championnats de la Ligue, de mettre à disposition de l'équipe adverse un panneau d'affichage, précisant :

- le nom du médecin,



- le nom de l'établissement hospitalier de garde,
- le service d'évacuation (ambulance).

Pour ne pas gêner les arbitres dans leur préparation, il convient de donner toutes les informations nécessaires à l'équipe adverse afin d'éviter certaines réclamations non fondées.

21.3 – Equipes réserves

1. Lorsqu'un Club, quel que soit son statut, engage plusieurs équipes masculines ou féminines dans des championnats différents, la participation de ses joueurs qui ont joué des matchs de compétition officielle avec une équipe supérieure de leur club est interdite ou limitée :

- dans les conditions votées par les Assemblées Générales de la Ligue régionale pour ce qui est de la participation aux compétitions régionales,
- à défaut, dans les conditions énoncées aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

Toutefois, les restrictions de participation qui sont applicables aux joueurs, du fait de leur participation à des matchs de compétition officielle avec une équipe supérieure de leur club disputant un championnat national ou un championnat régional, sont exclusivement celles qui résultent des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

2. Ne peut participer à un match de compétition officielle d'une équipe inférieure le joueur ou la joueuse qui est entré en jeu lors de la dernière rencontre officielle au sens de l'article 118 des règlements généraux de la FFF, disputée par l'une des équipes supérieures de son club lorsque celle-ci ne joue pas un match officiel le même jour ou le lendemain.

3. En outre, ne peuvent participer à un match de compétition officielle régionale ou départementale, ou dans une équipe inférieure disputant un championnat national, les joueurs ou joueuses étant entrés en jeu lors de l'avant-dernière ou la dernière rencontre des matchs retour d'un championnat national ou toute rencontre officielle de compétition nationale se déroulant à une de ces dates.

Les dispositions du présent alinéa ne sont pas applicables aux joueurs ayant disputé le championnat national U19 ou U17, ainsi que le Championnat National Féminin U19.

Cet alinéa est applicable aux matches de barrages SENIORS concernant la montée de Régional 1 en National 3.

4. Par ailleurs, ne peuvent rentrer en jeu au cours des cinq dernières rencontres de championnat national ou régional, plus de trois joueurs ayant effectivement joué, au cours de la saison, tout ou partie de plus de dix rencontres avec l'une des équipes supérieures disputant un championnat national ou régional.

En championnat régional futsal, ne peuvent rentrer en jeu au cours des cinq dernières rencontres de championnat national ou régional, plus de deux joueurs ayant effectivement joué, au cours de la saison, tout ou partie de plus de cinq rencontres avec l'une des équipes supérieures disputant un championnat national ou régional.

Les dispositions du présent alinéa s'appliquent également dans les compétitions de leur catégorie d'âge aux joueurs ayant disputé les championnats Nationaux U19 et U17, ainsi que le Championnat National Féminin U19. Il est précisé que les rencontres de Coupes de France masculine ou féminine entrent dans le décompte des matchs, ainsi que les rencontres de la Coupe Gambardella Crédit Agricole, du challenge U19 F et des coupes LAuRAFoot.

Cet alinéa est applicable aux matches de barrages SENIORS, concernant la montée de Régional 1 en National 3, et aux matches de barrages JEUNES concernant la montée de U16 Régional 1 en U17 National, de U18 Régional 1 en U19 National ainsi que la descente de U16 Régional 1 en U16 Régional 2.

5. Les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 ne sont pas applicables lorsqu'une rencontre oppose entre elles deux équipes réserves de Clubs à statut professionnel.

Les dispositions du paragraphe 2 ne sont pas applicables aux joueurs visés à l'article 151.1 c) et d) des Règlements Généraux de la F.F.F..

6. La participation en surclassement des joueurs U13 à U19 et des joueuses U13 F à U19 F à des compétitions de catégorie d'âge supérieure, ne peut avoir pour effet de leur interdire ou de limiter leur participation à des



épreuves de leur catégorie respective. Ils restent soumis aux obligations des catégories d'âge auxquelles ils appartiennent.

ARTICLE 22 - Réservé

ARTICLE 23 - CLASSEMENT - POINTS

23.1 - Dans toutes les compétitions régulières de Ligue et de District, les points sont comptés comme suit :

Match gagné : 3 points

Match nul : 1 point

Match perdu : 0 point

Match perdu par pénalité ou par forfait : -1 point.

23.2 - Forfaits

23.2.1 - Sont considérées comme forfait, l'absence d'une équipe ou une équipe ne présentant pas le nombre minimum de joueurs prévu par les Règlements de la compétition concernée, après le quart d'heure suivant l'heure officielle ou l'heure devenue officielle après entente, conformément à l'article 31 des présents Règlements, sauf cas de force majeure laissé à l'appréciation de la Commission chargée de statuer.

Une équipe déclarant forfait devra payer une amende à la Ligue.

En cas de forfait simple dans les cinq dernières journées, cette amende sera doublée.

En cas de forfait en Coupe LAuRAFoot masculine à partir des huitièmes de finale et en Coupes LAuRAFoot Féminine et Futsal à partir des quarts de finale, l'amende sera doublée.

En cas de forfait dans un délai inférieur à 24 heures, les frais d'organisation, d'arbitres et de délégués seront ajoutés aux frais du paragraphe ci-avant.

En outre, une équipe senior déclarant forfait entraîne automatiquement le forfait de toutes ses équipes inférieures (sauf cas de force majeure). Ce principe ne s'applique pas aux équipes de jeunes.

Au 3^{ème} forfait simple d'une équipe dans son championnat, le forfait général sera automatiquement prononcé.

23.2.2 - Dans le cas de match gagné par forfait, l'équipe gagnante bénéficie d'un score de 3 (TROIS) buts à 0 (ZERO). L'équipe forfait est pénalisée du retrait d'1 point au classement et l'équipe adverse obtient le gain du match.

23.2.3 - Lorsqu'en cours d'épreuve, un club est exclu du championnat, déclaré forfait général, mis hors compétition, déclassé, radié ou a subi une liquidation judiciaire, il est classé dernier de son groupe et comptabilisé comme tel.

- Si une telle situation intervient avant les cinq (5) dernières journées de la compétition à laquelle le club concerné participe, tous les buts pour et contre et les points acquis lors des matchs contre ce club sont annulés.

- Si une telle situation intervient au cours des cinq (5) dernières journées de la compétition à laquelle le club concerné participe, les buts pour et contre et les points acquis lors de tous les matchs joués restent acquis ; les matchs non encore disputés sont donnés gagnés au club adverse sur le score de 3 à 0.

Il est généralement fait application des dispositions de l'article 130 des Règlements Généraux de la F.F.F., sans préjudice des sanctions complémentaires pouvant être prises par la commission d'organisation.

Le forfait général d'une équipe Senior dans un championnat régional ou départemental entraîne d'office le forfait général de toutes les équipes inférieures Seniors du club. Ce principe ne s'applique pas aux équipes de jeunes.

Le forfait général d'une équipe entraîne l'application d'une amende dont le montant est prévu par les tarifs de la LAuRAFoot.

En cas de forfait général entre le 17 juillet et le début des compétitions, le montant de l'amende sera divisé par deux.

En cas de forfait général dans les cinq dernières journées de championnat, l'amende sera doublée.



Si une décision de rétrogradation est prononcée à l'encontre d'une équipe et que celle-ci est en position sportive de relégation en fin de saison, elle sera rétrogradée de deux divisions la saison suivante.

23.3 – Classement des ex-aequo

En cas d'égalité de points entre deux ou plusieurs équipes, dans la même poule, le classement s'effectuera (étant précisé que si le 1er critère ne permet pas de départager toutes les équipes ex-aequo, il y a lieu de passer au critère suivant et ainsi de suite, tant que cela s'avère nécessaire) :

23.3.1 – Par le classement aux points de la ou des rencontres jouées entre les équipes à égalité.

23.3.2 – En cas d'égalité après le classement aux points de la ou des rencontres jouées entre les équipes à égalité, à la différence de buts sur les rencontres aller et retour, disputées entre les équipes restées à égalité.

23.3.3 – En cas d'égalité à la différence de buts, à l'équipe ayant marqué le plus de buts à l'extérieur (sur terrain adverse) lors des rencontres disputées entre les équipes restées à égalité.

23.3.4 – En cas d'égalité après le nombre de buts marqués à l'extérieur, par le meilleur classement au Challenge du Fair-play des équipes restées à égalité.

23.3.5 – En cas d'égalité après le challenge du Fair-play, par le plus fort quotient entre la différence de buts générale et le nombre total de matchs des équipes restées à égalité.

23.3.6 – En cas d'égalité après le plus fort quotient entre la différence de buts générale et le nombre total de matchs, par le plus fort quotient entre le nombre total de buts marqués et le nombre total de matchs des équipes restées à égalité.

23.3.7 – En cas d'égalité après le plus fort quotient entre le nombre de buts marqués et le nombre total de matchs, par tirage au sort des équipes restées à égalité.

En cas d'arrêt prématuré des compétitions en cours de saison, le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier pourra être amené à appliquer d'autres modalités de départage en fonction de la situation.

23.4 – Abandon d'équipe

Toute équipe abandonnant la rencontre pour quelque cause que ce soit aura match perdu par pénalité mais ne sera pas considérée comme étant forfait.

Une amende spécifique pour abandon de terrain sera imputée au club. Cette dernière sera doublée lors des cinq dernières journées. Elle correspondra à 50% du montant de l'amende pour « forfait simple » (soit 100 euros aujourd'hui ou 200 euros dans les cinq dernières journées).

ARTICLE 24 - ACCESSIONS ET DESCENTES

De manière générale, l'équipe classée dernière de son groupe (ou de son championnat le cas échéant) est reléguée sans possibilité de repêchage.

24.1 - Si pour une raison quelconque, le nombre d'équipes dans un championnat était supérieur à celui prévu dans son Règlement spécifique, la (les) descente (s) supplémentaire (s) aura (auront) lieu à l'issue de la même saison. Le dernier de chaque poule, quel que soit le nombre d'équipes qui composent les poules, descendra obligatoirement. Pour déterminer l'(les) autre(s) descente(s), les équipes pénultièmes seront départagées au moyen de l'article 24.3, départage mini-championnat (Descentes), ainsi que les équipes antépénultièmes et précédentes si nécessaire.

24.2 - Une équipe rétrogradée quelle qu'en soit la raison, ne peut être remplacée au niveau identique par son équipe inférieure.



La rétrogradation d'une équipe réserve, conséquence de la rétrogradation d'une équipe première, prononcée à l'issue du championnat, ne classe pas ladite équipe réserve en dernière position de sa poule.

24.3 - Départage mini-Championnat : Descentes

Règles pour départager des équipes pénultièmes, antépénultièmes et précédentes (si nécessaire) dans des poules différentes :

Un classement est établi sur la base d'un mini-championnat en comptant le nombre de points obtenus dans les rencontres Aller et Retour par l'équipe concernée avec les quatre équipes du groupe classées immédiatement avant elle.

Si le nombre d'équipes composant les poules est inégal, les équipes à départager ne sont pas forcément classées à un même rang.

Exemple : s'il y a 4 poules de 12 et une poule de 13 à un niveau de compétition, les équipes à départager seront les 4 onzièmes des poules de 12 et le douzième de la poule de 13 ou les 4 dixièmes des poules de 12 et le onzième de la poule de 13 et ainsi de suite en remontant le classement.

A l'issue du mini-championnat, en cas d'égalité de points entre les clubs à départager, seront appliqués les critères suivants :

- 1/ Plus fort quotient issu du rapport entre la différence de buts générale et le nombre total de matchs.
- 2/ Plus fort quotient issu du rapport entre le nombre de buts marqués et le nombre total de matchs.
- 3/ Meilleur classement au Challenge du Fair-Play.
- 4/ Par tirage au sort.

24.4 - Départage mini-championnat : Montées

Pour les montées de Régional 1 à National 3, il sera fait application du Règlement du Championnat de National 3.

Règles pour départager des équipes classées exclusivement au même rang dans des poules différentes :

Un classement sera établi sur la base d'un mini-championnat en comptant le nombre de points obtenus dans les rencontres Aller et Retour par l'équipe concernée entre les 5 premiers de chaque poule.

A l'issue du mini-championnat, en cas d'égalité de points entre les clubs à départager, seront appliqués les critères suivants :

- 1/ Plus fort quotient issu du rapport entre la différence de buts générale et le nombre total de matchs.
- 2/ Plus fort quotient issu du rapport entre le nombre de buts marqués et le nombre total de matchs.
- 3/ Meilleur classement au Challenge du Fair-Play.
- 4/ Par tirage au sort.

ARTICLE 25 - DISPOSITIONS FINANCIERES DES EPREUVES

25.1 - Recettes et invitations

Chaque club recevant sur son terrain demeure maître de sa recette.

Le club visiteur recevra quinze invitations pour chaque match, outre l'entrée gratuite des joueurs de la rencontre.



Outre les invitations de la Ligue et les cartes officielles de la F.F.F ou de la Ligue qui ouvrent de plein droit l'accès gratuit aux stades, chaque club recevant détermine dans quelles conditions les licenciés (joueurs et dirigeants) peuvent bénéficier de l'entrée gratuite.

25.2 - Frais de déplacement

25.2.1 – Tout calcul de frais de déplacement prendra en compte le kilométrage aller-retour indiqué par Footclubs, en adoptant le prix du kilomètre précisé par la Ligue à chaque début de saison. En cas de litige, la Ligue se référera au site internet [viaMichelin](#) (voie routière la plus rapide).

25.2.2 - Dans le cas d'un terrain déclaré impraticable par l'arbitre en présence des deux équipes, la moitié de l'indemnité prévue par l'article 25.2.1 ci-avant **pourra être** versée au club visiteur par le club recevant. Il **pourra en être** de même lorsqu'un match sera donné à jouer ou à rejouer, et que l'équipe visiteuse aura fait le déplacement.

L'équipe **pouvant bénéficier** de cette indemnité devra en faire la demande au plus tard un mois après **publication de la décision** de la Commission ayant donné le match à jouer ou à rejouer, laquelle Commission statuera sur la recevabilité de cette demande.

La Commission qui statuera sur le sort de la rencontre définira également les modalités de remboursement des frais des officiels, soit en les mettant à la charge du club recevant, soit en les intégrant dans la péréquation de la catégorie du championnat concerné.

De même, sauf circonstances exceptionnelles toujours à apprécier par la Commission, les frais des officiels ayant fait le déplacement devront également être intégralement remboursés par le club recevant. Ces frais n'entreront pas dans le calcul de la péréquation prévu à l'article 47.5 des présents Règlements.

25.2.3 - Lorsqu'un Club déclarera forfait, celui-ci se verra facturer, en sus des sanctions financières et sportives encourues telles que définies dans l'article 23.2 des présents règlements, les frais engagés conformément à l'article 25.2.1 ci-avant.

25.3 - Règlement des arbitres et des délégués

25.3.1 - Délégués

Chaque Club participant au Championnat «R1» verse à la Ligue, en même temps que ses droits et engagements, une somme forfaitaire fixée chaque saison en fonction du nombre de matches à disputer sur son terrain.

La Ligue assure le règlement des délégués normalement désignés pour ces rencontres.

Lorsque par application de l'article 43, la Ligue décidera de désigner un délégué supplémentaire (pour les rencontres «R1») ou de désigner un ou plusieurs délégués pour une rencontre concernant une autre division, les frais supplémentaires seront supportés à charges égales par les deux Clubs en présence, sauf dans le cas où cette désignation est consécutive à une décision motivée d'une des juridictions de la Ligue. Dans ce dernier cas, le Club sanctionné prendra seul à sa charge les frais y afférant.

De même, lorsque la désignation fera suite à la demande expresse d'un Club, il appartiendra à ce dernier d'en supporter la charge. Dans tous les cas mentionnés ci-dessus, les délégués sont réglés directement par la Ligue.

25.3.2 - Arbitres

Pour toutes les compétitions régionales (championnats et coupes) ainsi que pour les coupes nationales à partir du 3ème tour, les frais sont réglés par la Ligue et refacturés aux clubs par l'intermédiaire de la caisse de péréquation.

Seuls sont pris en compte dans les calculs, les matches ayant donné lieu au versement d'indemnités aux arbitres officiels.

Pour les deux premiers tours de toutes les Coupes Nationales, l'intégralité des indemnités des arbitres sont réglées par le club recevant à la mi-temps.



N.B : les frais ne seront pas pris en compte lorsqu'une désignation aura été faite à la demande d'un club qui dans ce cas, devra supporter intégralement la charge de cette désignation.

25.4 - Terrains suspendus ou à huis-clos

Le Club visité qui aura subi une mesure disciplinaire sera soumis aux dispositions suivantes.

25.4.1 - Terrains suspendus

Le club dont une équipe a été sanctionnée de « Terrain suspendu » doit trouver et proposer à la Commission compétente un terrain de remplacement homologué disponible pour la(les) date(s) désignée(s).

Ce terrain devra être situé à plus de 30 kilomètres du terrain suspendu.

Le club dont le terrain est suspendu devra rembourser sous le contrôle de la Ligue les frais de déplacement supplémentaires occasionnés pour l'équipe visiteuse non sanctionnée et fixés par l'Article 25.2.1 des présents règlements.

25.4.2 - Matches à huis clos

Pour les matches à huis clos, le Club visité devra régler :

- les frais d'arbitrage,
- les frais de délégués,

En foot à 11, chaque Club ne pourra faire pénétrer sur le stade que 19 personnes au total, joueurs et dirigeants, toutes munies d'une licence.

En futsal, chaque Club ne pourra faire pénétrer sur le stade que 15 personnes au total, joueurs et dirigeants, toutes munies d'une licence.

Le Club recevant aura la responsabilité d'assurer le respect du huis clos. Il devra mettre à la disposition du ou des délégués de la Ligue, quatre délégués du Club avec brassard supplémentaires au contingent prévu ci-dessus.

En dehors des 19 personnes en foot à 11 ou des 15 personnes en Futsal visées plus haut, seuls pourront pénétrer à l'intérieur du stade :

- Un représentant du propriétaire du terrain
- Le ou les correspondants de presse.
- le médecin de service,
- l'arbitre officiel désigné,
- les arbitres assistants,
- le ou les délégués de la Ligue,
- les quatre délégués du club dont le référent sécurité pour le futsal.

Si le huis clos ainsi défini n'est pas respecté, le club recevant aura match perdu par pénalité.

En cas d'absence d'un ou plusieurs arbitres, chaque Club devra présenter un candidat choisi parmi ses 19 représentants en foot à 11 ou parmi ses 15 représentants en futsal. Le tirage au sort désignera celui qui officiera. Les frais du ou des délégués officiels désignés spécifiquement pour la rencontre seront à la charge du Club recevant.

L'organisation d'une rencontre de lever de rideau préalable à un match devant se dérouler à huis clos est strictement interdite.



Le Club dont le terrain ne permettrait pas de faire observer le huis clos devra trouver un terrain de substitution remplissant les conditions exigées.

25.5 - Redressement judiciaire

Tous les cas des clubs en redressement ou en liquidation judiciaire seront tranchés exclusivement par le Conseil de Ligue.

ARTICLE 26 : FORMALITES D'AVANT-MATCH

26.1 – Vérification des licences

Les arbitres peuvent exiger la présentation des licences avant chaque match et vérifient l'identité des joueurs conformément à l'article 141 des Règlements Généraux de la FFF.

Les dispositions de l'article précité s'appliquent à toutes les catégories de joueurs. Les Districts sont libres de prendre des mesures qui leur paraissent convenables pour les catégories U6 à U11 et U6 F à U11 F, mais seulement en ce qui concerne la justification de l'identité du joueur, la production d'un certificat médical de non-contre-indication étant, à défaut de présentation d'une licence, toujours obligatoire pour participer à une rencontre.

Il est précisé que le terme « pièce officielle » s'entend exclusivement pour les pièces délivrées par les autorités officielles (Préfectures, Ministères, etc.) et sous la réserve expresse qu'elles comportent une photographie d'identité (entrent dans cette catégorie, en particulier, la carte nationale d'identité, le passeport, la carte de résident étranger, la carte du combattant, le permis de conduire, etc.).

Toute pièce délivrée par une Administration (S.N.C.F., Transports en commun, etc.) sera considérée comme pièce non officielle et devra être retenue par l'arbitre. Il en sera de même pour les pièces émanant d'une autorité officielle mais dont la photo sera simplement collée ou agrafée, et validée par un timbre humide.

Entrent également dans la catégorie des pièces non officielles, les cartes scolaires, de Clubs, dès l'instant où elles comportent une photo de l'intéressé(e).

26.2 – Présence des éducateurs liés au Statut des éducateurs et entraîneurs du football

Vérification de l'identité et de la présence effective de l'éducateur inscrit sur la feuille de match par l'arbitre et ou le délégué, suivant les directives de la Ligue.

Cette présence doit être effective, sur le banc, tout au long de la rencontre sous peine de rapport et de sanctions éventuelles (voir l'article 14 du Statut Fédéral des Educateurs et Entraîneurs du Football).

ARTICLE 27 : RESTRICTIONS COLLECTIVES

27.1 – Dispositions générales

Nombre minimum de joueurs, nombre de joueurs « Mutation », nombre de joueurs étrangers :

Cf. Articles 159 à 170 des Règlements Généraux de la FFF.

27.2 - Nombre de joueurs avec double licence en compétition régionale :

En vertu de l'article 170 des Règlements Généraux de la F.F.F., la Ligue fixe à 4 (quatre) le nombre de joueurs titulaires d'une double licence autorisés à figurer sur la feuille de match dans les compétitions **seniors Masculins** régionales libres ainsi que dans les compétitions régionales de football diversifié de niveau A.

Le nombre est laissé à l'appréciation des Districts pour leurs propres compétitions.

Les compétitions régionales seniors Féminins et de jeunes, ainsi que le football Loisir (étant de niveau B), ne sont pas concernés par ces dispositions.



27.3 - Les équipes inférieures disputant des compétitions concurremment avec des équipes premières et ayant les mêmes droits de classement de montée ou de descente, sont soumises aux mêmes obligations.

ARTICLE 28 - REMPLACEMENT DES JOUEURS et JOUEURS RETARDATAIRES

Article 28.1 – Remplacement des joueurs

Il peut être procédé au remplacement de trois joueurs ou joueuses au cours de toutes les rencontres.

Dans toutes les compétitions de Ligue, y compris la division R1 Senior libre, ainsi que lors des 2 premiers tours de la Coupe de France et lors des épreuves éliminatoires de la Coupe Gambardella Crédit Agricole, de la Coupe Nationale de Football d'Entreprise, de la Coupe Nationale Futsal et de la Coupe de France Féminine organisées par la Ligue, les joueurs ou joueuses remplacés peuvent continuer à participer à la rencontre en qualité de remplaçants et, à ce titre, revenir sur le terrain.

Lorsque le règlement de la compétition autorise l'inscription de plus de 14 joueurs sur la feuille de match, seuls les 3 premiers remplaçants entrés en jeu peuvent continuer à pratiquer le système des remplacements multiples. Toutefois, et pour toutes les catégories d'âges, le nombre de changements autorisés au cours des dix dernières minutes du temps réglementaire, ainsi qu'au cours de la seconde période de la prolongation éventuelle, est limité à deux par équipe.

Les changements sont gérés par l'arbitre.

Tous les joueurs ou joueuses figurant sur la feuille de match seront considérés comme ayant effectivement participé à la rencontre, à l'exception de ceux qui seront notés 'non entrant' sur la feuille de match par l'arbitre. L'arbitre devra noter sur la feuille de match à quelle minute de la première ou deuxième période sont entrés en jeu pour la première fois les remplaçants (catégorie seniors uniquement).

Article 28.2 – Joueurs retardataires

Cf. article 140 des Règlements Généraux de la FFF.

ARTICLE 29 - MATCHS À REJOUER OU REMIS

1) Lorsqu'un match est donné « à rejouer » pour quelle que cause que ce soit, seuls pourront y participer les joueurs qui étaient qualifiés au Club à la date de la première rencontre.

2) Toutefois et sauf disposition contraire, il y a lieu de se référer, pour ce qui concerne la qualification des joueurs:

- a) à la date de la première rencontre, en cas de match à rejouer.
- b) à la date réelle du match, en cas de match remis.

3) Pour ce qui concerne la participation des joueurs suspendus, il y a lieu de se référer aux dispositions de l'article 226 des Règlements Généraux de la F.F.F..

4) Est considéré comme match « à rejouer » :

- a) Le match qui n'a eu qu'un commencement d'exécution,
- b) Le match qui, ayant été joué, n'a pu être homologué,
- c) Le match qui s'est terminé par un résultat nul alors qu'il devait obligatoirement fournir un vainqueur.

5) Est considéré comme match remis une rencontre qui, pour une cause quelconque, notamment d'intempéries, n'a pas eu de commencement d'exécution à la date à laquelle il était prévu qu'elle se déroule.



6) Pour l'application de la restriction de participation résultant de l'article 167.2 des Règlements Généraux de la FFF, il y a lieu de considérer comme la dernière rencontre officielle, celle disputée par l'équipe supérieure, même si cette rencontre a été interrompue et n'est donc pas allée à son terme, dès lors qu'elle a eu un commencement d'exécution.

ARTICLE 30 - CALENDRIER

L'engagement d'un club dans l'un des Championnats de la Ligue comporte pour lui le respect du calendrier fixé par la Commission compétente.

Dans toute la mesure du possible, les 2 dernières journées se joueront le même jour, à la même heure.

ARTICLE 31 – SYSTEME DE MODIFICATION DES HORAIRES DE LA LAuRAFoot

Il y a 3 types d'horaire, à savoir :

- L'horaire légal : c'est l'horaire qui est automatiquement entré dans la base informatique et qui, si aucun club ne se manifeste, sera l'horaire de la rencontre.
- L'horaire autorisé : c'est l'horaire qui nécessite un courrier du club recevant modifiant son horaire légal. L'horaire autorisé est défini par une plage de possibilités que peut utiliser le club recevant pour organiser sa gestion et son planning des rencontres.
Dans ce cas, il n'y a besoin ni de l'accord de l'autre club ni de celui de la Ligue.
- L'horaire négocié : C'est l'horaire qui a été convenu par deux clubs par écrit ou par accord sur FOOTCLUBS et qui sera soumis à la Commission Régionale des Compétitions pour accord définitif.

L'horaire ainsi défini peut s'articuler de la manière suivante :

SENIORS

- Horaire légal :**
- Samedi 18h00 en R1
 - Dimanche 15h00 en R2 et R3
- Horaire autorisé :**
- Dimanche 14h30 ou 15h00 en R1
 - Dimanche 14h30 en R2 et R3
 - Dimanche entre 12h30 et 13h00 (uniquement en lever de rideau. La R1 pourra également jouer en lever de rideau à cet horaire mais uniquement avant une rencontre d'un championnat national).
 - Samedi Entre 19h00 et 20h00 (uniquement si éclairage minimum E6) par pas de 30 minutes en R2 et R3
 - Samedi Entre 18h00 et 20h00 (uniquement si éclairage minimum E5) par pas de 30 minutes en R1
 - En R2 et R3 : Samedi entre 17h00 et 19h00, par pas de 30 minutes, si la distance kilométrique entre les deux clubs est inférieure à 100 km et si éclairage E6 minimum.

SENIORS FEMININES

- Horaire légal :**
- Dimanche 15h00
- Horaire autorisé :**
- Dimanche 14h30
 - Dimanche Entre 12h30 et 13h00 (uniquement en lever de rideau)
 - Samedi Entre 19h00 et 20h00 (uniquement si éclairage minimum E6) par pas de 30 minutes en R2 F
 - Samedi Entre 18h00 et 20h00 (uniquement si éclairage minimum E6) par pas de 30 minutes en R1 F
 - En Senior R2 F : Samedi entre 17h00 et 19h00, par pas de 30 minutes, si la distance kilométrique entre les deux clubs est inférieure à 100 km et si éclairage E6 minimum.



JEUNES

Horaire légal - Dimanche 13h00

Horaire autorisé

- Dimanche de 12h30 à 15h00 par pas de 30 minutes.
- Samedi Entre 14h30 et 17h30 (uniquement si éclairage E6 en cas de nécessité d'éclairage), par pas de 30 minutes.
- Dimanche entre 10h00 et 12h30, par pas de 30 minutes, si la distance kilométrique entre les deux clubs est inférieure à 100 km.

Pour les JEUNES FEMININES : même règle que pour les JEUNES.

CAS GENERAUX A RESPECTER

Dans le cas d'une distance supérieure de 200 Kms entre deux équipes, l'équipe qui se déplace pourra refuser un horaire autorisé. Dans ces conditions, l'horaire légal sera appliqué.

PERIODES AUTORISEES POUR CHANGER LES HORAIRES

3 périodes régissent les changements d'horaire :

Période VERTE :

Cette période se situe jusqu'à 18h00 le lundi qui précède de 13 jours le dimanche du week-end de la rencontre : accord de l'adversaire obligatoire si l'horaire souhaité est hors des horaires légaux ou autorisés.

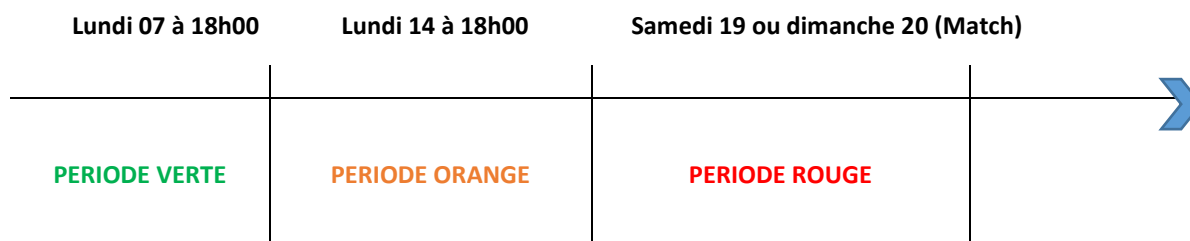
Période ORANGE :

Cette période se situe jusqu'à 18h00 le lundi qui précède de 6 jours le dimanche du week-end de la rencontre : accord de l'adversaire obligatoire et ce quel que soit l'horaire demandé.

Période ROUGE :

Cette période dite d'exception se situe de 18h00 le lundi qui précède de 6 jours le dimanche du week-end de la rencontre, jusqu'au jour de celle-ci : modification interdite sauf **décision** explicite de la Commission Régionale des Compétitions.

Exemple :



En cas de non-respect de cette procédure, les clubs auront match perdu par pénalité, avec application des règles équivalentes au forfait.

Les changements de terrain au sein d'un club ne nécessitent pas l'accord de l'adversaire, même en période orange ou rouge, si le terrain choisi figure sous le numéro du club recevant. Le club recevant aura l'obligation de prévenir la ligue par mail et téléphone, les officiels et l'adversaire, au moins trois heures avant le match (quel que soit le revêtement).

Toute reprogrammation de rencontre en compétition seniors entre le 1^{er} novembre et le 28/29 février sera systématiquement fixée le dimanche à 14h30 ou 15h00, ou en cas d'accord des deux clubs, le samedi à 14h30 ou 15h00, sans possibilité d'en modifier l'horaire pour le programmer au samedi soir.



Une rencontre programmée en lever de rideau d'une compétition nationale devra prendre fin au minimum une heure avant le coup d'envoi du match en question. Afin de faire respecter cette disposition, la commission organisatrice de la compétition concernée pourra parfois être amenée à avancer l'horaire de la rencontre en lever de rideau par dérogation aux horaires légaux et autorisés prévus ci-avant (peu importe que l'on se situe dans la période verte, orange ou rouge).

Article 31 BIS : NOCTURNES

1. Les rencontres en nocturne ne peuvent avoir lieu que sur des terrains dont les éclairages sont classés conformément au règlement de la compétition concernée.
2. Pour toute panne ou ensemble de pannes, sauf cas de force majeure, la responsabilité du club organisateur est engagée.
3. **Est considérée comme une rencontre en nocturne, c'est-à-dire nécessitant un éclairage homologué, toutes les rencontres organisées après 15h00 entre le 1^{er} novembre et le 28/29 février, et après 17h00 le reste de la saison.**

Pendant les mois de mai, juin, août et septembre, une souplesse pourra être appliquée par la commission sportive compétente quant à l'obligation d'avoir un éclairage.

La présence d'un technicien en installation d'éclairage pour nocturnes, capable d'intervenir immédiatement, est recommandée.

Lorsqu'une panne ou plusieurs pannes des installations d'éclairage pour nocturne entraînent le retard du coup d'envoi ou une ou plusieurs interruptions d'une rencontre, d'une durée cumulée de plus de 45 minutes, l'arbitre doit définitivement arrêter celle-ci, la Commission d'Organisation ayant alors à statuer sur les conséquences de cet incident.

ARTICLE 32 - COULEURS ET MAILLOTS

Les maillots des joueurs devront être obligatoirement numérotés de 1 à 14, numéros qui devront être portés dans l'ordre croissant sur la feuille de match en regard du nom du joueur.

Les joueurs débutant la rencontre doivent être numérotés de 1 à 11, les remplaçants étant obligatoirement numérotés de 12 à 14.

Toute absence de numéros pourra faire l'objet d'une amende.

Si les couleurs indiquées dans leur demande d'engagement sont identiques ou prêtent à confusion, le club visiteur devra utiliser une autre couleur.

Pour parer toute demande de l'arbitre ou autre nécessité, les clubs recevant doivent avoir à leur disposition avant chaque match, un jeu de maillots numérotés de 1 à 14, d'une couleur différente de la leur, qu'ils prêteront aux joueurs de l'équipe visiteuse. Ces maillots devront être en bon état et adaptés aux conditions météorologiques de la saison.

Sur terrain neutre, le Club le plus récemment affilié doit changer de couleurs.

Les équipes devront être uniformément et décemment vêtues aux couleurs respectives de chaque club (celles déclarées sur Footclubs).

Seuls les gardiens de but doivent porter des couleurs différentes des autres joueurs et de l'arbitre.

En cas d'infraction à ces dispositions, des sanctions pourront être prononcées par la Commission Sportive, conformément à l'article 200 des R.G. de la FFF.



ARTICLE 33 - FEUILLES DE MATCH

33.1 - Feuille de match informatisée

Pour toutes les rencontres, l'utilisation de la FMI est obligatoire.

Les utilisateurs doivent se servir d'une application dédiée qui contient toutes les données nécessaires pour établir la feuille de match.

Les données concernant ces rencontres doivent impérativement être récupérées par synchronisation entre la tablette et les serveurs fédéraux.

Règles d'utilisation :

Les utilisateurs de la FMI doivent se conformer aux directives d'utilisation contenues dans le Manuel de l'utilisateur et les conditions générales d'utilisation validées par le club lors de la première connexion au logiciel de la FMI.

Les clubs doivent fournir des utilisateurs formés au fonctionnement de la FMI et disposant des codes nécessaires à son utilisation.

La responsabilité des clubs est engagée par la signature ou le refus de signature de la FMI par leur représentant.

Application des dispositions réglementaires :

L'ensemble des statuts et règlements généraux de la Ligue ainsi que les dispositions réglementaires propres à chaque compétition sont applicables dans le cadre de la FMI. Tous les utilisateurs de celle-ci sont responsables des informations à renseigner comme ils peuvent l'être pour une feuille de match papier (par exemple : la composition, les équipes, la liste des encadrants, la signature de la FMI par les capitaines et les dirigeants, les sanctions et incidents à reporter sur celle-ci par l'arbitre, les réserves à reporter sur la FMI pour les clubs...).

Toute forme d'alerte informatique à destination des utilisateurs de la FMI est fournie à titre purement informatif et indicatif, sans valeur juridique contraignante.

L'absence d'alerte lors de la préparation de la FMI n'exonère pas le club fautif de sa responsabilité en cas d'infraction.

Formalités d'avant match :

A l'occasion des rencontres, le club recevant (ou le club identifié comme club recevant) doit fournir une tablette permettant un accès à la FMI sous peine d'encourir la perte du match.

Le club recevant doit tout mettre en œuvre afin de disposer d'une tablette en état de fonctionnement et chargée pour toute la durée de la rencontre.

Le club visiteur a l'obligation de synchroniser au moins une fois dans la semaine du match et au plus tard la veille de la rencontre.

Le club recevant a l'obligation de synchroniser au moins une fois le jour de la rencontre.

Les licences sont consultables sur la tablette, par les deux équipes et l'Arbitre.

Toutefois, dans le but d'anticiper une éventuelle défaillance matérielle, les équipes devront obligatoirement être en mesure de présenter leurs licences le jour du match ou, à défaut, une pièce d'identité comportant une photographie, accompagnée d'un certificat médical.

Formalités d'après match :

Le délai de la transmission de la FMI est fixé au plus tard le dimanche à 20h00 **ou dans un délai de 24 heures pour les matchs en semaine.**

Une fois verrouillée par les différents utilisateurs de la FMI, elle ne pourra plus être modifiée, et ce quels qu'en soient les motifs, sous peine de sanction.

Néanmoins, comme pour une feuille de match papier, il est toujours possible de tenir compte du rapport d'un officiel, en vertu de l'article 128 des présents Règlements, reconnaissant l'existence d'une information erronée ou imprécise sur la F.M.I. ou l'absence d'une information.

Procédures d'exception :

La FMI est obligatoire pour toutes les compétitions qui seront déterminées en début de saison. A titre exceptionnel, en cas d'impossibilité d'accès à la FMI le jour du match, le club recevant doit toujours disposer d'une feuille de match papier de substitution. En tout état de cause, le motif de l'impossibilité d'utiliser la FMI sera examiné par la Commission compétente et sera susceptible d'entraîner une sanction pouvant aller jusqu'à la perte du match par pénalité.

Sanctions :

Tout manquement aux dispositions du présent Règlement pourra faire l'objet d'une sanction prévue à l'article 200 des Règlements Généraux ou à l'article 2 de l'annexe 2 des Règlements Généraux de la F.F.F..



Tout licencié et/ou club qui aura, dans le cadre de la FMI, fraudé ou tenté de frauder au sens de l'article 207 des Règlements Généraux de la F.F.F. s'expose à des poursuites disciplinaires.

Le non-envoi ou l'envoi hors délai de la feuille de match entraîne l'application d'une amende pour le club recevant (voir tarifs pour le montant).

La non-transmission de la feuille de match dans un délai de vingt jours suivant la rencontre (championnat ou coupe), entraînera un retrait d'un point avec sursis à l'équipe concernée dans son championnat puis un point ferme à partir de la deuxième infraction, et ainsi de suite pour chaque match dont la feuille de match ne sera pas envoyée.

Dans le cas où le non-envoi de la feuille de match serait à imputer au club visiteur, ce dernier pourra être sanctionné à la place du club recevant.

Cas non prévus :

Les cas non prévus au présent règlement et dans les procédures et règlements de la F.F.F. seront traités par le Bureau plénier de la Ligue.

33.2 – Feuilles de matchs « papier »

Les feuilles de matchs sont disponibles sur FOOTCLUBS. Elles doivent être impérativement renseignées et écrites au stylo à bille. Les noms et prénoms des joueurs, ainsi que leur numéro de licence sont obligatoirement mentionnés en lettres majuscules dans les colonnes prévues à cet effet.

Sur la feuille de match, ne doivent figurer que des noms de personnes licenciées, joueurs, dirigeants ou éducateurs.

33.3 - Pour les entraîneurs-joueurs, l'utilisation de la double licence est obligatoire.

33.4 - L'équipe recevant établit la feuille de match en premier et la remet à l'équipe visiteuse au plus tard 50 minutes avant l'heure du coup d'envoi de la rencontre.

L'équipe visiteuse remplit la feuille de match en second et la remet à l'arbitre au plus tard 35 minutes avant l'heure du coup d'envoi de la rencontre. L'arbitre reçoit les capitaines et éventuellement les responsables techniques environ 30 minutes avant l'heure du coup d'envoi de la rencontre.

En cas de modification de la feuille de match, les capitaines sont rappelés par l'arbitre avant le coup d'envoi.

En cas de non-respect flagrant des horaires, l'arbitre transmet un rapport à la Ligue qui prendra les dispositions qu'elle estime nécessaires.

33.5 - Le club visité a également l'obligation, dimanche avant 20H00, de renseigner sur FOOTCLUBS, le résultat de la rencontre.

ARTICLE 34 - TERRAINS

34.1 - Les terrains des Clubs participant à un championnat de Ligue doivent respecter le classement requis au sein du Règlement de chaque championnat.

Le classement des terrains est prononcé par la Commission Fédérale des Terrains et Installations Sportives pour les catégories T1 à T3 et les éclairages de niveau E1 à E4, et par la Ligue Régionale pour les installations et éclairages de classement inférieur.

34.2 - Pour l'application de l'article 143 des Règlements Généraux de la F.F.F., il ne pourra être formulé de réclamation au sujet du terrain, que 45 minutes au plus tard avant l'heure officielle du coup d'envoi du match. Passé ce délai, aucune réclamation ne pourra être prise en considération.

34.3 - Les terrains des Clubs opérant dans la série la plus élevée des Districts, devront obligatoirement être classés en niveau T5 ou T5 SYN. Une dérogation d'une saison, renouvelable à titre exceptionnel, pourra être accordée aux clubs accédant à ce niveau.

34.4 - Traçage de la zone technique pour les terrains classés T3 -T3 SYN – T4 -T4 SYN – T5 -T5 SYN, conseillé pour le T6 -T6 SYN.

Cette surface est obligatoirement délimitée par un tracé blanc en pointillé.



1er cas : Terrain équipé de bancs de touche abrités ou non

Le traçage sera identique à celui préconisé par la F.I.F.A. pour chaque banc :

- à 1 mètre de la ligne de touche.
- à 1 mètre de chaque côté du banc

2ème cas : Terrain ne possédant pas de bancs de touche

Le traçage représentera 2 rectangles de 5 m de long sur 1,50 m de large, situés à 5 mètres de chaque côté de la ligne du centre et à 1 mètre de la ligne de touche.

Tous les occupants de la zone technique doivent être identifiés sur la feuille de match avant que ne débute la rencontre, et doivent se comporter de manière correcte.

Seul l'entraîneur, autorisé à donner des instructions techniques aux joueurs de son équipe, pourra évoluer à l'intérieur de cette zone technique.

34.5 – Mise en conformité

Pour un club accédant à un niveau supérieur et dont l'infrastructure n'est pas conforme, le propriétaire a 1 an, renouvelable 2 fois, pour la mettre en conformité.

N.B. : pour un club évoluant à un niveau dont l'infrastructure n'est plus conforme en raison de la modification du règlement fédéral des terrains en mars 2021, le propriétaire des installations a jusqu'à 6 ans à compter du 1er juillet 2021, pour mettre en conformité l'infrastructure, avec un engagement à 4 ans maximum.

34.6 – Lorsque l'installation sportive principale, déclarée par le club en début de saison, voit son classement (ainsi que son classement d'éclairage) expirer en cours de saison, le club peut continuer à évoluer régulièrement sur cette installation sportive jusqu'au terme de la saison en cours si une confirmation de classement a bien été demandée.

ARTICLE 35 - BALLONS

L'équipe recevant fournit le ballon du match, sous peine de match perdu. Elle doit en proposer plusieurs à l'arbitre.

Sur terrain neutre, les 2 équipes doivent présenter chacune un ballon réglementaire. L'arbitre choisit celui du match.

Lorsque les ballons sont fournis par l'instance organisatrice, les clubs sont tenus de les utiliser.

ARTICLE 36 - TERRAINS NEUTRES

Quand un terrain neutre sera désigné par une Commission de la Ligue, le Club organisateur devra en assurer la libre disposition aux équipes engagées au jour et à l'heure fixés.

Il devra, en outre, assurer le tracé, l'agencement, et prendre toutes dispositions nécessaires à la régularité du match à disputer.

Les conditions financières de l'organisation seront fixées par la Ligue ou le District.

ARTICLE 37 - DELEGUES DE CLUBS

1. A l'occasion de chaque rencontre se déroulant sur son terrain, un Club jouant en Championnat de Ligue mettra à la disposition de l'arbitre, 1 heure avant l'heure officielle de la rencontre, deux « Délégués de Clubs » dûment licenciés.

2. Si, avant une rencontre de Championnat sur son terrain, un Club ne met pas à la disposition de l'arbitre de la rencontre dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus, le nombre de « Délégués de Clubs » prescrit, l'arbitre en fera rapport à la Commission compétente de la Ligue qui prononcera, au vu des faits, des sanctions financières.

3. Le Bureau Plénier de Ligue, par l'intermédiaire éventuel de ses Commissions, peut interdire la fonction de « Délégué de Club » à celui, ou celle qui aura eu un comportement justiciable d'une sanction disciplinaire.



ARTICLE 38 - TERRAINS IMPRATICABLES

Article 38.1 - un terrain est praticable lorsque toutes les conditions de régularité de jeu sont acquises (état de la pelouse, circulation du ballon et sécurité des alentours). Si ces conditions ne sont pas requises les procédures suivantes doivent être mises en œuvre :

- a) par le club jusqu'à H - 48 heures avant le match
- b) par le club et le délégué de secteur de H -48 jusqu'à H -6
- c) par l'arbitre de H -6 jusqu'au coup d'envoi
- d) par le propriétaire du terrain (collectivité locale) de H -48 jusqu'au coup d'envoi.

NB : dans le présent article, « H » signifie « horaire programmé de la rencontre ».

La Ligue publiera chaque année sur son site internet, en début de saison, la liste des Délégués de secteurs officiels en indiquant leurs coordonnées et précisant les terrains des Clubs dont ils sont responsables.

Chaque Délégué de secteur pourra être contacté, en cas de doute, par le Club adverse, pour confirmation de la décision prise.

En cas de non-respect de tout ou partie de la procédure prévue ci-après, la Commission Régionale des Règlements pourra donner match perdu par pénalité.

38.1.a) : match remis par le club recevant jusqu'à H - 48

Le club recevant a jusqu'à 48 heures avant l'horaire de la rencontre pour déclarer son terrain impraticable, en cas :

- d'inondation généralisée,
- d'épaisseur importante de neige,
- de terrain recouvert de glace,
- etc...

Le club recevant doit en aviser par courrier électronique avec messagerie officielle du club, en précisant, le nom et la qualité du signataire du message et un numéro de téléphone où il peut être appelé pour contrôle :

- la Ligue,
- l'arbitre,
- les arbitres assistants,
- le club adverse.
- l'observateur d'arbitres éventuellement,
- le ou les Délégués éventuellement,

Lorsqu'un Club aura déclaré son terrain impraticable, la Ligue pourra, si elle le juge utile, procéder à une enquête approfondie.

Dans ce cas, elle informera les deux clubs, l'arbitre, les arbitres assistants et le délégué et, le cas échéant, elle pourra décider que le délégué de secteur devra juger de l'impraticabilité du terrain.

38.1.b) par le club et le délégué de secteur de H -48 jusqu'à H -6

Si l'aggravation des conditions météorologiques intervient jusqu'à 6 heures avant l'horaire de la rencontre, le club recevant contactera le délégué du secteur concerné en signalant les raisons de l'impraticabilité

Après visite, le Délégué de secteur prendra la décision qui lui semblera s'imposer. Cette décision sera sans appel en cas d'impraticabilité, sinon elle sera soumise au pouvoir discrétionnaire de l'arbitre.

En cas de report du match par le délégué de secteur :

Le club recevant doit jusqu'à cinq heures avant le match aviser par téléphone, confirmé par courrier électronique avec messagerie officielle du club, en précisant le nom et la qualité du signataire du message et un numéro de téléphone où il peut être appelé pour contrôle :

- tous les officiels désignés pour cette rencontre,



- le club adverse.

Le délégué de secteur devra également prévenir aussitôt la Ligue et adresser un rapport complet sur sa mission et motiver la décision prise

Si la rencontre est maintenue, seul l'arbitre officiel aura ensuite, sur le terrain, qualité pour décider du report éventuel.

38.1.c) par l'arbitre de H -6 jusqu'au coup d'envoi

L'arbitre est seul qualifié pour déclarer le terrain impraticable : un terrain est praticable lorsque toutes les conditions de régularité de jeu sont acquises (état de la pelouse, circulation du ballon et sécurité des alentours).

Toutefois, dans le cas où l'équipe visiteuse aura effectué le déplacement, le match pourra se dérouler, étant entendu que le club visité aura à charge de fournir un terrain de repli reconnu praticable et correct par l'arbitre, classé au minimum de la catégorie inférieure à celle préconisée à la pratique de la compétition.

38.1.d) par le propriétaire du terrain (collectivité locale) de H -48 jusqu'au coup d'envoi.

Dans le cas d'installations municipales, les clubs recevants sont tenus de faire parvenir la copie de l'arrêté municipal fixant l'interdiction d'utiliser le dit terrain.

L'arrêté doit préciser les installations concernées, les dates pour lesquelles il est pris et doit être daté. Par ailleurs, le signataire doit préciser sa qualité.

Dans tous les cas, l'arrêté municipal devra être affiché et/ou présenté.

En cas d'arrêté municipal, le club devra préciser quelles sont les rencontres concernées en Ligue (seniors et jeunes) et éventuellement les installations qui pourraient être utilisées comme terrain de repli.

En cas de match reporté pour des raisons de fermeture des installations sportives municipales, le club recevant appliquera toutes les procédures exigées pour prévenir les instances, les officiels et le club visiteur (voir ci avant le § 38.1.a).

La commission compétente pourra jusqu'à six heures avant la rencontre, en fonction des situations précitées, organiser une visite des installations en présence du club recevant, du propriétaire du terrain et de son délégué de secteur qui appréciera l'urgence de la situation.

Le délégué de secteur fera un rapport détaillé de cette visite.

En cas d'arrêté municipal pris entre H -6 et H, si l'arbitre estime que la rencontre peut se dérouler, il adressera un rapport à la commission sportive qui transmettra à la Commission Régionale des Règlements pour décision.

38.2 -Procédures.

38.2.1 - Tout au long de la saison, en fonction des impératifs du calendrier, la Ligue pourra décider que les matchs se dérouleront à la date indiquée, étant entendu que le club visité aura à charge de fournir un terrain de repli praticable classé au minimum de la catégorie inférieure à celle préconisée à la pratique de la compétition, sous peine de match perdu par pénalité.

L'impraticabilité de son terrain habituel ne dispensera pas le club de cette obligation.

La Commission Sportive pourra décider de l'inversion d'une rencontre lors des matchs aller.

38.2.2 - Les Clubs dont les équipes réserves opèrent en Championnat de Ligue ne seront autorisés à faire jouer ces équipes en lever de rideau que s'ils peuvent disposer d'un terrain de repli dans le cas où il serait impossible de faire disputer deux rencontres sur le même terrain.

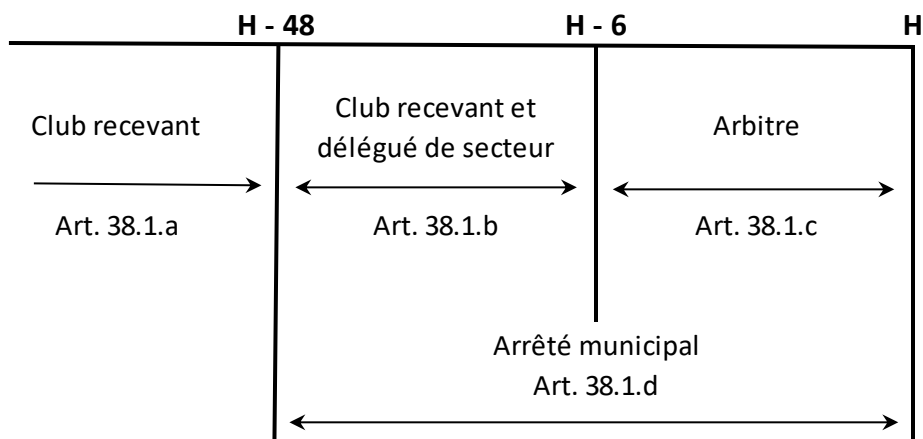
38.3 –Au cours d'une saison, à partir de 2 matchs de championnat remis et non encore joués ou rejoués **pour une même équipe** (arrêté municipal ou non), le club doit fournir un terrain de repli à partir du 3^{ème} match remis à jouer ou rejouer. Ce terrain devra répondre aux exigences de l'épreuve ou, à défaut, présenter une installation sportive de repli classée au minimum de la catégorie inférieure à celle préconisée à la pratique de la compétition.



La Commission des Compétitions peut exiger du club de jouer sur un terrain classé 2 niveaux en dessous de celui exigé pour le niveau de compétition, à condition d'utiliser les vestiaires joueurs et arbitres du terrain impraticable et d'avoir une aire de jeu aux dimensions minimales requises, soit 100 m x 60 m.

A défaut de proposer un terrain de repli, la Commission peut prononcer, après examen des éléments factuels, une sanction envers le club fautif pouvant aller jusqu'à la perte du match par pénalité.

TABEAU RESUME :



ARTICLE 39 - RENCONTRES OFFICIELLES

39.1 – La priorité des rencontres officielles est :

1. Coupes Nationales (phases régionales).
2. Championnats Nationaux.

3. Coupes Régionales.

4. Championnats Régionaux (pour le football Libre, voir tableau ci-après pour la hiérarchie des équipes).

5. Compétitions de District.

HIERARCHIE DES EQUIPES

	6. U20 R1
	7. U18 R1
	8. U16 R1
	9. U20 R2
	10. U18 R2
1. R1	11. U18 R1F
2. R2	12. U16 R2
3. R1 F	13. U15 R1
4. R3	14. U14 R1
5. R2 F	15. U15 R2
	16. U18 R2F

Cet article ne s'applique pas le jour de la rencontre. En effet, si plusieurs matchs sont programmés le même jour à la même heure sur des terrains différents et que l'un des terrains est indisponible pour quelque raison que ce soit, cette hiérarchie des rencontres ne s'appliquera pas pour des raisons évidentes d'organisation.

39.2 - Quand la Ligue ou le District organisent un match officiel dans une ville (sélection, barrage, Championnat interdistricts, finale, etc....), la Ligue se réserve le droit d'interdire tout match faisant concurrence-

En cas d'urgence, les Présidents de District ont plein pouvoir pour agir au nom de la Ligue.

Les infractions au présent Règlement sont passibles de suspension et punies d'une amende dont le montant est fixé par la Ligue.



39.3 – Début de match retardé

Lorsqu'un match officiel de la LAuRAFoot est programmé par la Commission des compétitions à un horaire déterminé et que le match qui le précède, qui est en train de se dérouler, a débuté avec du retard, le match précédent pourra, s'il l'estime absolument nécessaire, être interrompu par l'arbitre officiel du match suivant au moment où le retard occasionné dépasse les 20 minutes par rapport à l'heure officielle du coup d'envoi du match suivant.

Ce règlement ne s'appliquera que si le match précédent est un match de Ligue ou un match de District.

Il sera en revanche inapplicable si l'un des deux matchs concerne une compétition de la Fédération qui relève d'autres règlements.

La Commission des compétitions compétente statuera sur le sort du match ainsi interrompu.

ARTICLE 40 – ENQUETES

Au cours des enquêtes, tout membre ou Club affilié qui refuserait de donner des renseignements demandés sera suspendu et la suspension prendra fin lorsque les renseignements auront été fournis.

En cas d'enquête ou d'expertise, d'une signature contestée, le Club requérant devra déposer une somme comme garantie du remboursement des frais engagés à cet effet.

Les frais inhérents (ainsi que les frais de déplacement de tout officiel, arbitre et Délégué) resteront à la charge du Club qui sera sanctionné.

Tout Club ou membre affilié reconnu coupable de fausses déclarations sera suspendu par la commission compétente.

ARTICLE 41 - SELECTIONS

Les joueurs convoqués pour un match de sélection interdistricts, inter-ligues ou Coupe des Régions UEFA doivent répondre à leur convocation.

Tout joueur sélectionné comme titulaire ou remplaçant qui refuserait de jouer sans motif valable sera suspendu.

Est passible d'une sanction, le Club qui aura conseillé à un de ses joueurs de s'abstenir de participer à un stage, à un match de préparation, de sélection ou à une rencontre interdistricts ou interligues. Le(s) dirigeant(s) responsable(s) est(sont) passible(s) d'une suspension.

Tout club ayant 2 joueurs retenus pour disputer un match de sélection régionale ou nationale française peut demander le report de la rencontre de compétition officielle gérée par la Ligue, programmée dans les 48 h.

ARTICLE 42 - ARBITRES

42.1 - Les arbitres seront désignés par la Commission régionale de l'arbitrage.

Les arbitres devront être désignés 10 jours à l'avance sauf raison majeure.

42.2 - La récusation d'un arbitre est prononcée par la Commission Régionale de l'Arbitrage.

42.3 - Une équipe ne peut refuser de jouer en prétextant l'absence de l'arbitre désigné officiellement. Un tirage au sort désignera l'arbitre qui officiera en lieu et place du défaillant.

Si un arbitre officiel n'appartenant pas à un des deux Clubs en présence se trouve sur le terrain, il est choisi de préférence à tout autre. Le choix ainsi fait devra être consigné sur la feuille de match par les deux capitaines.

42.4 - Les arbitres doivent adresser, sur demande de la Ligue les cartes d'arbitrage qui leur sont remises par le club visité.

En cas d'utilisation d'une feuille de match « papier » si une ou plusieurs licences lui paraissent litigieuses, l'arbitre de la rencontre devra les retenir, ainsi que celles faisant l'objet d'une réclamation et les transmettre à la Ligue



avec son rapport. Il devra, en outre, contresigner sur les feuilles de match les réserves et réclamations des Capitaines d'équipes.

42.5 - Arbitres assistants et auxiliaires.

En attente.

Concernant les arbitres auxiliaires, se référer au Statut de l'Arbitrage « ARBITRES DE CLUB », page 44.

ARTICLE 43 - DELEGUES OFFICIELS

La Ligue se réserve le droit pour la régularité des rencontres, lorsqu'elle le jugera utile ou lorsqu'un des Clubs en présence en fera la demande, de désigner un Délégué officiel dont les attributions sont précisées ci-après :

43.1 - Rôle

- Représenter la Ligue à certaines rencontres qu'elle organise ;
- Assister, conseiller, informer, contrôler, contribuer à l'organisation et à la régularité du bon déroulement des épreuves ;
- Être le coordinateur entre les dirigeants du club visité, du club visiteur et les arbitres.

43.2 - Missions

43.2.1 - Formalités préliminaires à la rencontre :

- a) Arriver une heure et demie (1h30) avant le début de la rencontre ;
- b) Se mettre en rapport avec le responsable du club recevant ;
- c) S'informer de l'organisation de la rencontre.

43.2.2 – Formalités d'avant match :

- a) Visiter les installations (vestiaires, local et matériel sanitaire) ;
- b) S'enquérir des mesures d'ordre avec le responsable et envisager avec lui les mesures à prendre en cas d'incidents et donner les consignes au Délégué du club recevant ;
- c) Assister l'arbitre dans ses tâches administratives, faire remplir les feuilles de match par les deux clubs et inviter les Capitaines à se présenter à l'arbitre 30 minutes avant la rencontre ;
- d) Accompagner les équipes et l'arbitre sur le terrain et veiller à ce que soient présents sur le banc de touche :
 - un dirigeant licencié,
 - l'entraîneur et son adjoint,
 - le médecin de service ou le soigneur,
 - les joueurs remplaçants.

Le nombre maximum de personnes présentes sur le banc de touche ne doit pas excéder 8 (inscrites obligatoirement sur la feuille de match) ;

- e) Veiller à ce que le coup d'envoi soit donné à l'heure fixée.

43.2.3 – Formalités durant la rencontre :

- a) Être présent sur le banc de touche ;
- b) Veiller à la bonne tenue des personnes présentes à l'intérieur de la main courante (surface technique) ;
- c) Prendre note des faits, des insuffisances, anomalies, actes répréhensibles et informer impérativement les intéressés d'une part, et les représentants du Club, d'autre part, de ce qu'il juge nécessaire à mentionner dans son rapport ;
- d) Ne pas tolérer la présence, sur le banc de touche, d'un joueur exclu par l'arbitre ;
- e) Relever les incidents graves qui pourraient se passer à l'insu de l'arbitre ;
- f) Ne pénétrer sur le terrain de jeu qu'à l'invitation expresse de l'arbitre.



43.2.4 – Formalités durant la mi-temps :

Accompagner les arbitres regroupés jusqu'aux vestiaires. Se placer derrière eux et contrôler que toutes les dispositions sont prises pour leur protection.

43.2.5 – Formalités d'après-match :

- a) Accompagner les arbitres regroupés jusqu'aux vestiaires (idem à l'opération de la mi-temps);
- b) Examiner la feuille de match qui est complétée et signée par l'arbitre. Ne rien ignorer de ce qui est mentionné sur ce procès-verbal ;
- c) Ne quitter les arbitres qu'après s'être assuré qu'aucun incident n'est à craindre à leur sortie du stade ;
- d) Adresser un rapport à la Commission, soulignant la qualité de l'organisation. Le délégué de secteur confirmera sans délai à la Ligue les dispositions prises.

ARTICLE 44 - DIVERS

44.1 - Tous les cas non prévus par les présents Règlements seront tranchés par les Commissions compétentes de la Ligue.

44.2 -

- a) Les présents Règlements s'appliqueront pour toute compétition organisée par la Ligue et dont le cas n'est pas prévu dans le Règlement particulier de l'épreuve.
- b) Dans toutes les compétitions de Districts, pour tous les cas non prévus par le Règlement particulier de l'épreuve, les Comités de direction de districts pourront, pour prendre une décision, se référer aux Règlements de la Ligue.

44.3 - Toutes les compétitions particulières (Coupes, Challenges) organisées par les Districts seront soumises à l'autorisation préalable de la Ligue. Les dates prévues pour leur calendrier seront communiquées à la Ligue.

44.4 - Aucun appel ne sera accepté sur une épreuve dont le règlement n'aura pas reçu ladite autorisation préalable.

ARTICLE 45 - DÉCLARATION DES OFFICIELS

1. En application des articles 128 et 3.3.1 de l'annexe 2 des Règlements Généraux de la FFF, « *pour l'appréciation des faits, notamment ceux se rapportant à la discipline, les déclarations d'un arbitre officiel, du délégué ou de toute personne assurant une fonction officielle au moment des faits, doivent être retenues jusqu'à preuve contraire* ».

2. Tout officiel désigné (arbitre central, arbitre assistant, délégué, médiateur ou observateur), victime ou témoin d'incidents, avant, pendant ou après un match, est tenu de faire un rapport sur ces faits pour la Commission Régionale de Discipline, dans les 48 heures suivant la rencontre, sous peine de «non désignations».

3. Tout membre du Conseil de Ligue ou d'une Commission de la Ligue témoin d'incidents avant, pendant ou après un match, est tenu de faire un rapport sur ces faits pour la Commission Régionale de Discipline, dans les 48 heures suivant la rencontre.

ARTICLE 46 - POLICE DES TERRAINS

- 1. Cf. article 2.1.b) de l'annexe 2 des Règlements Généraux de la FFF relative au règlement disciplinaire.
- 2. Le club recevant est tenu de se conformer aux consignes de l'arbitre et du délégué en ce qui concerne la police du terrain, et doit, en outre, protéger les officiels.
- 3. Le club recevant est tenu d'avoir sur le terrain au moins deux dirigeants licenciés qui seront munis chacun d'un brassard, sous peine d'amende.
- 4. Le club recevant (organisateur) est responsable de la sécurité des vestiaires qu'il met à la disposition des visiteurs (équipes, arbitres et délégués).
- 5. En cas de difficultés d'application, il devra prévenir par affiches les occupants des vestiaires et devra leur proposer la garde des espèces et objets de valeurs, durant la rencontre.



6. Les clubs ayant des incidents provenant de l'indiscipline de leurs membres ou de leurs supporters peuvent être assujettis au remboursement des frais occasionnés aux arbitres ou à toute autre personnalité officielle sans préjudice des sanctions sportives prévues dans les Règlements disciplinaires de la Ligue et à l'article 200 des Règlements Généraux de la FFF.
7. Le club recevant est tenu de prévoir un emplacement réservé aux véhicules des officiels et de l'équipe visiteuse.
8. A la mi-temps et à la fin de la rencontre, l'arbitre sera obligatoirement accompagné jusqu'à son vestiaire par les deux capitaines et par les Délégués au terrain.
9. Les officiels sont tenus de signaler à la Ligue tous les cas où les dispositions précédentes n'auraient pas été appliquées, la Commission Régionale de Discipline aura tous pouvoirs pour apprécier et éventuellement sanctionner les infractions commises.



Titre IV - Procédures et pénalités

Article 47 - REGLEMENT FINANCIER

Les clubs doivent choisir entre le paiement par prélèvement et le paiement par chèque et/ou espèces. La modalité de règlement choisie sera ensuite appliquée pour tous les paiements effectués à la LAuRAFoot (relevés de compte, péréquation relative aux frais des officiels, etc).

Article 47.1 – Fonctionnement

Cinq relevés de compte sont effectués chaque saison aux dates suivantes : 15 septembre, 30 novembre, 28 février, 30 avril et 30 juin, comprenant :

- Pour le premier relevé :

1. le montant de la cotisation fédérale,
2. le montant de la cotisation « club » de la Ligue,
3. les droits d'engagement aux championnats, coupes et challenges,
4. la facturation réelle des licences demandées et les frais de changements de club,
5. le solde de la saison précédente.

- Pour les deuxième, troisième et quatrième relevés :

Les licences, les frais de traitement de licences, les frais de changements de club, les amendes et sanctions, ainsi que la péréquation relative à l'arbitrage et aux délégations.

Ces montants sont consultables sur FOOTCLUBS.

- Pour le cinquième relevé :

Solde de la saison dont le solde de la péréquation.

Article 47.2 - Modalités de Règlement

Emission du relevé de compte à la date J (pour date d'émission, voir article 47.1 ci-avant).

Le club fait parvenir son règlement à la Ligue sous 20 jours (en cas de règlement par chèque).

Pour les clubs ayant opté pour le prélèvement automatique, le prélèvement est effectué 20 jours après la date d'émission du relevé de compte.

Lorsqu'un club est en difficulté momentanée pour un règlement, celui-ci pourra demander l'étalement de ses dettes auprès du trésorier. Cette demande devra intervenir avant la date d'échéance (J + 20 après l'émission du relevé).

Excepté s'il y a accord du trésorier, le non-respect des délais ou de l'échéancier accordé, notamment en cas de chèque impayé ou de prélèvement rejeté, entraînera automatiquement l'application d'une pénalité de quatre points fermes au classement de l'équipe première à chaque échéance non honorée.

Cette sanction pourra être accompagnée ou remplacée d'une interdiction de prise de licence ou de non-engagement en compétition. La Commission des Règlements mentionnera dans son procès-verbal les échéances et clubs concernés.

Article 47.3 – Procédures et Sanctions

En cas de défaut de paiement du relevé de compte n°1 :

a) à J + 30, le service financier effectue une mise en demeure par courrier électronique sur l'adresse mail officielle du club.

La Commission Régionale des Règlements mentionnera dans son procès-verbal la liste des clubs n'ayant pas régularisé leur situation.

Le District d'appartenance est informé par courrier électronique.

Tous les frais de procédure de recouvrement seront imputés aux clubs.

Le club redevable des sommes dues à la Ligue a un délai de 15 jours pour régulariser définitivement sa situation.

En cas de non-régularisation à J + 45, le club sera pénalisé par la Commission Régionale des Règlements, d'un retrait de deux points avec sursis au classement de l'équipe du club évoluant au niveau le plus élevé suivant les critères du tableau n°1 ci-après. Cette sanction sera notifiée au club par courrier électronique sur l'adresse mail



officielle du club ainsi que par le site internet de la Ligue. Le District d'appartenance sera informé du défaut de non-paiement et de la sanction sportive à appliquer.

b) A J + 60, si la situation n'a pas été régularisée, un retrait supplémentaire de trois points avec sursis sera infligé à l'équipe du club évoluant au niveau le plus élevé suivant les critères du tableau n°1 ci-après. Les modalités procédurales définies ci-avant pour le premier retrait de point seront mises en œuvre.

c) Tout paiement du Relevé n°1 avant l'échéance du Relevé n°2 (J + 45) purge les points infligés sous forme sursitaire aux échéances à J + 45 et à J + 60.

ETAPE	CALENDRIER	MODE d'ENVOI	SANCTION	INFORMATION
Relevé 1	J	Mail + Parution Footclubs	-	Club
Échéance	J + 20	Prélèvement, chèque, Virement...	-	-
Relance 1	J + 30	PV CRR sur site internet + Mail	-	Club
		Mail		District
Relance 2	J + 45	PV CRR sur site internet + Mail	- 2 points avec sursis	Club
		Mail		District
Sanction définitive	J + 60	PV CRR sur site internet + Mail	- 3 points avec sursis	Club
		Mail		District

En cas de défaut de paiement pour les relevés de compte n° 2 :

a) A J + 30, le service financier effectue une mise en demeure par courrier électronique sur l'adresse mail officielle du club.

La Commission Régionale des Règlements mentionnera dans son procès-verbal la liste des clubs n'ayant pas régularisé leur situation.

Le District d'appartenance est informé par courrier électronique.

Tous les frais de procédure de recouvrement seront imputés aux clubs.

Le club redevable des sommes dues à la Ligue a un délai de 15 jours pour régulariser définitivement sa situation.

En cas de non-régularisation à J + 45 du relevé n°2, le club sera pénalisé par la Commission Régionale des Règlements, d'un retrait de quatre points au classement de l'équipe du club évoluant au niveau le plus élevé suivant les critères du tableau n°2 ci-après. Cette sanction sera notifiée au club par courrier électronique sur l'adresse mail officielle du club ainsi que par le site internet de la Ligue. Le District d'appartenance sera informé du défaut de non-paiement et de la sanction sportive à appliquer.

Si à l'échéance J + 45 du relevé n°2, le paiement du relevé n°1 n'a toujours pas été effectué, le club verra les points infligés avec sursis, lors du relevé n°1, appliqués de manière ferme. Ces points s'appliqueront *en sus* des points fermes infligés en cas de non-paiement du relevé n°2 à J+45.



b) A J + 60, si la situation n'a pas été régularisée, un retrait supplémentaire de six points sera infligé à l'équipe du club évoluant au niveau le plus élevé suivant les critères du tableau n°2 ci-après. Les modalités procédurales définies ci-avant pour le premier retrait de point seront mises en œuvre.

ETAPE	CALENDRIER	MODE d'ENVOI	SANCTION	INFORMATION
Relevé 2	J	Mail + Parution Footclubs	-	Club
Échéance	J + 20	Prélèvement, chèque, Virement...	-	-
Relance 1	J + 30	PV CRR sur site internet + Mail	-	Club
		Mail		District
Relance 2	J + 45	PV CRR sur site internet + Mail	- 4 points	Club
		Mail	En plus : Si le paiement du relevé n°1 n'a toujours pas été effectué, transformation des points avec sursis du tableau n°1 en points fermes.	District
Sanction définitive	J + 60	PV CRR sur site internet + Mail	- 6 points	Club
		Mail		District

En cas de défaut de paiement pour les relevés de compte n° 3 :

a) A J + 30, le service financier effectue une mise en demeure par courrier électronique sur l'adresse mail officielle du club.

La Commission Régionale des Règlements mentionnera dans son procès-verbal la liste des clubs n'ayant pas régularisé leur situation.

Le District d'appartenance est informé par courrier électronique.

Tous les frais de procédure de recouvrement seront imputés aux clubs.

Le club redevable des sommes dues à la Ligue a un délai de 15 jours pour régulariser définitivement sa situation.

En cas de non-régularisation à J + 45 du relevé n°3, le club sera pénalisé par la Commission Régionale des Règlements, d'un retrait de quatre points au classement de l'équipe du club évoluant au niveau le plus élevé suivant les critères du tableau n°3 ci-après. Cette sanction sera notifiée au club par courrier électronique sur l'adresse mail officielle du club ainsi que par le site internet de la Ligue. Le District d'appartenance sera informé du défaut de non-paiement et de la sanction sportive à appliquer.



b) A J + 60, si la situation n'a pas été régularisée, un retrait supplémentaire de six points sera infligé à l'équipe du club évoluant au niveau le plus élevé suivant les critères du tableau n°3 ci-après. Les modalités procédurales définies ci-avant pour le premier retrait de point seront mises en œuvre.

ETAPE	CALENDRIER	MODE d'ENVOI	SANCTION	INFORMATION
Relevé 3	J	Mail + Parution Footclubs	-	Club
Échéance	J + 20	Prélèvement, chèque, Virement...	-	-
Relance 1	J + 30	PV CRR sur site internet + Mail	-	Club
		Mail		District
Relance 2	J + 45	PV CRR sur site internet + Mail	- 4 points	Club
		Mail		District
Sanction définitive	J + 60	PV CRR sur site internet + Mail	- 6 points	Club

Les relevés n°4 et 5 seront traités selon les modalités de l'article 47.4 ci-après.

Tableau n° 2 : Hiérarchie des équipes

1. R1
2. R2
3. R1F
4. FUTSAL R1
5. R3
6. R2F
7. U20 R1
8. U18 R1
9. U16 R1
10. U18 R1F
11. D1
12. Futsal R2
13. U20 R2
14. U18 R2
15. U16 R2
16. U15 R1
17. U15 R2
18. U18 R2F
18. AUTRES COMPETITIONS **SENIORS** MASCULINES DE DISTRICT
19. AUTRES COMPETITIONS **SENIORS** FEMININES DE DISTRICT
- 20. AUTRES COMPETITIONS DE JEUNES DE DISTRICT**

Pour connaître l'équipe d'un club qui sera pénalisée, il faut situer celle-ci dans l'ordre donné ci-dessus.

Exemple : pour un club qui joue en R2 et en U20 R1, c'est son équipe R2 qui est sanctionnée.



2ème exemple : pour un club qui a une équipe en D1 et une équipe en R2 Futsal, c'est son équipe D1 qui est pénalisée.

Article 47.4 – Situation du Club en fin de saison

Aucune saisie de demande de licence ne pourra être effectuée pour la saison suivante si le relevé de compte n°4, émis au 30 avril, n'a pas été réglé au plus tard le 31 mai.

De surcroît, aucune équipe du club ne pourra débiter la saison et participer aux compétitions officielles si le relevé de compte n°5, émis au 30 juin, n'a pas été réglé au plus tard le 20 juillet.

Ces décisions seront prononcées par la Commission Régionale des Règlements, après une relance par courrier électronique sur l'adresse mail officielle du club.

En cas de régularisation financière par ce club, il pourra, sur décision du Bureau Plénier ou du Conseil de Ligue, se voir refuser le paiement par prélèvement et devra régler à la commande ses engagements championnat, coupes, ses demandes de licences, etc, et cela pour une période pouvant atteindre 2 saisons.

Les clubs non en règle vis-à-vis de la Ligue la veille d'une Assemblée Générale peuvent se voir retirer leur pouvoir pour cette dernière.

Article 47.5 – Péréquation relative aux frais des Officiels

47.5.1 – Modalités d'application

Les frais des officiels sont réglés mensuellement par le biais de la péréquation. Plus précisément, la Ligue avance ces frais pour ensuite imputer leur remboursement de manière mensuelle et égalitaire aux clubs évoluant à un même niveau de compétition.

Pour le championnat R1, une moyenne annuelle des frais des officiels (3 arbitres + 1 délégué) de la saison précédente est faite, puis divisée par 10, pour déterminer le montant arrondi qui sera prélevé à chaque club tous les mois du 31 août jusqu'au 31 mai suivant (durant 10 mois).

Pour les championnats R2 et R3 ainsi que les championnats régionaux Futsal, jeunes et féminins, la règle est identique mais seuls les frais d'arbitrage seront pris en compte dans le calcul de la moyenne annuelle.

Les modalités ci-dessus ne s'appliquent pas aux matchs de Coupes. Pour ces rencontres, une péréquation par tour est effectuée.

47.5.2 – Mensualités

Montants des mensualités définies en application des règles prévues à l'article 47.5.1 ci-avant :

- R1 : 750 euros
- R2 : 500 euros
- R3 : 350 euros
- R1 Futsal : 300 euros
- R2 Futsal : 250 euros
- U20 R1 : 450 euros
- U20 R2 : 400 euros
- U18 R1 : 400 euros
- U18 R2 : 200 euros
- U16 R1 : 150 euros (300 euros si 3 arbitres officiels désignés).
- U16 R2 : 100 euros
- U15 et U14 : 100 euros
- R1 F : 150 euros (300 euros si 3 arbitres officiels désignés).
- R2 F : 100 euros
- U18 F : 100 euros



Au 15 juin de chaque saison, la moyenne annuelle des frais des officiels de la saison écoulée, championnat par championnat, sera calculée. En cas de trop payé ou de paiement insuffisant, une régularisation sera faite.

47.5.3 – Paiement par chèque

Pour les clubs ayant opté pour ce mode de règlement, le chèque devra parvenir à la Ligue au plus tard le dernier jour du mois. Les clubs doivent donc impérativement tenir compte des délais postaux pour l'envoi de leur courrier.

47.5.4 – Paiement hors délai ou défaut de paiement

En cas de non-paiement de la mensualité dans les délais impartis ou de défaut de paiement (chèque arrivé hors délai, prélèvement ou chèque rejeté), les actions suivantes seront appliquées :

- à J + 1 : relance par courrier électronique
- à J + 8 : pénalité de 50 euros
- à J + 16 : pénalité de 1 point avec sursis au classement
- à J + 30 : pénalité de 1 point ferme au classement. Les matchs qui suivent cette échéance seront automatiquement déclarés perdus par pénalité et ce jusqu'à régularisation de la situation.

Si l'un des jours ci-dessus tombe un samedi ou un dimanche, l'action sera appliquée le premier jour ouvré suivant. L'équipe sanctionnée est l'équipe concernée par la mensualité impayée.

En cas de prélèvement ou de chèque rejeté, les frais de rejet seront imputés au club.

Si le paiement de la totalité de la somme due est effectué avant l'échéance à J+30, le point avec sursis infligé à J+16 sera annulé.

* J = dernier jour du mois.

Article 47.6 – Péréquation entre les équipes d'un même niveau de championnat régional

A la fin des matchs aller – ou de la première phase pour les championnats en deux phases – et à la fin des matchs retour (ou de la deuxième phase), la Ligue établira une moyenne des déplacements par niveau de compétition afin que les clubs ayant réalisé des déplacements inférieurs à la moyenne participent aux frais de ceux ayant réalisé des déplacements supérieurs à la moyenne.

Si l'équipe est forfait (et a fortiori forfait général) dans l'une des deux phases, elle sera exclue du dispositif (tant dans le calcul de la moyenne des déplacements que dans celui des remboursements).

Ce remboursement s'effectuera par le biais d'une péréquation qui sera débitée sur le compte des clubs ayant réalisé des déplacements inférieurs à la moyenne et créditée à due concurrence sur le compte des clubs ayant réalisé des déplacements supérieurs à la moyenne lors des deux relevés de compte qui suivront la fin des deux phases.

Le montant de l'indemnité kilométrique qui sera appliquée aux km excédentaires ou déficitaires est fixé selon le barème kilométrique de remboursement de frais en vigueur (aujourd'hui 0,446 €/km). Concernant les championnats régionaux Futsal, les équipes comportant moitié moins de joueurs, le barème kilométrique sera divisé par 2.

Les modalités ci-dessus ne s'appliquent qu'aux championnats. Les matchs de coupes, barrages, challenges, critères, etc, en sont exclus.

Article 47.7 – Mécanismes d'indemnisation des clubs régionaux

Les modalités d'indemnisation ci-après ne s'appliquent pas aux clubs dont une équipe seniors évolue en LFP, LFFP, ou FFF (L1/L2/N1/N2/N3/D1F/D2F/D3F/D1Futsal/D2Futsal).



Par ailleurs, elles s'appliqueront et seront versées à l'automne de la saison N, au moment de l'arrêté des comptes, uniquement si le résultat de la LAuRAFoot est positif la saison N-1 et est suffisant pour permettre l'indemnisation. Les sommes allouées viendront en diminution du résultat avant la distribution prévue d'une partie de l'excédent aux districts.

47.7.1 - Octroi d'une prime d'éloignement pour les clubs excentrés

La LAuRAFoot établira la distance entre les sièges des clubs de Ligue et les établissements de Lyon (pour les clubs situés sur le territoire de l'ex-ligue Rhône-Alpes) ou Cournon (pour les clubs situés sur le territoire de l'ex-ligue d'Auvergne) selon le calculateur Via Michelin « trajet le plus rapide ».

En fonction du nombre de kilomètres séparant les deux sièges (celui du club et celui de la ligue), une prime d'éloignement sera attribuée au club concerné selon le barème d'indemnisation suivant :

- 0 à 50 kms : tranche non indemnisée.
- 50 à 100 kms : 100 euros.
- 100 à 150 kms : 200 euros
- Au-delà de 150 kms : 300 euros

47.7.2 – Prime de participation aux championnats régionaux

Une prime de participation aux championnats régionaux d'un montant de 50 euros sera attribuée aux clubs et versée pour chaque équipe engagée en championnat régional.

Ce montant viendra se rajouter à la somme forfaitaire prévue à l'article 47.7.1 ci-avant y compris pour les clubs appartenant à la tranche non-indemnisée.

ARTICLE 48 – SITUATION EN CAS DE MATCH PERDU PAR PENALITE

Dans le cas où le club adverse obtient le gain du match, Il bénéficie du maintien des buts marqués au cours de la partie, buts dont le nombre est en tout état de cause fixé à un minimum de 3.

Les buts marqués au cours de la rencontre par l'équipe du club fautif sont annulés.

ARTICLE 49 - RESERVES - RECLAMATIONS – EVOCATIONS

Article 49.1 – Contestations de la participation et/ou de la qualification des joueurs.

Cf. article 141bis des Règlements Généraux de la FFF.

Article 49.2 – Réserves d'avant-match

Cf. article 142 des Règlements Généraux de la FFF.

Article 49.3 - Réserves concernant l'entrée d'un joueur

Cf. article 145 des Règlements Généraux de la FFF.

Article 49.4 - Réserves techniques

Cf. article 146 des Règlements Généraux de la FFF.

Article 49.5 - Confirmation des réserves

Cf. article 186 des Règlements Généraux de la FFF.

Pour toutes les compétitions organisées par la Ligue y compris les éliminatoires des Coupes Nationales (Coupe de France, Coupe Gambardella Crédit Agricole, Coupe Nationale Foot Entreprise, Coupe de France Féminine, Coupe Nationale Futsal), le montant des droits de réclamation est celui fixé par le Conseil de Ligue.



Dans le cas d'une réclamation, concernant la qualification et/ou la participation de joueurs devant la Commission Régionale des Règlements, si le club réclamant obtient gain de cause, le club perdant devra supporter le paiement du montant des droits versés en appui. Cette décision sera exécutoire sans délai.

Les frais de déplacement des personnes dont la Commission Régionale des Règlements jugera la présence indispensable, et n'appartenant à aucun des deux clubs en présence (arbitres, délégués, etc.), seront également mis à la charge du club perdant.

Article 49.6 – Réclamation

Cf. article 187.1 des Règlements Généraux de la FFF.

Article 49.7 - Evocation

Article 49.7.1 - Par les clubs :

Cf. article 187.2 des Règlements Généraux de la FFF.

Article 49.7.2 - Par le Conseil de Ligue :

Cf. article 198 des Règlements Généraux de la FFF.

Pour éventuellement les réformer, dès lors qu'il les jugerait contraire à l'intérêt supérieur du football ou aux Statuts et Règlements, le Conseil de Ligue peut se saisir de toute décision sauf en matière disciplinaire.

Sous peine de nullité, la demande d'évocation devra être transmise par courrier électronique aux membres du Conseil de Ligue et devra être validée par au moins la moitié des membres pour pouvoir ensuite être traitée sur le fond en réunion.

Tout intéressé pouvant faire valoir par écrit son argumentation qui est soumise à l'examen du Conseil de Ligue.

ARTICLE 50 – APPELS

Article 50.1 - Appel Règlementaire :

Cf. articles 182 à 190 des Règlements Généraux de la FFF.

Article 50.2 - Appel disciplinaire :

Cf. articles 3.1.1 et 3.4 de l'annexe 2 des Règlements Généraux de la FFF.

ARTICLE 51 – AMENDES

Article 51.1 - Les montants des amendes prévues dans les présents règlements sont fixés chaque année par le Conseil de Ligue et communiqués lors de la présentation du budget prévisionnel en Assemblée Générale.

Article 51.2 – Les amendes seront prélevées sur le compte du club dans les 8 jours suivant la date de parution sur FOOTCLUBS.

ARTICLE 52 - FRAUDE SUR IDENTITE

Les clubs, équipes ou personnes trichant manifestement sur l'identité des joueurs figurant sur la feuille de match entraîneront immédiatement la mise hors compétitions et la rétrogradation de l'équipe concernée dans la division inférieure à la fin de la saison.

En ce qui concerne les jeunes, la décision est laissée à l'appréciation de la commission compétente.

Pour l'Educateur responsable de tricherie :

- a) S'il ne possède aucun diplôme, son club devra présenter un candidat à une formation d'Educateur dans la saison, voire la saison suivante.
- b) S'il est titulaire d'un diplôme Fédéral d'Educateur, proposition sera faite aux instances Fédérales pour qu'il soit annulé avec possibilité de suivre de nouveau la filière.
- c) S'il est titulaire du BMF et/ou du BEF, après avis des instances Fédérales : les sanctions encourues seront celles prévues à l'article 200 des Règlements Généraux de la FFF.



ARTICLE 53 – BARÈME ET SANCTIONS DISCIPLINAIRES

1. Le barème des sanctions de référence pour comportement antisportif à l'occasion d'une rencontre figure à l'annexe 2 des Règlements Généraux de la FFF.
2. La Commission Régionale de discipline inflige au club au titre des compétitions Régionales une amende conformément au tarif en vigueur, pour tout joueur, dirigeant ou éducateur sanctionné par un avertissement ou une expulsion ou incident lors d'une rencontre.

ARTICLE 54 - SAISINE DISCIPLINAIRE

- Le Conseil de Ligue peut demander à la Commission Régionale de Discipline d'ouvrir, même en l'absence de rapport des arbitres ou officiels, le dossier de joueurs, dirigeants, éducateurs ou arbitres s'étant rendus coupables d'une faute disciplinaire.
- La Commission Régionale de Discipline peut de sa propre autorité décider d'ouvrir un dossier pour les raisons évoquées ci-dessus.

ARTICLE 55 - AUDITIONS - CONFRONTATIONS

1. Lorsqu'il sera convoqué devant une juridiction de la Ligue, un licencié pourra se faire assister par une personne de son choix.
2. Les frais de déplacement des officiels, arbitres et délégués, et des équipes non impliquées dans les incidents, convoquées à titre de témoins par la Commission Régionale de Discipline seront à la charge du (des) Club(s) fautif(s).
3. Une somme forfaitaire sera prélevée sur le compte du club responsable (par moitié lorsque les torts sont partagés) lors de chaque audition.
4. Les commissions peuvent recourir à la visioconférence pour auditionner la ou les personnes convoquées, sous réserve d'obtenir l'accord écrit de la ou des parties au litige (cf. article 184 des Règlements Généraux de la FFF). Ces auditions sont réalisées à partir d'un siège ou site des instances fédérales, régionales ou départementales.

ARTICLE 56 - NOTIFICATIONS DES DECISIONS DISCIPLINAIRES

Cf. articles 3.3.6 et 3.4.5 de l'annexe 2 des Règlements Généraux de la FFF.

ARTICLE 57 - ATTEINTE À LA MORALE SPORTIVE

Cf. article 204 des Règlements Généraux de la FFF.

ARTICLE 58 - LICENCE EXCLU DU TERRAIN

Cf. articles 3.3.4.1 et 4.2 du règlement disciplinaire figurant à l'annexe 2 des Règlements Généraux de la FFF.

ARTICLE 59 - SURSIS

Cf. article 202 des Règlements Généraux de la FFF.

ARTICLE 60 - SUSPENSION

Cf. article 150 des Règlements Généraux de la FFF.

ARTICLE 61 - MODALITÉS POUR PURGER UNE SUSPENSION

Cf. article 226 des Règlements Généraux de la FFF.

Les joueurs reprenant la compétition au sein d'une équipe disputant un championnat régional ne peuvent pas comptabiliser dans la purge de leur sanction les rencontres de compétitions de District (hors championnat) disputées par cette équipe, ni prendre part à ces dernières, et ce quelle que soit la compétition dans laquelle les faits à l'origine de leur sanction sont survenus (nationale, régionale ou départementale).



ARTICLE 62 - CLÔTURE DES DOSSIERS EN FIN DE SAISON

Cf. article 185 des Règlements Généraux de la FFF.

ARTICLE 63 – FORFAIT GENERAL

Cf. article 130 des Règlements Généraux de la FFF.

ARTICLE 64 – PRIX DU FAIR-PLAY ET BAREMES DE PENALISATION

Article 64.1 - Prix du Fair-Play

Le Prix du Fair-Play s'applique à tous les clubs évoluant en championnat régional à l'exclusion des coupes régionales et nationales. Il ne s'applique pas aux équipes évoluant en National 3.

Article 64.1.1

A chaque fin de saison, la Ligue attribue les prix du Fair Play.

Article 64.1.2

Les prix sont destinés à récompenser les équipes ayant eu au cours de la saison, le meilleur comportement sur le terrain et fait preuve d'un esprit «Fair Play».

Article 64.1.3

Les dotations seront définies chaque saison par le Conseil de Ligue.

Article 64.1.4

1) Pour l'équipe terminant première de son niveau ayant 0 point de pénalité, les prix seront doublés.

2) Dans le cas où, dans une catégorie, l'ensemble des équipes serait pénalisé, les prix seront attribués aux équipes totalisant au maximum :

- 60 points pour une poule de 14,
- 55 points pour une poule de 13,
- 50 points pour une poule de 12,
- 45 points pour une poule de 11,
- 40 points pour une poule de 10,
- 30 points pour une poule regroupant moins de 10 équipes.

Article 64.1.5

Le classement sera établi, par niveau, par la Commission Régionale Ethique, Fair-Play, Sportivité et Récompenses en liaison avec les Commissions Régionales des Compétitions, de Discipline, d'Appel Disciplinaire, d'Appel Règlementaire, des Règlements.

En cas d'égalité, les équipes seront départagées suivant les modalités suivantes :

- 1) Classement Sportif.
- 2) Meilleure attaque.
- 3) Challenge de la Sportivité.

Article 64.2 - Barèmes de pénalisation

Article 64.2.1 - Joueurs

- Suspension ferme de 1 match = 2 points
- Suspension ferme de 2 matchs = 4 points
- suspension ferme de 3 matchs = 5 points
- Suspension de plus de 3 matchs à 7 matchs (ou supérieure ou égale à 2 mois) = 6 points
- Suspension de plus de 7 matchs (ou plus de 2 mois) à 6 mois = 8 points
- Suspension de plus de 6 mois à 2 ans = 10 points
- Suspension de plus de 2 ans = 12 points

N.B. : dans le cas d'une suspension ferme suite à trois avertissements, l'équipe qui sera pénalisée sera celle avec laquelle le joueur a pris le troisième avertissement.



Article 64.2.2 - Dirigeants et Educateurs

Interdiction de banc de touche ou suspension

- Suspension ferme de 1 match = 3 points
- Suspension ferme de 2 matchs = 5 points
- Suspension ferme de 3 matchs = 6 points
- Suspension de plus de 3 matchs à 7 matchs (ou supérieure ou égale à 2 mois) = 7 points
- Suspension de plus de 7 matchs (ou plus de 2 mois) à 6 mois = 9 points
- Suspension de plus de 6 mois à 2 ans = 12 points
- Suspension de plus de 2 ans = 14 points

Article 64.2.3 – Equipes

- Equipe déclarée battue par pénalité pour indiscipline ou pour fraude = 10 points
- Si match perdu par pénalité – 1 point, la pénalisation incrémentera le classement du Fair-Play et sera prise en compte pour le barème de retrait de points.
- Si match perdu par pénalité – 1 point auquel la commission concernée ajoute d'autres points de pénalité, la pénalisation incrémentera le classement du Fair-Play mais ne sera pas prise en compte pour le barème de retrait de points.
- Suspension de terrain ou huis clos :
 - . 1 match avec sursis = 3 points
 - . 1 match ferme ou 2 matchs avec sursis = 6 points
 - . 2 matchs dont 1 avec sursis = 8 points
 - . 2 matchs fermes = 10 points
 - . Plus de 2 matchs fermes ou avec sursis = 12 points

BAREMES DE RETRAIT DE POINTS

En fin de saison, un retrait de points au classement sportif des championnats régionaux est appliqué en fonction du nombre de points de pénalisation du Classement du Fair-Play.

Pour les compétitions se jouant en deux phases, l'application des retraits de points s'effectuera à la fin de chaque phase.

Ces dispositions de retrait de points sont de la compétence de la Commission Régionale des Compétitions qui jugera en première instance. Tout club peut faire appel de ces décisions auprès de la Commission Régionale d'Appel qui jugera en 2ème et dernier ressort.

Barème de retrait de points au classement sportif suivant le nombre de points de pénalisation du classement du Fair-Play et suivant le nombre d'équipes des poules dans les championnats avec <u>matches aller-retour</u> .										
6 clubs et moins	7 clubs	8 clubs	9 clubs	10 clubs	11 clubs	12 clubs	13 clubs	14 clubs	15 clubs et plus	
23 à 27 pts	26 à 30 pts	28 à 32 pts	31 à 35 pts	33 à 37 pts	35 à 39 pts	38 à 42 pts	41 à 45 pts	45 à 49 pts	49 à 53 pts	Retrait d'1 point
28 à 32 pts	31 à 35 pts	33 à 37 pts	36 à 40 pts	38 à 42 pts	40 à 44 pts	43 à 47 pts	46 à 50 pts	50 à 54 pts	54 à 58 pts	Retrait de 2 points
33 à 37 pts	36 à 40 pts	38 à 42 pts	41 à 45 pts	43 à 47 pts	45 à 49 pts	48 à 52 pts	51 à 55 pts	55 à 59 pts	59 à 63 pts	Retrait de 3 points
38 à 42 pts	41 à 45 pts	43 à 47 pts	46 à 50 pts	48 à 52 pts	50 à 54 pts	53 à 57 pts	56 à 60 pts	60 à 64 pts	64 à 68 pts	Retrait de 4 points
43 à 47 pts	46 à 50 pts	48 à 52 pts	51 à 55 pts	53 à 57 pts	55 à 59 pts	58 à 62 pts	61 à 65 pts	65 à 69 pts	69 à 73 pts	Retrait de 5 points
48 à 52 pts	51 à 55 pts	53 à 57 pts	56 à 60 pts	58 à 62 pts	60 à 64 pts	63 à 67 pts	66 à 70 pts	70 à 74 pts	74 à 78 pts	Retrait de 6 points
53 à 62 pts	56 à 65 pts	58 à 67 pts	61 à 70 pts	63 à 72 pts	65 à 74 pts	68 à 77 pts	71 à 80 pts	75 à 84 pts	79 à 88 pts	Retrait de 8 points
63 et plus	66 et plus	68 et plus	71 et plus	73 et plus	75 et plus	78 et plus	81 et plus	85 et plus	89 et plus	Retrait de 10 points

Barème de retrait de points au classement sportif suivant le nombre de points de pénalisation du classement du Fair-Play et suivant le nombre d'équipes des poules dans les championnats avec <u>matches aller simples</u> .										
6 clubs et moins	7 clubs	8 clubs	9 clubs	10 clubs	11 clubs	12 clubs	13 clubs	14 clubs	15 clubs et plus	
11 à 13 pts	13 à 15 pts	14 à 16 pts	15 à 17 pts	16 à 18 pts	17 à 19 pts	19 à 21 pts	20 à 22 pts	22 à 24 pts	24 à 26 pts	Retrait d'1 point
14 à 16 pts	16 à 18 pts	17 à 19 pts	18 à 20 pts	19 à 21 pts	20 à 22 pts	22 à 24 pts	23 à 25 pts	25 à 27 pts	27 à 29 pts	Retrait de 2 points
17 à 18 pts	19 à 21 pts	20 à 22 pts	21 à 23 pts	22 à 24 pts	23 à 25 pts	25 à 27 pts	26 à 28 pts	28 à 30 pts	30 à 32 pts	Retrait de 3 points
19 à 21 pts	22 à 24 pts	23 à 25 pts	24 à 26 pts	25 à 27 pts	26 à 28 pts	28 à 30 pts	29 à 31 pts	31 à 33 pts	33 à 35 pts	Retrait de 4 points
22 à 24 pts	25 à 27 pts	26 à 28 pts	27 à 29 pts	28 à 30 pts	29 à 31 pts	31 à 33 pts	32 à 34 pts	34 à 36 pts	36 à 38 pts	Retrait de 5 points
25 à 27 pts	28 à 30 pts	29 à 31 pts	30 à 32 pts	31 à 33 pts	32 à 34 pts	34 à 36 pts	35 à 37 pts	37 à 39 pts	39 à 41 pts	Retrait de 6 points
28 à 30 pts	31 à 33 pts	32 à 34 pts	33 à 35 pts	34 à 36 pts	35 à 37 pts	37 à 39 pts	38 à 40 pts	40 à 42 pts	42 à 44 pts	Retrait de 8 points
31 et plus	34 et plus	35 et plus	36 et plus	37 et plus	38 et plus	40 et plus	41 et plus	43 et plus	45 et plus	Retrait de 10 points



Titre V - Statuts particuliers

CHAPITRE 1 – STATUT DE L'ARBITRAGE

PARTIE I – DISPOSITIONS GENERALES

1) ARBITRE DE CLUB

La Ligue valorise la fonction d'arbitre de club à hauteur de 0,5 arbitre pour l'ensemble de ses compétitions départementales à l'exception du Championnat Départemental 1, dans la limite de deux arbitres de club comptant pour un arbitre.

Cette disposition n'est possible qu'à la condition que le club concerné dispose a minima d'un arbitre officiel dans son effectif.

L'arbitre de club est un licencié majeur, ayant suivi une formation à l'arbitrage sanctionnée par une autorisation d'arbitrer son club délivré par la CDA de son district d'appartenance.

L'arbitre de club devra suivre la même formation initiale qu'un arbitre officiel et assister à au moins une session de recyclage par an, sinon il ne peut être comptabilisé au regard du statut de l'arbitrage.

L'arbitre de club pour être comptabilisé dans le calcul des obligations devra diriger 12 rencontres au centre ou à la touche, avec un minimum de 9 matchs en tant qu'arbitre central.

En cas d'absence d'arbitre officiel, l'arbitre de club est prioritaire pour diriger la rencontre. Si chaque équipe présente un arbitre de club, c'est celui du club visiteur qui officiera.

Un arbitre de club ne peut prétendre à aucune indemnité.

L'arbitre de club peut devenir officiel à tout moment, sans passer d'examen supplémentaire, mais il ne pourra couvrir son club en tant qu'officiel que si le choix est fait avant le 28 février de la saison concernée.

La Ligue peut autoriser les districts de la LAuRAFoot qui le souhaitent, à mettre en place des dispositifs locaux pour les arbitres de clubs sur les deux derniers niveaux de district à l'exception du Championnat de District D1.

Modulations des sanctions sportives avec un arbitre de club (Précisions article 47 du Statut Fédéral de l'arbitrage) :

En avant-dernier niveau de district, la présence d'un arbitre de club dans les clubs sera prise en compte pour adapter les sanctions.

- Un club en infraction verra son nombre de mutés diminué de 2 unités par saison. Cependant si le club possède un arbitre de club, en troisième année il conservera 2 mutés et pourra accéder au niveau supérieur si son classement le lui permet.
- Les sanctions financières sont maintenues.

En dernier niveau de district, les sanctions financières sont maintenues pour les clubs ne possédant pas d'arbitre officiel ou d'arbitre de club mais sont plafonnées à l'amende de 1^{ère} année.

En outre, la présence de deux arbitres de club comptant pour un arbitre officiel au sens du présent article ouvre droit aux dispositions de l'article 45 (Mutés supplémentaires) du Statut de l'Arbitrage.



2) FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

La Commission Régionale du Statut de l'Arbitrage a pour mission de statuer sur le rattachement des arbitres à un club, y compris sur celui des arbitres ayant changé de club ou de statut et de veiller au respect des obligations par les arbitres leur permettant de couvrir leur club et d'apprécier la situation des clubs au regard des Statuts Fédéral et Régional.

La Commission Régionale du Statut de l'Arbitrage statue pour les clubs dont l'équipe représentative évolue en Ligue ou en Fédération, ainsi que les groupements qui ont une équipe au niveau régional.

- Avant le 30 septembre, la Commission informe les clubs qui n'ont pas, à la date du 31 août, le nombre d'arbitres requis en établissant une liste préventive des clubs en infraction. Les clubs ont jusqu'au 28 février pour se mettre en règle.
- Avant le 31 mars, la Commission informe les clubs qui n'ont pas, à la date du 28 février, le nombre d'arbitre requis en établissant une liste des clubs en infraction en mentionnant les sanctions financières et sportives encourues. La situation des clubs est irréversible au 28 février.
- Avant le 30 juin, la Commission établit une liste des clubs en infraction au 15 juin, complétant celle établit en mentionnant les sanctions financières et sportives encourues.

3) DOUBLE LICENCE (cf. article 29 du Statut Fédéral de l'Arbitrage)

Un arbitre masculin de football libre de la Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de plus de 23 ans au 1^{er} janvier de la saison en cours ne peut pas avoir de licence joueur.

Toutefois, *a contrario*, peut être titulaire d'une licence joueur dans le club de son choix :

- Une arbitre féminine,
- Un arbitre spécifique futsal,
- Un arbitre de Ligue de moins de 23 ans,
- Un arbitre de District.

4) CAS DES GROUPEMENTS/ENTENTES

Pour les obligations relatives aux équipes d'un groupement JEUNES/FEMININ, l'un au moins des clubs le composant devra être en règle avec les obligations des Statuts Aggravé et Fédéral.

Concernant le groupement de jeunes, la couverture du club ne pourra être assurée que par des « JEUNES ARBITRES » ou « TRES JEUNES ARBITRES ».

Pour les obligations relatives aux équipes constituées sous forme d'entente, l'un des clubs qui la compose devra être en règle avec le statut de l'arbitrage des jeunes L'AuRAFoot.

5) APPEL

Les décisions prises par la Commission Régionale du Statut de l'Arbitrage sont examinées en appel par la Commission Régionale d'Appel qui juge en dernier ressort.

PARTIE II – PRECISIONS AU STATUT FEDERAL DE L'ARBITRAGE

Les dispositions suivantes sont des précisions des conditions définies par la Ligue régionale pour l'ensemble des Districts qui la compose.



1) NOMBRE ARBITRES (article 41 du Statut Fédéral de l'Arbitrage)

- ✓ Championnat de Ligue 1 : 12 arbitres dont 1 arbitre féminine, dont 3 formés et reçus au cours des 3 saisons précédentes et dont 7 arbitres majeurs,
- ✓ Championnat de Ligue 2 : 10 arbitres dont 1 arbitre féminine, dont 3 formés et reçus au cours des 3 saisons précédentes et dont 6 arbitres majeurs,
- ✓ Championnat National 1 : 8 arbitres dont 2 formés et reçus au cours des 3 saisons précédentes et dont 4 arbitres majeurs,
- ✓ Championnat National 2 : 7 arbitres dont 1 formé et reçu au cours des 3 saisons précédentes et dont 3 arbitres majeurs,
- ✓ Championnat National 3 : 6 arbitres dont 1 formé et reçu au cours des 3 saisons précédentes et dont 3 arbitres majeurs,
- ✓ Championnat Régional 1 : 5 arbitres dont 3 arbitres majeurs,
- ✓ Championnat Régional 2 : 4 arbitres dont 2 arbitres majeurs,
- ✓ Championnat Régional 3 : 3 arbitres dont 2 arbitres majeurs,
- ✓ Championnat Départemental 1 : 2 arbitres dont 1 arbitre majeur,
- ✓ Championnat de France Féminin de Division 1 : 3 arbitres dont 1 arbitre féminine et 1 arbitre féminine formée et reçue au cours des 3 saisons précédentes,
- ✓ Championnat de France Féminin de Division 2 : 1 arbitre,
- ✓ Championnat de France Futsal de Division 1 : 2 arbitres, dont 1 arbitre Futsal, lequel est défini à l'article 43,
- ✓ Championnat de France Futsal de Division 2 : 1 arbitre,
- ✓ Autres championnats de District : un arbitre,
- ✓ Clubs n'engagent que des équipes de jeunes : un arbitre,
- ✓ Dernier niveau de District (si le dernier niveau est en Départemental 3 ou inférieur) : pas d'obligation.

NB : Au sens du statut Fédéral, un arbitre majeur est un arbitre dont l'âge est supérieur ou égal à 18 ans. Un arbitre mineur est un arbitre dont l'âge est inférieur à 18 ans. L'âge s'apprécie au 1^{er} janvier de la saison concernée.

Attention : Un arbitre peut être considéré comme arbitre de futsal, même s'il arbitre également des rencontres de football libre, dès lors qu'il a arbitré un minimum de dix rencontres Futsal sur la saison. En tout état de cause, dans cette situation, l'arbitre n'est comptabilisé qu'une seule fois en vue de couvrir son club.

2) FRAIS DE MUTATION

Cette disposition précise l'article 35 du Statut Fédéral de l'Arbitrage à compter de la saison 2023/2024.

Afin de limiter les mutations intempestives d'un arbitre d'un club à un autre, le nouveau club d'un arbitre démissionnaire devra s'acquitter d'un droit de mutation de 500 euros.

Cette somme sera ensuite redistribuée comme suit : 300 euros pour le club formateur qui l'a initialement amené à l'arbitrage, 100 euros pour le district initial d'appartenance et 100 euros pour la Ligue.

Ce montant sera uniquement dû dans le cas, et au moment, où l'arbitre couvrira le club d'accueil au regard du Statut de l'Arbitrage. Par ailleurs, ce droit de mutation sera dû à chacun de ses changements de club qui lui permettront de couvrir un nouveau club (sauf si l'arbitre a changé de ligue auquel cas c'est la réglementation de la nouvelle ligue qui s'appliquera), étant précisé que le club formateur est toujours celui qui l'a amené initialement à l'arbitrage (idem pour le District d'appartenance).

Si l'arbitre a débuté en tant qu'indépendant, le club d'accueil nouvellement couvert par l'arbitre devra s'acquitter d'un droit de mutation moindre fixé à 200 euros : 100 euros au District l'ayant formé et 100 euros à la Ligue.



Ce droit de mutation ne sera pas exigé si la démission de l'arbitre est motivée par l'un des motifs figurant à l'article 33.c) du Statut Fédéral de l'Arbitrage.

Les cas non prévus par le statut de l'arbitrage seront traités par la commission compétente.

3) SANCTIONS FINANCIERES

Les dispositions suivantes complètent l'article 46 du Statut Fédéral de l'Arbitrage.

Pour une première saison d'infraction, une amende de 60 euros par arbitre manquant sera infligée au club concerné dont l'équipe première évolue au sein des championnats suivants : Championnats de football d'Entreprise et Féminins Régionaux, autres championnats de Futsal, autres Divisions de District, clubs qui n'engagent que des équipes de jeunes.

Pour les saisons suivantes, l'amende sera :

- Doublée en 2^{ème} année d'infraction,
- Triplée en 3^{ème} année d'infraction,
- Quadruplée en 4^{ème} année d'infraction.

PARTIE III – STATUT REGIONAL AGGRAVE DE L'ARBITRAGE

Le Statut aggravé ne se substitue pas au Statut Fédéral de l'arbitrage, mais le précise ou le complète.

Pour être représentatifs au regard du statut de l'arbitrage de la LAuRAFoot, les arbitres des clubs évoluant en seniors libres masculins et féminins, en FFF, en LFP, en Ligue LAuRAFoot et en districts de la LAuRAFoot (niveaux D1 et D2), doivent être âgés de 21 ans et plus au premier janvier de la saison concernée aussi bien pour le Statut Fédéral que pour le Statut Aggravé de la LAuRAFoot décrit ci-après.

Les clubs évoluant en seniors libres/futsal masculins et féminins, en FFF, en LFP, en Ligue LAuRAFoot et dans les deux premiers niveaux des districts de la LAuRAFoot (D1 et D2) devront répondre aux obligations minimales du Statut Aggravé dont le nombre définitif minimal d'arbitres sera communiqué aux clubs lors de la parution des informations au 30 septembre. Un tableur sera mis à disposition des clubs afin que ceux-ci puissent eux-mêmes calculer leurs obligations avant l'engagement de leurs équipes.

Le présent Statut de l'arbitrage doit être intégralement appliqué dans tous les districts et la ligue. En cas de litige opposant deux équipes disputant un championnat national le statut fédéral est pris comme base. Tous les cas non prévus par les présents règlements seront tranchés par les commissions compétentes des districts et de la ligue.

Le Statut Fédéral de l'Arbitrage et le Statut Aggravé LAuRAFoot s'appliquent tour à tour et si les obligations au Statut Aggravé LAuRAFoot sont inférieures en nombre d'arbitres exigé, c'est le Statut Fédéral qui prime en nombre d'arbitres exigé.

1) CATEGORIES D'ARBITRE

L'âge des arbitres est apprécié au 1^{er} janvier de la saison en cours.

Au sens du présent Statut aggravé, il existe cinq types d'arbitre :

- un arbitre « SENIOR » (21 ans ou plus),
- un « TRES JEUNE ARBITRE » (13 ans à 15 ans),
- un « JEUNE ARBITRE » (15 ans à 21 ans),



- un arbitre « FEMININE » (13 ans ou plus),
- un arbitre « SPECIFIQUE FUTSAL » (21 ans ou plus).

Un arbitre LIBRE et représentant un club de futsal après avoir arbitré dix rencontres de futsal ne pourra pas représenter ledit club dans les deux pratiques conformément à l'article 43 du Statut Fédéral.

Après avis favorable de sa C.D.A. pour les jeunes arbitres de district et de la C.R.A. pour les Jeunes Arbitres de Ligue, un arbitre âgé de plus de 18 ans qui en a fait la demande avant le 30 septembre de la saison, peut diriger des rencontres seniors et compte comme arbitre SENIOR s'il a effectué le nombre minimal requis de journées dans la catégorie seniors.

Un jeune arbitre fédéral est considéré comme un arbitre « SENIOR » au 1^{er} janvier de la saison concernée.

Au regard du Statut de l'Arbitrage, une équipe SENIOR devra nécessairement fournir des arbitres SENIORS.

Au regard du Statut de l'Arbitrage, une équipe JEUNE devra nécessairement fournir des « JEUNES ARBITRES ».

2) CALCUL DU NOMBRE D'ARBITRES

La Commission Régionale/Départementale de l'Arbitrage publiera chaque saison avant le 30 septembre le nombre d'arbitres désignés dans chaque compétition citée dans le précédent paragraphe, FFF, LFP, Ligue et District jusqu'au niveau D3. Faute de publication, c'est le nombre de la saison précédente qui sera acté.

Ce nombre (arrondi au sens mathématique du terme : par exemples $2,4=2$ et $2,5=3$) sera calculé pour chaque club en fonction du nombre d'arbitres utilisés (divisé par 2 car 2 équipes par match) affecté d'un coefficient de 1,15 pour nécessité de fonctionnement pour les différentes équipes seniors masculines libres FFF, LFP, Ligue et jusqu'au troisième niveau de District (D3) inclus ainsi que pour les différentes équipes seniors féminines FFF et Ligue.

Pour la saison 2023-2024, la consommation d'arbitres pour une équipe engagée en championnat de France Féminin division 3 est estimée à trois.

Les équipes engagées en championnats régionaux seniors R1F et R2F, championnats de District (autres que la D1 et la D2 seniors masculins) et en championnats de foot entreprise devront disposer d'un arbitre.

En plus des obligations prévues à l'article 41-1, les équipes évoluant en Championnat de France Futsal D2, en Championnat Futsal Régional 1 et en Championnat Futsal Régional 2 devront disposer d'un arbitre spécifique futsal.

Attention : les équipes futsal ne pourront pas présenter un arbitre qui représente déjà un club en football à 11.

Les équipes n'engageant que des équipes de jeunes devront disposer d'un arbitre.

Les équipes engagées en avant-dernier niveau de District devront disposer d'un arbitre ou d'un arbitre auxiliaire.

Les équipes engagées en dernier niveau de District n'ont pas l'obligation de fournir un arbitre.

En plus des obligations prévues à l'article 41-1, les équipes évoluant en Championnat de France Futsal D2, en Championnat Futsal Régional 1 et en Championnat Futsal Régional 2 devront disposer d'un arbitre spécifique futsal.

Attention : les équipes futsal ne pourront pas présenter un arbitre qui représente déjà un club en football à 11.

En plus des obligations prescrites par l'article 41-1 du Statut Fédéral, les clubs ayant des équipes de jeunes devront disposer de jeunes arbitres selon les modalités suivantes :



- De deux jeunes arbitres pour les clubs dont une ou plusieurs équipes de jeunes disputent :
 - ✓ le championnat national des U19.
 - ✓ le championnat national des U17.
 - ✓ l'un des championnats de Ligue suivants : U20 R1 et U18 R1.
- D'un seul jeune arbitre pour les clubs dont une ou plusieurs équipes de jeunes disputent :
 - ✓ l'un des championnats de Ligue suivants : U20 R2, U18 R2, U16, U15 et U14.
 - ✓ le championnat de jeunes de la plus haute série de leur District (D1).

Les clubs ne disposant pas, sans que cela soit un obstacle à leur engagement, dans les compétitions officielles du nombre d'arbitres en activité, prévu par les statuts fédéral et aggravé, sont donc invités à faire connaître au plus tôt à leur District les candidatures d'arbitres pour qu'ils satisfassent aux examens théoriques.

Un « TRES JEUNE ARBITRE » peut compter pour un « JEUNE ARBITRE ».

3) NOMBRE DE JOURNEES A ARBITRER (précisions à l'article 34 du Statut)

Les arbitres ont l'obligation de diriger un nombre minimum de rencontres par saison. Ce nombre et ses modalités de comptabilisation sont fixés pour tous les Districts d'une Ligue régionale par le Comité de Direction de celle-ci sur proposition de la Commission Régionale de l'Arbitrage.

Pour un arbitre ayant obtenu sa licence au 31 août, le nombre de journées minimum à diriger est de :

- 18 pour les arbitres de football libre masculins dont 1 obligatoirement comprise dans les 3 dernières journées de championnat ;
- 15 pour les jeunes arbitres, les arbitres de futsal et les arbitres féminines dont 1 obligatoirement comprise dans les 3 dernières journées de championnat ;

Pour un nouvel arbitre ayant obtenu sa licence avant le 28 février de la saison en cours, le nombre de journées minimum à diriger est de :

- 9 pour les arbitres de football libre masculins dont 1 obligatoirement comprise dans les 3 dernières journées de championnat ;
- 7 pour les jeunes arbitres, les arbitres de futsal et les arbitres féminines dont 1 obligatoirement comprise dans les 3 dernières journées de championnat ;

NB : Une journée va du lundi au dimanche inclus.

Après le 28 février, l'arbitre ne pourra pas couvrir son club pour la saison en cours.

En cas d'absence pour raison médicale, tout arbitre devra transmettre obligatoirement à la CDA et à la CRA son certificat médical et le saisir sur son compte « MYFFF » dans un délai d'un mois à compter du début de son indisponibilité. En cas de non-transmission, l'absence sera considérée comme injustifiée et ne pourra être comptabilisée dans le nombre de désignations à effectuer.

4) INFRACTIONS AUX OBLIGATIONS

En cas d'infraction au regard du Statut Aggravé, l'équipe sanctionnée sportivement est celle concernée par les obligations et évoluant au niveau hiérarchiquement le plus élevé (cf. article 39.1 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).

Dans le cas où un club comporte une section féminine ou futsal, il y a lieu de tenir compte des obligations les plus importantes, entre celles de son équipe première masculine et celles de son équipe féminine ou futsal. Si ces obligations sont identiques, il y a lieu de considérer que c'est l'équipe première masculine qui détermine les obligations du club.



Les sanctions sportives prévues à l'article 47 du Statut Fédéral ne s'appliquent pas, en cas d'infraction au Statut Aggravé, aux équipes fédérales. Elles s'appliquent aux équipes seniors libres et futsal, masculines et féminines.

Par mesure dérogatoire, les équipes jeunes visées par des sanctions sportives relatives au Statut Régional de l'Arbitrage seront sanctionnées de la manière suivante, pour toute la saison :

Pour tout club figurant sur la liste arrêtée au 15 juin, en première année d'infraction, la saison suivante, le nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet "Mutation" autorisés à pratiquer dans l'équipe jeune hiérarchiquement la plus élevée est diminué d'une unité.

Pour tout club figurant sur la liste arrêtée au 15 juin en deuxième année d'infraction, la saison suivante, le nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet "Mutation" autorisés à pratiquer dans l'équipe jeune hiérarchiquement la plus élevée est diminué de deux unités.

Pour tout club figurant sur la liste arrêtée au 15 juin, en troisième année d'infraction, le nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet "Mutation" autorisés à pratiquer dans l'équipe jeune hiérarchiquement la plus élevée est diminué, pour la saison suivante, de quatre unités. Cette mesure est valable pour toute la saison et reprend effet pour chacune des saisons suivantes en cas de nouvelle infraction.

En outre, tout club figurant sur la liste arrêtée au 15 juin, en troisième année d'infraction et au-delà, en plus de la diminution du nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet mutation prévue ci-dessus, ne peut immédiatement accéder à la division supérieure s'il y a gagné sa place.

Les sanctions financières en cas d'infraction au Statut Aggravé sont les mêmes que celles prévues à l'article II 3).

5) MUTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Pour pouvoir bénéficier des dispositions de l'article 45 du Statut Fédéral, les clubs se doivent d'être en conformité avec le Statut Fédéral et le Statut Régional Aggravé.

En outre, le club qui, pendant les deux saisons précédentes, a compté dans son effectif, au titre du Statut de l'Arbitrage au moins une arbitre féminine, qu'il a amenée lui-même à l'arbitrage, a la possibilité d'obtenir, sur sa demande, un joueur supplémentaire titulaire d'une licence frappée du cachet « mutation » dans l'équipe de Ligue ou de District de son choix défini pour toute la saison avant le début des compétitions.

Cette mutation supplémentaire est utilisable pour toutes les compétitions officielles organisées par la LAuRAFoot, y compris pour les tours de coupes nationales organisés par la LAuRAFoot.

La liste des clubs bénéficiant de ces dispositions sera arrêtée au 15 juin et publiée au bulletin officiel ou sur le site internet de la Ligue ou du District.

Précisions : si un club bénéficie du nombre maximum possible de mutés supplémentaires (3), ils doivent être utilisés au moins dans 2 équipes différentes.

6) SITUATION DES ARBITRES QUI DEMISSIONNENT AFIN DE REPASSER UNE FIA POUR LE COMPTE D'UN AUTRE CLUB LA SAISON SUIVANTE

Décision du Conseil de Ligue du 08 juillet 2023 :

Démissionner, repasser une FIA pour représenter un nouveau club n'est conforme ni à la lettre, ni à l'esprit du Statut de l'Arbitrage et si par exemple l'arbitre Dupont qui représente le club A démissionne, passe une FIA et veut représenter le club B, ce « stratagème » sera refusé et l'arbitre restera indépendant pendant 4 ans comme s'il avait continué à arbitrer en démissionnant du club A, avec effet immédiat.



7) PRECISION : « JEUNE ARBITRE » (15 ANS A 21 ANS)

Le club qui pendant les 2 saisons précédentes a compté dans son effectif 2 jeunes arbitres en plus des obligations édictées par le Statut Régional Aggravé et qui continuent à officier, verra la comptabilisation des ces 2 jeunes pour 1 senior, dans le cadre du calcul des obligations telles que définies au point 2 dudit Statut.

Cette disposition se limite à 1 senior par saison. Un jeune arbitre ne pourra pas être comptabilisé dans les deux catégories Jeunes ou Seniors.

Cette disposition prendra effet pour la saison 2024/2025, c'est-à-dire que rentreront dans la comptabilisation les jeunes arbitres licenciés dans les clubs au cours des saisons 2022/2023 et 2023/2024.

Précision : les très jeunes arbitres sont exclus du dispositif.



CHAPITRE 2 – STATUT DES EDUCATEURS ET DES ENTRAINEURS DU FOOTBALL

ARTICLE 1 - OBLIGATION DE DIPLOMES

- Pour les équipes participant aux championnats R1 et R2 seniors, se référer au chapitre 2 du Statut des Educateurs et Entraîneurs de Football.
- Obligations complémentaires pour l'encadrement technique des équipes participant aux compétitions régionales.
- **Les équipes participant aux championnats organisés par la LAuRAFoot doivent obligatoirement être encadrées par un éducateur titulaire du ou des diplôme(s) ou certificat(s) suivant : (voir tableau ci-après)**

MASCULINES	25/26	26/27	FEMININES	25/26	26/27	FUTSAL	25/26	26/27
SENIORS R3	-CFF3 -DF coach seniors -BMF	-CFF3 -DF coach seniors -BMF	SENIORS R1F	-CFF3 -DF coach seniors -BMF	-CFF3 -DF coach seniors -BMF	SENIORS R1	-CERTIFICAT FUTSAL BASE -CFI de spécialité Futsal	-CERTIFICAT FUTSAL BASE -CFI de spécialité Futsal
U20 R1	-CFF3 -DF coach seniors -BMF	-CFF3 -DF coach seniors -BMF	SENIORS R2F	-CFI Seniors -CFF3 -DF coach Seniors -BMF	-CFI Seniors* -CFF3 -DF coach Seniors -BMF	SENIORS R2	-CERTIFICAT FUTSAL BASE -CFI de spécialité Futsal	-CERTIFICAT FUTSAL BASE -CFI de spécialité Futsal
U20 R2	-CFI Seniors -CFF3 -DF coach Seniors -BMF	-CFI Seniors* -CFF3 -DF coach Seniors -BMF	U18 R1F	-CFF3 -DF coach jeunes -BMF	-CFF3 -DF coach jeunes -BMF			
U18 R1	-CFF3 -DF coach jeunes -BMF	-CFF3 -DF coach jeunes -BMF	U18 R2F	-CFI U14-U19 -CFF3 -DF coach jeunes -BMF	-CFI U14-U19* -CFF3 -DF coach jeunes -BMF			
U18 R2	-CFI U14-U19 -CFF3 -DF coach jeunes -BMF	-CFI U14-U19* -CFF3 -DF coach jeunes -BMF						
U16 R1	-CFF3 -DF coach jeunes -BMF	-CFF3 -DF coach jeunes -BMF						
U16 R2	-CFI U14-U19 -CFF3 -DF coach jeunes -BMF	-CFI U14-U19* -CFF3 -DF coach jeunes -BMF						
U15 R1	-CFF2 -DF coach jeunes -BMF	-CFF2 -DF coach jeunes -BMF						
U15 R2	-CFI U14-U19 -CFF2 -DF coach jeunes -BMF	-CFI U14-U19* -CFF2 -DF coach jeunes -BMF						
U14 R1	-CFF2 -DF coach jeunes -BMF	-CFF2 -DF coach jeunes -BMF						

ARTICLE 2 - DESIGNATION DE L'EDUCATEUR

2.1 - Désignation en début de saison

Les clubs des équipes participant à tous les championnats de la LAuRAFoot, doivent avoir formulé une demande de licence conforme aux règlements pour l'éducateur en charge de l'équipe au plus tard la veille du premier match de championnat.

A compter du premier match de championnat, les clubs **qui n'ont pas désigné d'éducateur** seront pénalisés :

- Jusqu'au 30^e jour, d'une amende avec sursis.
- Du 31^e au 60^e jour, l'amende est fixée par les tarifs en vigueur avec révocation du sursis.
- A partir du 61^e jour, d'une amende et du retrait d'un point pour chaque match de championnat disputé en situation irrégulière.

2.2 - Désignation en cours de saison

En cas de non-respect en cours de saison de l'obligation d'encadrement du fait du départ de l'éducateur désigné et quel qu'en soit le motif, le club dispose pour régulariser sa situation, d'un délai de 30 jours calendaires à compter du lendemain du premier match officiel lorsque l'éducateur désigné n'est pas inscrit sur la feuille de match et absent du banc de touche.



Pendant ce délai, les sanctions financières prévues ne sont pas applicables si la situation est régularisée.

En cas de non-régularisation à l'issue de ce délai de 30 jours, dès le premier match **officiel** disputé en infraction, et pendant toute la durée de la non-désignation du nouvel éducateur et jusqu'à régularisation de la situation, le club :

- sera redevable des sanctions financières prévues pour chaque match officiel disputé (Championnat, coupe),
- encoure la sanction sportive prévue pour chaque match de championnat.

La C.R.S.E.E.F. notifie la sanction au club et aux Commissions chargées de l'organisation des compétitions pour application.

ARTICLE 3 - CHANGEMENT DE L'EDUCATEUR EN CHARGE DE L'EQUIPE

En cas de :

- départ en cours de saison de l'éducateur à l'initiative de celui-ci,
- départ en cours de saison de l'éducateur à l'initiative du club,
- départ en cours de saison de l'éducateur d'un commun accord, entre le club et l'éducateur,

Le club et l'éducateur doivent, dans les quarante-huit heures en aviser **par lettre recommandée avec accusé de réception ou mail** :

- la F.F.F (CFSEEF) et la CRSEEF de la LAuRAFoot, si l'éducateur possède une licence technique Nationale
- la CRSEEF de la LAuRAFoot, si l'éducateur possède une licence technique Régionale ou une licence éducateur fédéral.

La licence "Technique Nationale" ou la licence "Technique Régionale" ou la licence « Educateur Fédéral » détenue par l'éducateur au bénéfice dudit club est immédiatement et automatiquement annulée.

En cas de non-respect de ces dispositions **par le club**, la Commission Régionale du Statut des Educateurs et Entraîneurs du Football infligera aux clubs défaillants les sanctions prévues à l'Annexe 2 du Statut Fédéral des Educateurs et Entraîneur de Football ou par les dispositions prévues par les règlements de la LAuRAFoot.

Le club dispose pour régulariser sa situation, d'un délai de 30 jours calendaires à compter du lendemain du premier match officiel où l'éducateur qui quitte le club n'est plus inscrit sur la feuille de match et est absent du banc de touche.

En cas de non-respect de ces dispositions par l'éducateur, la Commission Régionale du Statut des Educateurs et Entraîneurs du Football infligera à l'éducateur défaillant, une sanction en conformité avec les règlements de la LAuRAFoot et l'annexe 2 du Statut Fédéral.

ARTICLE 4 - PRESENCE SUR LE BANC

4.1 - A l'issue de la procédure de désignation prévue, les éducateurs en charge des équipes soumises à obligation devront être présents sur le banc de touche à chacune des rencontres de compétitions officielles, leur nom étant mentionné à ce titre sur la feuille de match dans la case « ENTRAINEUR » (E), sur présentation de la licence. Ils doivent être présents sur le banc de touche, durant l'intégralité de la rencontre, et donner les instructions aux joueurs et autres techniciens dans les vestiaires et la zone technique avant et pendant le match.

Comme prévu aussi par l'article 43 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot, la vérification de la présence et de l'identité de l'éducateur inscrit sur la feuille de match s'effectue par l'arbitre et/ou le délégué. La présence ou l'absence de l'éducateur sera obligatoirement mentionnée sur la feuille de match et/ou sur le rapport du délégué.



La vérification de la présence et de l'identité de l'éducateur inscrit sur la feuille de match peut également s'effectuer par la CRSEEF.

Les sanctions financières applicables en cas de non-respect de l'obligation de présence sont identiques à celles prévues pour la non-désignation de l'éducateur.

4.2 - Après quatre rencontres **officielles** disputées en situation d'infraction, la C.R.S.E.E.F. peut infliger, en sus des amendes, une sanction sportive au club fautif par un retrait d'un point par match disputé en situation irrégulière.

Avant toute application des sanctions financières ou sportives, la C.R.S.E.E.F. apprécie le motif d'indisponibilité de l'éducateur ou entraîneur.

4.3 - Les clubs sont tenus d'avertir la C.R.S.E.E.F., par courrier électronique depuis leur messagerie officielle des absences de leurs éducateurs désignés, avant la rencontre officielle et au plus tard 48 heures après celle-ci.

4.4 - En cas de suspension **ou d'indisponibilité** pour plus de six matchs ou d'une durée supérieure ou égale à deux mois, des éducateurs ou entraîneurs en charge contractuellement ou sous bordereau de bénévolat d'une équipe soumise à obligation, les clubs concernés devront pourvoir à leur remplacement durant les matchs officiels par un éducateur ou entraîneur diplômé du club selon les modalités suivantes :

- pour les championnats SENIORS R1 et R2, (cf. article 14 du Statut Fédéral des Educateurs et Entraîneurs de Football).
- pour les championnats régionaux de R3, R1 F et R2 F, U20, U16, U18, U18 F, U15, U14, remplacement de l'entraîneur suspendu **ou indisponible** par un éducateur ou entraîneur titulaire a minima d'un CFF hors CFF4.
- pour les championnats de Futsal R1 et Futsal R2, remplacement de l'entraîneur suspendu **ou indisponible** par un éducateur ou entraîneur titulaire a minima du module « initiation » ou du module « entraînement » du certificat futsal de base.

4.5 – En cas de non-respect des dispositions prévues à l'article 4.4 il sera fait application, pour chaque match officiel disputé en situation irrégulière, des sanctions financières prévues à l'article 7 des présents règlements.

ARTICLE 4 BIS – IDENTIFICATION DE L'EDUCATEUR

Les éducateurs désignés comme étant en charge des équipes devront porter le brassard permettant leur identification.

La vérification du port du brassard sera effectuée par la CRSEEF.

En cas de non-port du brassard par l'éducateur, la C.R.S.E.E.F. transmettra le dossier à la PMS pour suite à donner.

ARTICLE 5 - DEROGATIONS

Les dérogations sont identiques pour tous les niveaux et toutes les catégories (sauf pour les équipes seniors R1 et R2) : cf. Statut Fédéral des Educateurs et Entraîneurs du Football.

Par mesure dérogatoire :

5.1 - les clubs accédant à une division supérieure au sein de tous les championnats de la ligue (seniors R3, jeunes, féminines, futsal) peuvent utiliser les services de l'éducateur diplômé qui leur a permis d'accéder à cette division tant qu'il aura la responsabilité complète de cette équipe (entraînements et matchs).

Cette mesure dérogatoire est applicable à partir de la saison d'accession.



5.2 – Le responsable de l'équipe ne possédant aucun diplôme ou certification ou ne possédant pas le niveau de diplôme requis doit s'engager par écrit auprès de la LAuRAFoot dans un plan de formation. Pour cela, il doit suivre la ou les sessions de formation lui permettant d'obtenir la ou les certification(s) ou le diplôme requis au niveau de l'équipe entraînée.

Cette mesure dérogatoire est applicable uniquement pour la saison en cours.

Elle ne peut pas être accordée deux saisons consécutives à un éducateur ou à une équipe.

5.3 - En cas de non-obtention de la ou des certification(s) et ou diplôme(s) à l'issue de la ou des formations, la CRSEEF apprécie le ou les motifs exceptionnel(s) de la non-obtention du ou des certifications ou diplôme requis pour accorder ou non une dérogation d'une saison supplémentaire.

5.4 - En cas de non-respect de son obligation de formation professionnelle, l'éducateur pourra bénéficier d'une dérogation qui prendra effet à compter de la date d'inscription à la session de recyclage.

L'éducateur devra alors s'engager par écrit auprès de la LAuRAFoot et fournir une preuve d'inscription à une FPC correspondant au plus haut niveau de diplôme.

Ainsi, les sanctions sportives prévues aux articles 2.1 et 2.2 du présent statut seront appliquées avec sursis.

Dans tous les cas, l'éducateur ne pourra disposer d'une licence technique.

Cette mesure dérogatoire est applicable uniquement pour la saison en cours. Elle ne peut pas être accordée deux saisons consécutives à un éducateur ou à une équipe.

Toutefois, si l'éducateur, bénéficiant de cette dérogation, ne s'est pas rendu à la FPC à laquelle il s'était inscrit, la CRSEEF révoquera le sursis, précédemment infligé, attendant aux sanctions sportives prévues aux articles 2.1 et 2.2 du présent statut.

ARTICLE 6 : APPLICATION

La Commission Régionale du Statut des Educateurs et Entraîneur de Football (CRSEEF) veille à l'application des dispositions du présent Règlement et apprécie, par tous moyens, l'effectivité de la fonction d'entraîneur principal afin de déterminer si le club et l'éducateur répondent à leurs obligations et en tirent les conséquences, notamment pour l'application des dispositions prévues par le présent règlement.

ARTICLE 7 – AMENDES FINANCIERES

En cas de non-respect des articles 2 et 4 du présent Statut, les amendes suivantes sont applicables :

- Pour les équipes évoluant en R3 seniors masculins, R1 seniors féminines, R1 jeunes masculins et féminines, R1 Futsal : 50€.
- Pour les équipes évoluant en R2 seniors féminines, R2 jeunes masculins et féminines, R2 futsal : 25 €.

Les amendes pour les clubs participant aux championnats seniors R1 et R2 sont prévues à l'annexe 2 du Statut Fédéral des Educateurs et Entraîneurs du Football.



Titre VI – Les Règlements particuliers des compétitions régionales

CHAPITRE 1 – LES CHAMPIONNATS REGIONAUX

SECTION 1 : CHAMPIONNATS RÉGIONAUX SENIORS LIBRES

ARTICLE 1 – TITRE ET CHALLENGE

La LAuRAFoot organise et administre chaque saison les Championnats Régionaux Seniors Libres suivants :

- Le championnat Régional 1 (R1)
- Le championnat Régional 2 (R2)
- Le championnat Régional 3 (R3)

ARTICLE 2 – DELEGATION

La Commission Régionale des Compétitions est chargée de l'organisation et de l'administration de la compétition.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS ET CONSTITUTION DES GROUPES

Les championnats sont ouverts aux équipes seniors évoluant à 11.

Le droit d'engagement est à verser à la LAuRAFoot avant la date fixée par l'article 47 des Règlements Généraux de la Ligue. Le droit d'engagement (cf : le tableau des tarifs) sera débité sur le compte du club.

Les groupes sont constitués par la Commission Régionale des Compétitions et homologués par le Conseil de la Ligue ou le Bureau Plénier au plus tard le 17 juillet, ce qui leur donne un caractère définitif.

Dans l'intérêt supérieur du football régional, le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier peuvent déroger à cette date à titre exceptionnel.

3.1 - Régional 1

- a) Le nombre d'équipes composant cette division est de **28** réparties en **2** poules de **14**.
- b) Si pour une raison quelconque le nombre d'équipes était supérieur à 28, la poule supérieure à 14 sera désignée par tirage au sort ; les descentes supplémentaires auront lieu à l'issue de la même saison afin de ramener les poules à 14 équipes (article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).
- c) Le droit d'engagement fixé est à verser avant la date fixée à l'article 47 des Règlements Généraux de la Ligue.
- d) Pour que les engagements soient acceptés, les Clubs de R1 devront être en règle avec le Statut des Educateurs et Entraîneurs du Football.

3.2 – Régional 2

- a) Le nombre d'équipes composant cette division est de 60 réparties en 5 poules de 12.
- b) Si pour une raison quelconque le nombre d'équipes était supérieur à 60, la ou les poule(s) supérieure(s) à 12 sera(ont) désignée(s) par tirage au sort ; les descentes supplémentaires auront lieu à l'issue de la même saison afin de ramener les poules à 12 équipes (article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).
- c) Le droit d'engagement fixé est à verser avant la date fixée à l'article 47 des Règlements Généraux de la Ligue.



d) Pour que les engagements soient acceptés, les Clubs de R2 devront être en règle avec le Statut des Educateurs et Entraîneurs du Football.

3.3 – Régional 3

a) Le nombre d'équipes composant cette division est de 120, réparties en 10 poules de 12.

b) Si pour une raison quelconque le nombre d'équipes était supérieur à 120, la ou les poule(s) supérieure(s) à 12 sera(ont) désignée(s) par tirage au sort ; les descentes supplémentaires auront lieu à l'issue de la même saison afin de ramener les poules à 12 équipes (article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).

c) Le droit d'engagement est à verser avant la date fixée à l'article 47 des Règlements Généraux de la Ligue.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES CLUBS

4.1 – Equipes de jeunes

Les clubs dont l'équipe représentative participe à l'un des Championnats Seniors Régionaux sont dans l'obligation d'engager des équipes de jeunes de U11 à U19 et de participer au championnat jusqu'à son terme.

Division R1 : Trois équipes de jeunes, dont deux à onze.

Division R2 : Trois équipes de jeunes, dont une à onze.

Division R3 : Deux équipes de jeunes.

4.1.a. - Regroupement de jeunes

Lorsque plusieurs clubs soumis au Statut opèrent un regroupement (entente, groupement ou club de jeunes) des équipes de jeunes, ce dernier doit comporter au minimum le nombre d'équipes correspondant à l'addition des obligations de ces clubs. Il suffit d'obtenir une attestation du Président du District pour valider la situation.

4.1.b. - Une équipe est considérée avoir participé effectivement à un championnat si un forfait général n'a été constaté à aucun moment par la Commission sportive compétente.

4.2 – Engagement en Coupe de France

Les clubs participant au championnat de Régional 1, Régional 2 ou Régional 3 sont dans l'obligation de s'engager et de participer à la Coupe de France.

4.3 – Engagement d'une équipe réserve

Les clubs dont l'équipe première participe au championnat Seniors de Régional 1 sont dans l'obligation d'engager une équipe réserve senior masculine en championnat dès le début de saison (régional ou départemental) et d'y participer jusqu'à son terme.

4.4 – Sanctions

La Ligue est chargée de vérifier le respect des obligations présentées ci-dessus, les conséquences automatiques de leur non-respect étant :

- 1ère saison d'infraction : Amende financière,

- 2ème saison d'infraction consécutive : Rétrogradation de l'équipe hiérarchiquement la plus élevée du club participant à l'un des trois niveaux régionaux, dans la division immédiatement inférieure à celle pour laquelle elle aurait été sportivement qualifiée.



ARTICLE 5 – ACCESSIONS ET RETROGRADATIONS

5.1 – Régional 1

Les 2 équipes de R1 éligibles à la montée en N3, à raison d'une accession par poule, doivent être classées à la première place de leur poule.

Celles-ci sont des équipes premières ou premières équipes réserves uniquement de clubs évoluant la saison suivante au niveau national en Ligue 1, Ligue 2 ou N1.

Si pour une raison quelconque, l'équipe classée première de sa poule ne pouvait accéder à la **N3**, l'équipe suivante de la même poule accèdera à sa place. Cette possibilité ne va pas au-delà du troisième.

Si le nombre d'équipes **de R1** est supérieur à **28** : descente(s) supplémentaire(s) en R2 (Article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).

Si le nombre d'équipes **de R1** est inférieur à **28** : repêchage(s) de descendant(s) (article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot), sauf le dernier de chaque poule et ensuite montées supplémentaires (article 24.4 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).

5.2 – Régional 2

Si pour une raison quelconque, l'équipe classée première de sa poule ne pouvait accéder à la **R1**, l'équipe suivante de la même poule accèdera à sa place. Cette possibilité ne va pas au-delà du troisième.

Si le nombre d'équipes est supérieur à 60 : descente(s) supplémentaire(s) en R3 (Article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).

Si le nombre d'équipes est inférieur à 60 : repêchage(s) de descendant(s) (article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot), sauf le dernier de chaque poule et ensuite montées supplémentaires (article 24.4 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).

5.3 – Régional 3

L'équipe classée première de chaque poule accèdera en Régional 2 la saison suivante, ainsi que les cinq meilleurs seconds des 10 poules du championnat Régional 3 en application de l'article 24.4 des présents règlements (départage mini-championnat).

Si pour une raison quelconque, l'équipe classée première de sa poule ne pouvait accéder à la **R2**, l'équipe suivante de la même poule accèdera à sa place. Cette possibilité ne va pas au-delà du troisième.

Si l'équipe classée seconde accède à la place de la première, il n'y aura pas de meilleur second dans cette poule et ladite équipe ne sera pas incluse dans le calcul du mini-championnat.

Si le nombre d'équipes est supérieur à 120 : descente(s) supplémentaire(s) (Article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).

Si le nombre d'équipes est inférieur à 120 : repêchage(s) de descendant(s) (article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot), sauf le dernier de chaque poule.

Montées des Districts en Régional 3 :

30 ou 29 équipes seniors réparties comme suit :

LYON ET RHONE : 5 (ou 4 si la montée en U20 R1 est issue du District 69).

DROME ARDECHE : 3

ISERE : 3

LOIRE : 3

PUY-DE-DOME : 3

HAUTE-SAVOIE PAYS-DE-GEX : 3

AIN : 2

ALLIER : 2

CANTAL : 2



HAUTE-LOIRE : 2

SAVOIE : 2

Montée de U20 R1 en R3 : de 0 à 1.

Article 5.4 – Tableau des montées et descentes seniors libres par niveau

Voir tableau des montées et descentes validé par le Bureau Plénier ou le Conseil de Ligue chaque début de saison.

ARTICLE 6 – CALENDRIERS ET HORAIRES

Pour les horaires des rencontres des matchs des championnats régionaux seniors, il y a lieu de se référer à l'article 31 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot.

ARTICLE 7 – TERRAINS

Les rencontres du Championnat Régional 1 devront se dérouler sur un terrain de catégorie T3 ou T3 SYN avec Eclairage E5 au minimum. Une dérogation d'une saison, renouvelable à titre exceptionnel, pourra être accordée aux clubs accédant à ce niveau.

En cas d'utilisation d'une installation de repli, celle-ci pourra être classée en T4 ou T4 SYN Eclairage E6 minimum en championnat R1.

Les rencontres de championnat Régional 2 devront se dérouler sur un terrain de niveau T4 ou T4 SYN avec éclairage E6 minimum et celles du championnat Régional 3, sur un terrain de niveau T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum. Toutefois, il est recommandé aux Clubs disputant le Championnat R2 de disposer d'un terrain classé en niveau T3 ou T3 SYN avec éclairage E5 minimum.

Pour le championnat de Régional 2, l'installation de repli pourra être de niveau T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 et en championnat Régional 3, elle pourra être de niveau T6 ou T6 SYN avec éclairage E6.

ARTICLE 8 – APPEL

A l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au règlement disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

Le délai d'appel est réduit à deux jours si la décision contestée est relative à un litige survenu lors des trois dernières journées de la compétition ou porte sur le classement de fin de saison.

ARTICLE 9 – DIVERS

Pour tous les cas non cités dans le présent règlement, il faut se conformer aux Règlements Généraux de la Ligue et de la FFF.

S'ils ne sont pas prévus dans ces règlements, ils seront tranchés par la Commission Régionale compétente et/ou par le Bureau Plénier et/ou par le Conseil de Ligue.



SECTION 2 : CHAMPIONNATS RÉGIONAUX SENIORS FEMININS LIBRES

ARTICLE 1 – TITRE ET CHALLENGE

La LAuRAFoot organise chaque saison les Championnats Régionaux Seniors Féminins :

- Le championnat R1 F
- Le championnat R2 F

Les groupes sont constitués par la Commission Régionale des Compétitions et homologués par le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier au plus tard le 17 juillet, ce qui leur donne un caractère définitif.

Dans l'intérêt supérieur du football régional, le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier peuvent déroger à cette date à titre exceptionnel.

ARTICLE 2 – DELEGATION

La Commission Régionale des Compétitions est chargée de l'organisation et de l'administration de la compétition.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS

Les championnats sont ouverts aux équipes féminines seniors évoluant à 11.

Les engagements doivent être adressés à la LAuRAFoot avant la date fixée par celle-ci. Le droit d'engagement (cf : le tableau des tarifs) sera débité sur le compte du club.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES CLUBS

► Les clubs de R1 F doivent, a minima et de manière cumulative :

- Avoir au moins une équipe féminine dans les catégories jeunes (U12 F à U19 F) engagée dans une compétition de Ligue ou de District. Cette équipe devra obligatoirement participer aux compétitions jusqu'à leur terme. Les ententes ne sont pas valables pour satisfaire à cette obligation.
- Disposer d'au moins 12 jeunes licenciées (U6 F à U11 F).

Un état des lieux du respect de ces critères est notifié en décembre à chaque club et le constat définitif est arrêté le 30 avril.

Le club qui ne répond pas aux critères de l'article 33.2 des Règlements Généraux de la FFF, ne peut participer à la Phase d'Accession Nationale (PAN).

En outre, les clubs doivent participer :

- à la Coupe de France Féminine.
- à la Coupe LAuRAFoot Féminine.

► Les clubs de R2 F doivent :

- Avoir au moins une équipe féminine U6 F à U19 F engagée dans une compétition de Ligue ou de District. Cette équipe devra obligatoirement participer aux compétitions jusqu'à leur terme ou avoir participé à 8 plateaux minimum.
Les ententes et les groupements sont valables pour satisfaire à cette obligation.
- Avoir un nombre de licenciées comportant au moins 12 jeunes licenciées (U6 F à U13 F).

En outre, les clubs doivent participer :

- à la Coupe de France Féminine.
- à la Coupe LAuRAFoot Féminine.

Ces dispositions seront vérifiées en fin de championnat.



En cas d'accession en championnat R2 F, une dérogation à l'une de ces obligations sera accordée au club montant sur l'année d'accession.

► **Sanctions :**

Pour chaque obligation non respectée, en R1 F comme en R2 F, il sera procédé à un retrait de 2 points fermes au classement de l'équipe seniors concernée.

Obligations concernant les terrains :

Les Clubs évoluant en R1 F et R2 F doivent disposer au minimum d'un terrain classé en niveau T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum.

En cas de besoin, l'installation de repli pourra être de niveau T6 ou T6 SYN avec éclairage E6.

ARTICLE 5 – DEROULEMENT DES COMPETITIONS

Les championnats régionaux Seniors Féminins se déroulent sur deux niveaux (R1 F et R2 F).

• **R1 F :**

Constitué d'une poule unique de 12 équipes, le championnat R1 F se dispute sur une seule phase selon la formule championnat matchs aller-retour.

Pour les modalités d'accession et de rétrogradation, il y aura trois descentes de R1 F en R2 F et trois montées de R2 F en R1 F. Toutefois, il faudra se référer au tableau des montées et descentes validé par le Bureau Plénier ou le Conseil de Ligue chaque début de saison, pour connaître la situation définitive des montées et descentes en fin de saison.

• **R2 F :**

Constitué de trois poules géographiques de dix équipes chacune, soit 30 équipes, le championnat R2 F se dispute sur une seule phase selon la formule championnat matchs aller-retours.

Les modalités de descentes de R2 F vers les championnats départementaux ainsi que les montées des équipes de District en R2 F seront arrêtées chaque saison lors du Conseil de Ligue qui suivra la date limite du 10 octobre.

Pour être éligibles à l'accession en R2 F, les équipes doivent avoir participé à un championnat de District étant allé à son terme avec un minimum de 8 équipes.

ARTICLE 5 BIS - HORAIRES

Pour les horaires des rencontres des matchs des championnats régionaux seniors féminins, il y a lieu de se référer à l'article 31 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot.

ARTICLE 6 – QUALIFICATION DES JOUEUSES

Les joueuses doivent être qualifiées en conformité avec les Règlements Généraux de la FFF et de la LAuRAFoot.

De plus, conformément à l'article 73.2.a) alinéa 2 des Règlements Généraux de la FFF, la LAuRAFoot autorise à participer aux championnats régionaux Seniors Féminins :

- 1 U16 F (surclassée)
- 2 U17 F (surclassée)

ARTICLE 7 – DEROULEMENT DES CHAMPIONNATS

Le déroulement des épreuves se fera en conformité avec le statut fédéral féminin et selon le calendrier établi par la Ligue.

Les règlements généraux de la FFF et de la Ligue seront appliqués pour ces championnats.



ARTICLE 8 – Appel

A l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au règlement disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

Le délai d'appel est réduit à deux jours si la décision contestée est relative à un litige survenu lors des trois dernières journées de la compétition ou porte sur le classement de fin de saison.

ARTICLE 9 – DIVERS

Pour tous les cas non cités dans le présent règlement, il faut se conformer aux Règlements Généraux de la Ligue et de la FFF.

S'ils ne sont pas prévus dans ces règlements, ils seront tranchés par la Commission Régionale compétente et/ou par le Bureau Plénier et/ou par le Conseil de Ligue.



SECTION 3 : CHAMPIONNATS REGIONAUX U18 F

Article 1 – TITRE

La Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de Football organise deux championnats régionaux U18 F intitulés :

- CHAMPIONNAT U18 R1 F
- CHAMPIONNAT U18 R2 F

ARTICLE 2 – COMMISSION D'ORGANISATION

La Commission Régionale des Compétitions est chargée de l'organisation et de l'administration de la compétition, suivant les directives du Conseil de Ligue.

Article 3 – ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS

Article 3.1 – Engagements

Ces championnats sont ouverts aux Clubs du territoire Auvergne-Rhône-Alpes affiliés à la F.F.F. dont les équipes féminines U18 évoluent en Foot à 11.

Le droit d'engagement est fixé chaque saison par le Conseil de Ligue de la LAuRAFoot (voir tarifs).

Article 3.2 – Obligations

Les équipes participant au championnat U 18 F doivent justifier du service d'un(e) éducateur(trice) diplômé(e) d'un CFF3. Les clubs ayant une équipe évoluant en championnat U18 F doivent :

- Avoir au minimum une équipe féminine U6 F à U13 F (Foot à 3, 4, 5 ou 8) engagée dans une compétition de District. Cette équipe devra obligatoirement participer aux compétitions jusqu'à leur terme ou avoir participé à 8 plateaux minimum. Les ententes et les groupements sont valables pour satisfaire à cette obligation.
- Avoir un nombre de licenciées comportant au moins 12 jeunes licenciées (U6 F à U13 F).

Article 3.3 – Sanctions :

En cas de non-respect d'une au moins de ces obligations en U18 R1 F comme en U18 R2 F, il sera procédé à un retrait de 3 points fermes au classement final de l'équipe U18 F concernée.

Article 4 – DEROULEMENT DES CHAMPIONNATS

Les groupes sont constitués par la Commission Régionale des Compétitions et homologués par le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier au plus tard le 17 juillet, ce qui leur donne un caractère définitif.

Dans l'intérêt supérieur du football régional, le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier peuvent déroger à cette date à titre exceptionnel.

Article 4.1 – Le déroulement de l'épreuve se fera en conformité avec le statut fédéral féminin.

Le calendrier est établi par la Commission Régionale des Compétitions et homologué par le Conseil de Ligue.

Article 4.2 – Le classement sera déterminé par application de l'article 23 des Règlements Généraux de la ligue.

Article 4.3 – Remplacements des joueuses : application de l'article 28 des Règlements Généraux de la ligue.

Article 4.4 – Les championnats se disputent sur une seule phase en matchs aller-retour et sont organisés comme suit :

- En U18 R1 F : une poule unique de 12 équipes.
- En U18 R2 F : deux poules de 10 équipes chacune.

Article 4 BIS : HORAIRES ET DUREE

Pour les horaires des rencontres des matchs régionaux U18 féminines, il y a lieu de se référer à l'article 31 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot.

Les rencontres du championnat régional U18 F se déroulent sur une période de 2x40 minutes.



Article 5 – ACCESSIONS ET RETROGRADATIONS

En U18 R1 F :

Après application des sanctions prévues pour le non-respect des obligations fixées par la Ligue (voir article 3.3 ci-avant),

- Le club classé à la première place (ou suivants dans l'ordre du classement au terme de la compétition si le premier n'est pas en situation de monter pour tout motif, notamment disciplinaire) sera retenu pour participer à la Phase d'Accession Nationale au Championnat National Féminin U19 en application des dispositions fixées à l'article 6 du règlement de l'Accession à cette compétition.
- Les deux derniers de la poule rétrograderont en U18 R2F.

Dans le cas où une équipe descendrait du Championnat National U19 F, elle retrouvera sa place en U18 R1 F. Dans le cas où elle est déjà représentée à ce niveau du championnat régional, la relégation de cette équipe se fera en seniors R1 Féminines.

En U18 R2 F :

- Le premier de chaque poule – sauf empêchement règlementaire ou disciplinaire – accèdera au niveau U18 R1 F.
- Les modalités d'accession des Districts et de rétrogradation de Ligue seront déterminées chaque saison par le Conseil de Ligue qui suivra la date limite du 10 octobre.

Pour être éligibles à l'accession en U18 R2 F, les équipes doivent avoir participé à un championnat de District étant allé à son terme avec un minimum de 8 équipes.

Article 6 – ANNEES D'AGE AUTORISEES

Les catégories pouvant évoluer en championnat U18 F sont les suivantes :

- U18 F : illimité
- U17 F : illimité
- U16 F : illimité
- U15 F : trois.

Les joueuses licenciées U15 F peuvent participer à cette compétition à condition d'y être autorisées médicalement dans les conditions de l'article 73.1 des Règlements Généraux de la FFF.

Les groupements sont autorisés à participer mais ne seront pas retenus pour disputer la Phase d'Accession Nationale.

Article 7 - REGLEMENTATION

Ces championnats régionaux se disputent suivant les Règlements Généraux de la F.F.F. et de la Ligue.

Article 8 – FORFAIT

Il sera fait application de l'article 23.2 des Règlements Généraux de la Ligue.

Article 9 – TERRAINS

Les Clubs disputant le championnat régional U18 Féminin doivent disposer d'un terrain classé en niveau T6 ou T6 SYN avec éclairage E7 minimum.

Article 10 – MATCH REMIS

Il sera fait application de l'article 29 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot.

ARTICLE 11 – Appel

A l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au règlement disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

Le délai d'appel est réduit à deux jours si la décision contestée est relative à un litige survenu lors des trois dernières journées de la compétition ou porte sur le classement de fin de saison.



Article 12 – DIVERS

Article 12-1 – Il ne peut être engagé qu'une seule équipe du même club par niveau

Article 12-2 - Pour tous les cas non cités dans le présent règlement, il faut se conformer aux Règlements Généraux de la Ligue et de la FFF.

S'ils ne sont pas prévus dans ces règlements, ils seront tranchés par la Commission Régionale compétente et/ou par le Bureau Plénier et/ou par le Conseil de Ligue.



SECTION 4 : CHAMPIONNATS REGIONAUX FUTSAL

ARTICLE 1 - TITRE

La Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de Football (LAuRAFoot) organise deux épreuves régionales Seniors FUTSAL intitulées :

- CHAMPIONNAT FUTSAL R1
- CHAMPIONNAT FUTSAL R2

ARTICLE 2 – COMMISSION D'ORGANISATION

La commission régionale des compétitions est chargée de l'organisation, de l'administration et de la gestion des 2 compétitions.

ARTICLE 3- ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS

Article 3.1 - Engagements

Ces championnats sont ouverts aux clubs d'Auvergne-Rhône-Alpes affiliés à la FFF. Ils doivent être à jour avec la trésorerie de la Fédération, de la Ligue et de leur District lors de l'inscription.

3.1.1 – Les clubs participant à ces épreuves régionales sont dans l'obligation de s'engager en Coupe Nationale Futsal et en Coupe Régionale Futsal.

3.1.2 – Le droit d'engagement est fixé chaque saison par le Conseil de Ligue de la LAuRAFoot (voir tarifs).

3.1.3 – Ces championnats régionaux sont de niveau A.

Article 3.2 – Obligations

Tous les clubs engagés en Futsal R1 et Futsal R2 auront l'obligation de :

a) se conformer aux dispositions fixées au statut de l'arbitrage.

b) se conformer aux dispositions prévues au Statut des éducateurs et entraîneurs du football.

c) disposer au sein du club d'au moins 2 référents sécurité Futsal licenciés ayant suivi la formation de référents sécurité avant le 15 juillet de la saison.

Par la voie du site internet de la Ligue, la Commission Régionale des Compétitions Futsal informe avant le 30 septembre, les clubs qui ne sont pas en règle avec l'obligation de disposer de deux référents sécurité futsal, des sanctions financières et ou sportives (voir ci-dessous) qui seront applicables en cas de non-régularisation de la situation au 31 janvier suivant.

La Ligue disposera ensuite jusqu'au 15 juin pour publier la liste définitive des clubs en infraction et les sanctions applicables, notamment les amendes et le nombre de joueurs mutés en moins pour la saison suivante.

Sanctions financières, par référent sécurité manquant :

- Première saison d'infraction : 50 euros pour le Futsal R1 et le Futsal R2.
- Deuxième saison d'infraction : amendes doublées.
- Troisième saison d'infraction : amendes triplées.
- Quatrième saison d'infraction et suivantes : amendes quadruplées.

Sanctions sportives (valables durant toute la saison), pour tout club figurant sur la liste arrêtée au 15 juillet :

- club en première année d'infraction : le nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet "Mutation" autorisés à pratiquer dans l'équipe régionale hiérarchiquement la plus élevée est diminué, pour la saison suivante, d'une unité.
- club en deuxième année d'infraction : le nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet "Mutation" autorisés à pratiquer dans l'équipe régionale hiérarchiquement la plus élevée est diminué, pour la saison suivante, de deux unités.
- club en troisième année d'infraction : le nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet "Mutation" autorisés à pratiquer dans l'équipe régionale hiérarchiquement la plus élevée est diminué, pour la saison suivante, du nombre total d'unités équivalant au nombre de mutations de base auquel le club avait droit.



Cette mesure ne concerne pas les joueurs mutés supplémentaires autorisés en application des dispositions de l'article 164 des Règlements Généraux de la FFF.

Elle est valable pour toute la saison et reprend effet pour chacune des saisons suivantes en cas de nouvelle infraction.

Attention : ces sanctions sont cumulables avec celles prévues par le Statut de l'Arbitrage.

Lorsqu'un club a régularisé sa situation, les sanctions financières et sportives reprennent effet en cas de nouvelle infraction et sont appliquées :

- a) au niveau de la dernière pénalité, s'il a été en règle pendant une saison,
- b) au niveau de la première année d'infraction s'il a été en règle pendant deux saisons consécutives.

Par ailleurs, l'un au moins de ces deux référents sécurité devra être présent au gymnase pour chaque rencontre à domicile et être inscrit sur la feuille de match.

En cas de non-respect de cette obligation, des sanctions financières et sportives seront appliquées.

Sanction financière, par match disputé en situation irrégulière :

50 euros pour le Futsal R1 et le Futsal R2.

Sanctions sportives :

Après quatre rencontres disputées en situation d'infraction, la Commission Régionale Futsal peut infliger, en sus des amendes, une sanction sportive au club fautif par un retrait d'un point par match disputé en situation irrégulière.

Avant toute application des sanctions financières ou sportives, la Commission Régionale Futsal apprécie le motif d'indisponibilité du référent sécurité.

Les clubs sont tenus d'avertir ladite commission par écrit, des absences de leur(s) référent(s) sécurité.

d) avoir une équipe réserve participant à un championnat Futsal de Ligue ou de District, si un tel championnat de District ou Interdistricts existe, et terminant le championnat.

Une équipe régionale se trouvant être l'équipe réserve d'une équipe évoluant en D1 ou D2 Futsal n'est pas concernée par cette obligation.

A défaut de satisfaire à cette obligation, l'équipe sera rétrogradée la saison suivante, dans la division immédiatement inférieure à celle pour laquelle il aurait été sportivement qualifié eu égard à la place obtenue dans le classement à l'issue de la saison.

e) utiliser des gymnases classés en Niveau 3 pour le Futsal R1 et en Niveau 4 pour le Futsal R2.

ARTICLE 4 – SYSTEME DES EPREUVES

Article 4.1 – Les compétitions se disputent sous forme de championnat de la manière suivante :

- En R1 Futsal : une poule unique à 12 équipes en une seule phase par matchs aller-retour.

- En R2 Futsal :

Une poule unique à 14 équipes en une seule phase par matchs aller-retour.

Le nombre de montées en division supérieure (Futsal R1) et de relégations en division inférieure (championnat Futsal de District) sera fixé chaque saison par le plus proche Conseil de Ligue qui suivra la date limite du 10 octobre.

Les groupes sont constitués par la Commission Régionale des Compétitions et homologués par le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier au plus tard le 17 juillet, ce qui leur donne un caractère définitif.

Dans l'intérêt supérieur du football régional, le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier peuvent déroger à cette date à titre exceptionnel.

Article 4.2 – En complément aux dispositions énoncées par le présent règlement, les lois du jeu du Futsal édictées par la F.I.F.A. sont applicables.



Article 4.3 – Le calendrier est établi par la Commission Régionale sportive et validé par le Conseil de Ligue.

Article 4.4 – Lors de leurs engagements, les clubs indiquent à la Commission Sportive l'heure du coup d'envoi de leurs rencontres à domicile, le samedi entre 14h00 et 20h00 ou le dimanche entre 15h00 et 18h00.

Si le club ne donne pas son horaire légal deux semaines avant le début de la compétition, il sera fixé par défaut au samedi à 17h00.

La Commission sportive communique le jour et l'horaire retenu, qui devient l'horaire légal, à l'ensemble des clubs.

A titre exceptionnel, la rencontre pourra être déplacée le vendredi entre 20h00 et 22h00 à deux conditions :

- qu'il y ait au maximum 100 kms entre les sièges des deux clubs.
- qu'il y ait accord des deux clubs.

Article 4.5 – Périodes autorisées pour changer les horaires

3 périodes régissent les changements d'horaire :

- Période VERTE : Cette période se situe jusqu'à 18h00 le lundi qui précède de 13 jours le dimanche du week-end de la rencontre : accord de l'adversaire obligatoire si l'horaire souhaité est hors des horaires légaux ou autorisés.
- Période ORANGE : Cette période se situe jusqu'à 18h00 le lundi qui précède de 6 jours le dimanche du week-end de la rencontre : accord de l'adversaire obligatoire et ce quel que soit l'horaire demandé.
- Période ROUGE : Cette période dite d'exception se situe de 18h00 le lundi qui précède de 6 jours le dimanche du week-end de la rencontre jusqu'au jour de celle-ci : modification interdite sauf accord explicite de la Commission.

En cas de non-respect de cette procédure, les clubs auront match perdu par pénalité avec application des règles équivalentes au forfait.

Les changements de gymnase au sein d'un club ne nécessitent pas l'accord de l'adversaire, même en période orange ou rouge, si le gymnase – retenu et classé - figure sous le numéro du club recevant. Celui-ci aura l'obligation de prévenir au préalable la Ligue (par mail et téléphone) les officiels et l'adversaire au moins trois heures avant le match.

Article 4.6 – Le club recevant fournira le ballon du match et disposera d'un ballon de secours.

Article 4.7 – Lever de rideau : le match devra débuter 2 heures minimum avant le coup d'envoi du match principal.

ARTICLE 5 – DUREE DES RENCONTRES

Article 5.1 – En R1 la durée d'une rencontre est de 2 x 20 minutes en temps réel sauf en cas de panne de chronométrage (2 x 25 minutes)

En R2, la durée d'une rencontre est de 2 x 20 minutes en temps réel. Toutefois il sera toléré 2 x 25 minutes en cas d'absence de chronométrage des arrêts de jeu.

Article 5.2 - Chaque rencontre sera dirigée par deux arbitres officiels.

Article 5.3 - Le chronométrage ne pourra être arrêté durant la partie que sur la demande des arbitres.

ARTICLE 6 – ORGANISATION

Article 6.1 - Le classement des équipes est établi en tenant compte des points attribués selon les modalités déterminées à l'article 23.1 des Règlements Généraux de la Ligue.

Article 6.2 - En cas d'égalité de deux ou plusieurs équipes, il est tenu compte de l'article 23.3 des Règlements Généraux de la ligue.

ARTICLE 7 – LICENCES – QUALIFICATIONS – DISCIPLINE

Article 7.1 – Licences et qualifications

7.1.1 - Pour participer aux championnats régionaux Futsal, les joueurs doivent être régulièrement qualifiés pour leur club à la date de la rencontre et être autorisés à pratiquer en catégories seniors ou U19.

Au cours d'une saison, si un championnat se dispute avec une poule unique, un club ne pourra faire participer qu'un seul joueur ayant déjà pris part audit championnat avec une autre équipe de la poule.

Au cours d'une saison, si un championnat se dispute avec des poules multiples, un club pourra faire participer des joueurs ayant pris part audit championnat avec des équipes issues des autres poules. Toutefois, un club ne



pourra faire participer qu'un seul joueur ayant déjà pris part audit championnat avec une autre équipe de sa poule.

Ces restrictions ne s'appliquent pas en cas de forfait général de l'équipe du club quitté.

7.1.2 - Le nombre de joueurs mutés est limité dans les conditions de l'article 160 des Règlements Généraux de la FFF.

Le nombre total de joueurs étrangers, non ressortissants de l'Union Européenne ou de l'espace Economique Européen ou de pays disposant d'accord d'association ou de coopération avec l'Union Européenne, inscrits sur la feuille de match ne peut excéder deux, conformément au Règlement du Championnat de France Futsal.

Le nombre de joueurs titulaires d'une licence Futsal et d'une licence Libre, de Football Loisir ou de Football Entreprise pouvant être inscrits sur la feuille de match est limité, conformément à l'article 27.2 des Règlements Généraux de la Ligue.

7.1.3 – Pour la vérification des licences, il est fait application de l'article 26.1 des Règlements Généraux de la ligue.

7.1.4 - Les joueurs U16 du pôle France Futsal peuvent pratiquer en Futsal Senior dans les compétitions de Ligue, dans la limite de deux joueurs U16 pouvant figurer sur la feuille de match.

Article 7.2 – Discipline

7.2.1 – Les questions résultant de la discipline des joueurs, éducateurs, dirigeants, supporters et spectateurs sont jugées, conformément au Règlement Disciplinaire figurant en annexe 2 des Règlements Généraux de la FFF, par les commissions compétentes.

7.2.2 – Dans le cadre de ces championnats, les sanctions prononcées sont l'avertissement ou l'exclusion.

Un joueur expulsé avant le coup d'envoi ne pourra être remplacé que par l'un des remplaçants désignés comme tels.

Un remplaçant expulsé avant le coup d'envoi ne pourra pas être remplacé.

Sous réserve de l'autorisation du chronométreur ou du troisième arbitre (arbitres assistants), un remplaçant pourra pénétrer sur le terrain de jeu deux minutes effectives après l'expulsion de son coéquipier, sauf si un but est marqué avant que les deux minutes ne se soient écoulées. Dans ce cas, les dispositions suivantes s'appliquent:

- si les équipes jouent à cinq contre quatre et que l'équipe ayant la supériorité numérique marque un but, l'équipe de quatre joueurs pourra être complétée par un cinquième joueur ;
- si les deux équipes jouent avec quatre ou trois joueurs et qu'un but est marqué, les deux équipes conserveront le même nombre de joueurs ;
- si les équipes jouent à cinq contre trois ou à quatre contre trois et que l'équipe en supériorité numérique marque un but, l'équipe de trois pourra récupérer un joueur supplémentaire ;
- si l'équipe en infériorité numérique marque un but, le nombre de joueurs de chaque équipe reste inchangé.

ARTICLE 8 – NOMBRE DE JOUEURS

Les équipes sont composées de cinq joueurs dont un gardien de but.

Le nombre de joueurs remplaçants pouvant figurer sur la feuille de match est de sept.

Pour tous les joueurs, les remplacements sont volants. Les joueurs remplacés peuvent continuer à participer à la rencontre en qualité de remplaçant.

Le nombre de joueurs est de trois minimum pour débiter un match.

Si une équipe comporte moins de trois joueurs, y compris le gardien de but, le match doit être arrêté.

ARTICLE 9 – EQUIPEMENT DES JOUEURS

L'équipement des joueurs doit répondre aux exigences de l'article IV des lois du jeu du Futsal édictées par la FIFA.

Les équipes doivent avoir à leur disposition deux jeux de maillots de couleurs différentes. Le port des protège-tibias est obligatoire.

La numérotation des joueurs inscrits sur la Feuille de match va de 1 à 12. Les numéros 1 et 12 sont réservés aux gardiens de but.

ARTICLE 10 – BALLONS

Les caractéristiques des ballons doivent répondre aux normes indiquées à la loi II des lois du jeu de Futsal édictées par la FIFA.



ARTICLE 11 – ARBITRES

Article 11.1 - Les arbitres sont désignés par la Commission Régionale de l'Arbitrage. Deux arbitres seront désignés par match.

Article 11.2 – Les frais d'arbitrage seront à la charge des clubs recevants suivant le barème officiel de la Ligue.

ARTICLE 12 – FEUILLE DE MATCH

Les rencontres sont traitées sous feuille de match informatisée (FMI) dans les conditions définies à l'article 33 des Règlements Généraux de la Ligue.

ARTICLE 13 – ACCESSIONS ET RETROGRADATIONS EN FIN DE SAISON

- **En R1 Futsal :**

- Le premier sera éligible à la participation à la phase d'accession interrégionale Futsal à l'exception des équipes réserves et sous réserve d'être en règle avec les obligations techniques et sportives fixées par la Ligue (cf. article 3.2 du présent règlement).

- Les 2 derniers de la poule rétrograderont en R2 Futsal.

Si pour la saison suivante, le nombre d'équipes en R1 Futsal était inférieur à 12, il sera procédé au repêchage de descendant(s) excepté le dernier, puis à une ou des montée(s) supplémentaire(s) de R2 Futsal si nécessaire.

Si ce nombre d'équipes était supérieur à 12, il sera procédé à une ou des descente(s) supplémentaire(s) en R2 Futsal.

- **En R2 Futsal :**

- Les **deux premiers** de la poule en règle avec les obligations techniques et sportives fixées par la Ligue (cf. article 3.2 du présent règlement) **accéderont** en R1 Futsal. Si pour une raison quelconque, **l'une des deux équipes ou les deux équipes classées première et deuxième ne pouvaient** accéder à la série supérieure, l'équipe suivante de la poule accèdera à sa/**leur** place. Cette possibilité ne va pas au-delà du **quatrième** de cette même poule.

- Le nombre de clubs qui descendent de R2 Futsal sera fonction de celui d'accédants de District (éligibles). Le dernier de chaque poule descendra automatiquement et ne pourra être repêché.

- **Montées des Districts :**

Le premier de chaque District éligible accèdera en R2 Futsal (un District éligible est un District qui organise un championnat par matchs aller-retour étant allé à son terme avec un minimum de 8 équipes).

En cas de refus d'accession en R2 Futsal ou de place vacante à ce niveau, repêchage de descendant(s), **sauf le dernier**.

ARTICLE 14 – DEPARTAGE EQUIPES

- Descentes : application de l'article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot.
- Montées : application de l'article 24.4 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot.

ARTICLE 15 – TABLE DE MARQUE

En compétition, la table de marque est obligatoire.

Sous l'autorité de l'arbitre principal, elle est composée d'un dirigeant licencié de chaque équipe dont l'identité doit être inscrite sur la feuille de match.

ARTICLE 16 – DIVERS

16.1 - A l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au règlement disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

Le délai d'appel est réduit à deux jours si la décision contestée est relative à un litige survenu lors des trois dernières journées de la compétition ou porte sur le classement de fin de saison.



16.2 - Pour tous les cas non cités dans le présent règlement, il faut se conformer aux Règlements Généraux de la Ligue et de la FFF.

S'ils ne sont pas prévus dans ces règlements, ils seront tranchés par la Commission Régionale compétente et/ou par le Bureau Plénier et/ou par le Conseil de Ligue.



SECTION 5 : CHAMPIONNATS REGIONAUX JEUNES LIBRES

POUR LES CHAMPIONNATS JEUNES U14 ET U15

Le championnat U15 LAuRAFoot est composé de 120 équipes dont 36 équipes U14, à savoir :

- 3 poules U15 R1 (1 de niveau A et 2 de niveau B) de 12 équipes soit 36 équipes, jumelées à 3 poules U14 R1 de 12 équipes, soit un total de 72 équipes.
- 4 poules U15 R2 de 12 équipes, soit un total de 48 équipes.

Les équipes présentes en poules U15 R1 devront obligatoirement avoir une équipe U14 engagée dans le niveau U14 R1. Le calendrier de ces deux équipes sera jumelé pour faciliter la logistique et le coût des transports pour chaque club (déplacements et réceptions des matchs identiques au cours de la saison).

Les groupes sont constitués par la Commission Régionale des Compétitions et homologués par le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier au plus tard le 17 juillet, ce qui leur donne un caractère définitif. Dans l'intérêt supérieur du football régional, le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier peuvent déroger à cette date à titre exceptionnel.

1. Règles de fonctionnement

Joueurs pouvant participer à ces championnats :

Pourront participer aux championnats U15 R1 et U15 R2, les joueurs de catégories U15 et U14.

Pourront participer aux championnats U14 R1 A et B, les joueurs des catégories U14 et U13 ainsi que deux joueurs U15 maximum dans les conditions suivantes :

- a- Ces deux joueurs ne doivent pas sortir d'une suspension purgée quelle qu'elle soit. (Exemple : 1 joueur U15 qui purge son match ou son dernier match de suspension le 21 octobre ne peut pas jouer le 28 octobre avec les U14)
- b- Si un ou deux joueurs U15 sont alignés sur une même feuille de match U14 R1 A et B, ils ne doivent pas avoir participé à la dernière rencontre en U15 et U16.
- c- La participation d'un ou deux U15 R1 A et B en U14 R1 A et B doit respecter le nombre de quatre mutés sur la feuille de match.

Les clubs évoluant au niveau R1 ne pourront pas avoir d'équipe réserve sur le niveau R2.

Afin d'éviter des déplacements longs et coûteux, les poules seront organisées géographiquement.

2. Montées et descentes :

Il y a une poule en U14/U15 R1 niveau A, soit 12 équipes.

Il y a deux poules en U14/U15 R1 niveau B, soit 24 équipes.

Il y a 4 poules en U15 R2 soit 48 équipes.

Le premier de chaque poule de U15 R1 niveau B monte en U15 R1 niveau A.

Le premier de chaque poule de U15 R2 monte en U15 R1 niveau B ainsi que les deux meilleurs seconds.

Si pour une raison quelconque, l'équipe classée première de sa poule ne pouvait accéder à la série supérieure, l'équipe suivante de la même poule accèdera à sa place. Cette possibilité ne va pas au-delà du troisième.

Les premiers des 11 districts accèderont au championnat U15 R2. Pour atteindre le chiffre de 12 montées, le District de Lyon et du Rhône pourra faire monter une deuxième équipe de son championnat D1. Il y aura donc un total de 12 équipes accédant au niveau U15 R2.

Les districts pourront faire monter en U15 R2, leur équipe première U14 ou U15 D1.

Voir tableau des montées et descentes validé par le Bureau Plénier ou le Conseil de Ligue chaque début de saison.



3. Organisation des rencontres

Les rencontres U15 R1 A ou B devront se jouer le même jour et si possible à la même heure que les rencontres U14 liées à cette compétition. Par dérogation, une rencontre U14 peut se jouer en lever de rideau de la rencontre U15.

Les clubs devront fournir un terrain classé en niveau T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum pour les rencontres U15 R1.

Pour les rencontres U15 R2 et U14, les clubs devront utiliser un terrain classé en niveau T6 ou T6 SYN avec éclairage E6 minimum. Ce terrain devra être équipé de vestiaires.

Pour des questions de logistique, une rencontre U15 peut se jouer sur un site, alors que la rencontre U14 se disputera sur un autre site. Ceci afin de permettre aux clubs qui ont des difficultés de planning de terrains de pouvoir s'organiser.

Pour les horaires des rencontres des matchs régionaux Jeunes U15, il y a lieu de se référer à l'article 31 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot.

Si lors de la programmation (période verte ou orange) par le club recevant, les deux rencontres U14 et U15 ne sont pas :

-a- le même jour à la même heure (lieu identique ou pas)

-b- le même jour avec un des deux matchs en lever de rideau de l'autre sur le même terrain, le club visiteur peut refuser cette programmation. Il revient alors au club recevant de replanifier une ou les deux rencontres en respectant les règles énoncées au point 3 « organisation des rencontres » jusqu'à accord de l'adversaire.

A défaut, le lieu, la date et l'heure des 2 matches seront fixés par la commission compétente.

En cas de besoin, l'installation de repli pourra être de T6 ou T6 SYN avec éclairage E6 minimum pour les rencontres U15 R1. Pour les rencontres U15 R2 et U14, l'installation de repli pourra être de niveau T7 ou T7 SYN avec éclairage E7 minimum.

4. Divers

4.1 - A l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au règlement disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

Le délai d'appel est réduit à deux jours si la décision contestée est relative à un litige survenu lors des trois dernières journées de la compétition ou porte sur le classement de fin de saison.

4.2 – Suivi du nombre de joueurs mutés en U14 R1 A et B :

Le service administratif du pôle technique suit tout au long de la saison le nombre de joueurs mutés évoluant en U14 R1 A et B. S'il s'avère que l'article 160 des Règlements Généraux de la FFF n'est pas respecté, l'équipe U15 engagée sur le même weekend (championnat miroir) se verra infliger la sanction suivante : match perdu par pénalité.

4.3 - Pour tous les cas non cités dans le présent règlement, il faut se conformer aux Règlements Généraux de la Ligue et de la FFF.

S'ils ne sont pas prévus dans ces règlements, ils seront tranchés par la Commission Régionale compétente et/ou par le Bureau Plénier et/ou par le Conseil de Ligue.



POUR LES CHAMPIONNATS JEUNES U16

Les championnats U16 régionaux sont organisés de la manière suivante :

➤ 2 poules U16 R1 de 12 équipes, soit 24 équipes.

➤ 4 poules U16 R2 de 12 équipes, 48 équipes.

Les groupes sont constitués par la Commission Régionale des Compétitions et homologués par le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier au plus tard le 17 juillet, ce qui leur donne un caractère définitif.

Dans l'intérêt supérieur du football régional, le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier peuvent déroger à cette date à titre exceptionnel.

1. Règles de fonctionnement

Tous les ans, la ligue bénéficiera d'une montée en Championnat National U17. Ce total peut être porté à deux Montées si notre ligue conserve une des 5 premières places au classement national des ligues.

Lorsque la LAuRAFoot n'aura qu'une accession en Championnat National U17, cela nécessitera un match de barrage entre les premiers de chaque poule de R1. Il sera fait application du Règlement du match de barrage pour l'accession en Championnat National U17 applicable au sein de la LAuRAFoot.

L'article 21.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot s'applique aux équipes prenant part au match de barrage.

Si, pour une raison quelconque, l'équipe classée première de sa poule ne peut pas monter, il n'y aura pas de barrage et c'est le premier de l'autre poule qui accèdera au Championnat National U17.

Si, en revanche, les premiers de chaque poule ne peuvent pas monter, un barrage sera organisé entre les 2 deuxièmes.

Si le deuxième d'une poule ne peut pas monter mais que le deuxième de l'autre poule le peut, il n'y aura pas de barrage et c'est le deuxième de l'autre poule qui accèdera au Championnat National U17. Si en revanche les premier et deuxième de chaque poule ne peuvent pas monter, un barrage sera organisé entre les 2 troisièmes et ainsi de suite jusqu'à ce qu'une équipe montante soit désignée.

Dans le cas de deux accessions en Championnat National U17, c'est la première équipe éligible de chaque poule qui accèdera.

Les équipes qui accéderont en Championnat National U17 conserveront leur place en U16 R1, afin de favoriser le travail par génération d'âge.

Peuvent participer aux championnats régionaux U16, les joueurs U16, U15 et 3 joueurs U14 surclassés.

2. Montées et descentes

Le premier de chaque poule U16 R2 accèdera au niveau U16 R1, sauf si l'une de ces équipes est déjà présente en U16 R1.

Si pour une raison quelconque, l'équipe classée première de sa poule ne pouvait accéder à la série supérieure, l'équipe suivante de la même poule accèdera à sa place. Cette possibilité ne va pas au-delà du troisième.

Les onze districts proposeront un accédant en championnat U16 R2 et pour atteindre le nombre de douze, le District de Lyon et du Rhône fera monter une équipe supplémentaire.

Ces accédants seront :

-a- soit issus des championnats U15 D1 ou U16 D1 auxquels ils appartiennent,

-b- soit issus des championnats U15 R1 A ou B ou U15 R2. Cette option n'est envisageable que si le district d'appartenance l'intègre dans ses règlements. Dans le cas contraire, seule l'option 1 est valable

Voir tableau des montées et descentes validé par le Bureau Plénier ou le Conseil de Ligue chaque début de saison.



3. Organisation des rencontres

Les horaires sont ceux précisés à l'article 31 des Règlements Généraux de LAuRAFoot.

Les rencontres doivent se jouer sur un terrain homologué en niveau T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum.

En cas de besoin, l'installation de repli pourra être de niveau T6 ou T6 SYN avec éclairage E6 minimum.

4. Divers

4.1 - A l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au règlement disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

Le délai d'appel est réduit à deux jours si la décision contestée est relative à un litige survenu lors des trois dernières journées de la compétition ou porte sur le classement de fin de saison.

4.2 - Pour tous les cas non cités dans le présent règlement, il faut se conformer aux Règlements Généraux de la Ligue et de la FFF.

S'ils ne sont pas prévus dans ces règlements, ils seront tranchés par la Commission Régionale compétente et/ou le Bureau Plénier et/ou le Conseil de Ligue.



POUR LES CHAMPIONNATS JEUNES U18

Les championnats U18 ligue sont organisés de la manière suivante :

- 2 poules U18 R1 de 12 équipes, soit 24 équipes.
- 4 poules U18 R2 de 12 équipes, 48 équipes.

Les groupes sont constitués par la Commission Régionale des Compétitions et homologués par le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier au plus tard le 17 juillet, ce qui leur donne un caractère définitif. Dans l'intérêt supérieur du football régional, le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier peuvent déroger à cette date à titre exceptionnel.

1. Règles de fonctionnement

L'équipe qui accèdera en Championnat National U19 conservera sa place en U18 R1, afin de favoriser le travail par génération d'âge.

Tant que la LAuRAFoot n'aura qu'une accession en Championnat National U19, cela nécessitera un match de barrage entre les premiers de chaque poule de R1. L'article 21.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot s'applique aux équipes prenant part au match de barrage.

Les équipes de la LAuRAFoot descendant du championnat National U17 seront intégrées dans le championnat U18 R1.

Peuvent participer aux championnats régionaux U18, les joueurs de catégories U18, U17 et U16 surclassés.

2. Montées et descentes

Il y a 4 poules de 12 équipes en U18 R2, soit 48 équipes.

Le premier de chaque poule U18 R2 accèderont en U18 R1.

Si pour une raison quelconque, l'équipe classée première de sa poule ne pouvait accéder à la série supérieure, l'équipe suivante de la même poule accèdera à sa place. Cette possibilité ne va pas au-delà du troisième.

Les premiers des 11 districts accèderont au championnat U18 R2. Pour atteindre le chiffre de 12 montées, le District de Lyon et du Rhône pourra faire monter le deuxième de son championnat D1. Il y aura donc un total de 12 équipes accédant au niveau U18 R2.

Voir tableau des montées et descentes validé par le Bureau Plénier ou le Conseil de Ligue chaque début de saison. Ces tableaux peuvent changer en cas d'application de la clause de sauvegarde des clubs professionnels.

En cas de descente supplémentaire, il sera fait application de l'article 24.3 des Règlements Généraux de la Ligue.

3. Organisation des rencontres

Afin d'éviter des déplacements longs et coûteux, les poules seront organisées géographiquement.

Les championnats U18 et U16 seront autant que possible fixés sur les mêmes dates pour faciliter les concordances et permettre ainsi des déplacements le même jour entre ces deux catégories. Ceci limitera ainsi les frais de déplacement et permettra une meilleure gestion de la Coupe Gambardella Crédit Agricole.

Les horaires sont ceux précisés à l'article 31 des Règlements Généraux de LAuRAFoot.

Les rencontres doivent se jouer sur un terrain homologué en niveau T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum. En cas de besoin, l'installation de repli pourra être de niveau T6 ou T6 SYN avec éclairage E6 minimum.



4. Clause de sauvegarde

Dans le cas où une équipe descendrait du Championnat National U19, elle retrouvera sa place en U18 R1. Dans le cas où elle est déjà représentée à ce niveau du championnat régional, la relégation de cette équipe se fera en U20 R1.

5. Divers

5.1 - A l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au règlement disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

Le délai d'appel est réduit à deux jours si la décision contestée est relative à un litige survenu lors des trois dernières journées de la compétition ou porte sur le classement de fin de saison.

5.2 - Pour tous les cas non cités dans le présent règlement, il faut se conformer aux Règlements Généraux de la Ligue et de la FFF.

S'ils ne sont pas prévus dans ces règlements, ils seront tranchés par la Commission Régionale compétente et/ou le Bureau Plénier et/ou le Conseil de Ligue.



POUR LES CHAMPIONNATS U20

Les nouveaux championnats U20 sont organisés comme suit :

- 1 poule U20 R1 de 12 équipes, soit 12 équipes.
- 3 poules U20 R2 de 12 équipes, soit 36 équipes.

Les groupes sont constitués par la Commission Régionale des Compétitions et homologués par le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier au plus tard le 17 juillet, ce qui leur donne un caractère définitif. Dans l'intérêt supérieur du football régional, le Conseil de Ligue ou le Bureau Plénier peuvent déroger à cette date à titre exceptionnel.

1. Règles de fonctionnement

Peuvent participer aux championnats régionaux U20, les joueurs de catégories U20, U19, U18 surclassés et 3 U17 surclassés.

2. Montées et Descentes

Le premier de chaque poule U20 R2 accèdera au championnat U20 R1.

Si pour une raison quelconque, l'équipe classée première de sa poule ne pouvait accéder à la série supérieure, l'équipe suivante de la même poule accèdera à sa place. Cette possibilité ne va pas au-delà du troisième.

Les 3 derniers du championnat U20 R1 descendront en U20 R2.

Le champion U20 R1 accèdera au championnat SENIORS R3, sauf si ce dernier a déjà une équipe en SENIORS R3. Dans ce cas, il sera remplacé par le suivant dans l'ordre du classement sans jamais dépasser le 3^{ème} dudit classement.

Les modalités d'accèsion des Districts et de rétrogradation de Ligue seront déterminées chaque saison par le Conseil de Ligue qui suivra la date limite du 10 octobre.

Pour être éligibles à l'accèsion en U20 R2, les équipes doivent avoir participé à un championnat de District étant allé à son terme avec un minimum de 8 équipes.

Le club qui accèdera au championnat SENIORS R3 pourra conserver une équipe en championnat U20 mais au niveau R2 et non R1, ce qui entrainera une descente supplémentaire en District (application de l'article 24.3 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).

3. Organisation des rencontres.

Les rencontres se joueront aux mêmes horaires que ceux prévus pour les rencontres de jeunes (voir l'article 31 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot).

Les terrains utilisés doivent être homologués en niveau T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum. En cas de besoin, le terrain de repli pourra être de niveau T6 ou T6 SYN avec éclairage E6 minimum.

4. Divers

4.1 - A l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au règlement disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

Le délai d'appel est réduit à deux jours si la décision contestée est relative à un litige survenu lors des trois dernières journées de la compétition ou porte sur le classement de fin de saison.

4.2 - Pour tous les cas non cités dans le présent règlement, il faut se conformer aux Règlements Généraux de la Ligue et de la FFF.

S'ils ne sont pas prévus dans ces règlements, ils seront tranchés par la Commission Régionale compétente et/ou le Bureau Plénier et/ou le Conseil de Ligue.



SECTION 6 : CRITERIUM U13

ARTICLE 1 – PRESENTATION

La Ligue organise sur la 2^{ème} partie de saison une épreuve intitulée « Critérium Régional U13 » qui se dispute selon les règles du Foot à 8. Aucun classement ne sera établi et aucun titre de « Champion » ne sera décerné.

ARTICLE 2 – LES EQUIPES

64 équipes représentant les 11 Districts seront retenues - sur proposition de ceux-ci - pour disputer cette épreuve. Elles seront réparties en 8 poules de 8 équipes selon des critères de niveau et géographiques.

Pour déterminer la répartition des équipes par District, la Commission Régionale de Suivi des Championnats effectuera un ratio entre le nombre de licenciés U12 et U13 garçons et filles par district et le nombre total de licenciés U12 et U13 garçons et filles de la Ligue au 30 avril de la saison N-1.

Critères obligatoires de sélection des équipes **sur proposition du District d'origine** :

- Evoluer en D1 lors de la première phase départementale.
- Ne pas avoir fait l'objet de mesures disciplinaires graves durant la première partie de saison (concerne toutes les équipes de la catégorie U13 du club). Le niveau de gravité d'une sanction est laissé à l'appréciation discrétionnaire du Conseil de Ligue ou du Bureau Plénier au moment de la constitution des poules.
- L'équipe ne doit pas être en entente.
- **Une seule équipe par club peut être qualifiée.**

Les groupements sont autorisés à participer.

ARTICLE 3 – CALENDRIER ET HORAIRE DES RENCONTRES

Les rencontres se dérouleront de mars à juin aux dates fixées par le Conseil de Ligue dans son calendrier général. L'horaire légal des rencontres sera le samedi à 14h30.

L'horaire autorisé se situe le samedi entre 11h00 et 16h00 (inclus) par pas de 30 minutes.

Toute modification est gérée par l'application de l'article 31 des Règlements Généraux de la Ligue.

En cas de déplacement supérieur à 100 kms (aller), l'équipe qui se déplace pourra refuser un horaire autorisé. Dans ces conditions, c'est l'horaire légal qui sera appliqué.

ARTICLE 4 – DEROULEMENT DES RENCONTRES

Dans chaque poule, les équipes disputeront 7 rencontres (Match Aller simple).

La durée d'un match est de deux fois 30 minutes avec pause coaching de 2 minutes toutes les 15 minutes.

ARTICLE 5 – EQUIPES ET PARTICIPATION

Le Critérium Régional U13 est ouvert à tous les licencié(e)s U13 et U12.

Chaque équipe peut présenter 8 joueurs (dont un gardien de but) + 4 remplaçants dûment licenciés.

3 joueurs U11 et U11F maximum peuvent participer dans cette catégorie.

Les U14F peuvent également évoluer en Critérium Régional U13.

Tous les joueurs participent aux rencontres (égalité de temps).

Application de l'article 160.c des Règlements Généraux FFF concernant le nombre de joueurs "Mutation" pouvant figurer sur la feuille de match.



ARTICLE 6 – ENCADREMENT

Les équipes participant au Critérium Régional U13 sont tenues de s'assurer les services d'un éducateur titulaire, a minima, de l'attestation de formation U13 du CFF2 ou être titulaire du CFI U10-U13 ou être en formation pour un Diplôme Fédéral (Responsable école de Foot (REF) ou coach jeunes).

ARTICLE 7 - ARBITRAGE

L'arbitrage sera effectué par un bénévole licencié choisi par tirage au sort à la pièce ou par accord entre les deux clubs.

Les arbitres-assistants seront les remplaçants des deux équipes.

ARTICLE 8 – FEUILLES DE MATCH

L'établissement d'une FMI pour ces rencontres est recommandé.

A défaut, une feuille de match papier doit être remplie avant le début du match et transmise par le club recevant en la scannant via FOOTCLUBS le dimanche avant 20h00.

ARTICLE 9

Les cas non prévus par les articles ci-dessus seront tranchés par les Commissions compétentes de la Ligue, conformément aux Règlements Généraux de la Ligue.



SECTION 7 : REGLEMENT DU MATCH DE BARRAGE POUR L'ACCESSION EN CHAMPIONNAT NATIONAL U17

PREAMBULE

La Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de Football (LAuRAFoot) est organisatrice de cette rencontre de barrage en vue de l'accession en Championnat National U17 pour la saison suivante.

La rencontre se dispute en match unique, sur terrain neutre, **entre le premier de chaque poule de U16 R1 (poules A & B).**

Si, pour une raison quelconque, l'équipe classée première de sa poule ne peut pas monter, il n'y aura pas de barrage et c'est le premier de l'autre poule qui accèdera au CN U17.

Si, en revanche, les premiers de chaque poule ne peuvent pas monter, un barrage sera organisé entre les 2 deuxièmes.

Si le deuxième d'une poule ne peut pas monter mais que le deuxième de l'autre poule le peut, il n'y aura pas de barrage et c'est le deuxième de l'autre poule qui accèdera au CN U17. Si en revanche les premier et deuxième de chaque poule ne peuvent pas monter, un barrage sera organisé entre les 2 troisièmes et ainsi de suite jusqu'à ce qu'une équipe montante soit désignée.

Hormis les dispositions particulières envisagées ci-après, les Règlements Généraux de la FFF et de la LAuRAFoot seront appliqués pour cette compétition.

ARTICLE 1 - SYSTEME DE L'EPREUVE

Article 1.1 – La rencontre se dispute à une date et un horaire fixés par la Commission d'Organisation.

Elle se joue en deux périodes de 45 minutes. S'il y a égalité à la fin du temps réglementaire, l'arbitre procédera à l'épreuve des tirs au but.

Article 1.2 - 14 joueurs peuvent y participer, avec changement multiples.

Article 1.3 - Les joueurs des catégories U16 et U15 ainsi que trois joueurs U14 surclassés sont autorisés à y participer.

Article 1.4 - Un tirage au sort sera effectué pour déterminer le club recevant.

Article 1.5 - Les frais de déplacement des deux clubs seront à leur charge respective.

ARTICLE 2 - TERRAIN

La rencontre doit obligatoirement se dérouler sur un terrain neutre, désigné par la LAuRAFoot, classé au minimum en T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum.

ARTICLE 3 - BALLONS

Chacun des deux clubs devra fournir trois ballons en très bon état.

ARTICLE 4 – FEUILLE DE MATCH

La rencontre sera traitée sous feuille de match informatisée (FMI) dans les conditions définies à l'article 33 des Règlements Généraux de la Ligue.

Le club désigné « club recevant » fournira la tablette le jour de la rencontre.

En cas de recours à la feuille de match papier, pour assurer la vérification de l'identité des joueurs, les clubs pourront présenter les licences dématérialisées depuis l'application « Footclubs Compagnon », disponible sur Smartphone ou Tablette. A défaut, les clubs ont l'obligation de fournir le listing de leurs licenciés.

ARTICLE 5 - OFFICIELS

Pour cette rencontre, la Commission Régionale de l'Arbitrage désigne les trois arbitres de la rencontre.

Le ou les délégué(s) officiel(s) sera(seront) désigné(s) par la Commission Régionale des Délégations.

Les frais de déplacement des officiels seront à la charge des deux clubs.



ARTICLE 7 - APPELS

A l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au Règlement Disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux.

Toutefois, ils doivent être adressés dans les deux jours francs à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

ARTICLE 8

Les cas non prévus dans le présent règlement, ou par les Règlements Généraux de la FFF ou de la L'AuRAFoot, seront tranchés par la Commission Régionale des Compétitions.



SECTION 8 : REGLEMENT DU MATCH DE BARRAGE POUR L'ACCESSION EN CHAMPIONNAT NATIONAL U19

PREAMBULE

La Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de Football (LAuRAFoot) est organisatrice de cette rencontre de barrage en vue de l'accession en Championnat National U19 la saison suivante.

La rencontre se dispute en match unique, sur terrain neutre, entre le premier de chaque poule de U18 R1 (poules A & B).

Si, pour une raison quelconque, l'équipe classée première de sa poule ne peut pas monter, il n'y aura pas de barrage et c'est le premier de l'autre poule qui accèdera au CN U19.

Si, en revanche, les premiers de chaque poule ne peuvent pas monter, un barrage sera organisé entre les 2 deuxièmes.

Si le deuxième d'une poule ne peut pas monter mais que le deuxième de l'autre poule le peut, il n'y aura pas de barrage et c'est le deuxième de l'autre poule qui accèdera au CN U19. Si en revanche les premier et deuxième de chaque poule ne peuvent pas monter, un barrage sera organisé entre les 2 troisièmes et ainsi de suite jusqu'à ce qu'une équipe montante soit désignée.

Hormis les dispositions particulières envisagées ci-après, les Règlements Généraux de la FFF et de la LAuRAFoot seront appliqués pour cette compétition.

ARTICLE 1 - SYSTEME DE L'EPREUVE

Article 1.1 - La rencontre se dispute à une date et un horaire fixés par la Commission d'Organisation.

Elle se joue en deux périodes de 45 minutes. S'il y a égalité à la fin du temps réglementaire, l'arbitre procédera à l'épreuve des tirs au but.

Article 1.2 - 14 joueurs peuvent y participer, avec changement multiples.

Article 1.3 - Peuvent participer à ce match, les joueurs des catégories U18, U17 et U16 surclassés.

Article 1.4 - Un tirage au sort sera effectué pour déterminer le club recevant.

Article 1.5 - Les frais de déplacement des deux clubs seront à leur charge respective.

ARTICLE 2 - TERRAIN

La rencontre doit obligatoirement se dérouler sur un terrain neutre, désigné par la LAuRAFoot, classé au minimum en T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum.

ARTICLE 3 - BALLONS

Chacun des deux clubs devra fournir trois ballons en très bon état.

ARTICLE 4 – FEUILLE DE MATCH

La rencontre sera traitée sous feuille de match informatisée (FMI) dans les conditions définies à l'article 33 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot.

Le club désigné « club recevant » fournira la tablette le jour de la rencontre.

En cas de recours à la feuille de match papier, pour assurer la vérification de l'identité des joueurs, les clubs pourront présenter les licences dématérialisées depuis l'application « Footclubs Compagnon », disponible sur Smartphone ou Tablette. A défaut, les clubs ont l'obligation de fournir le listing de leurs licenciés.

ARTICLE 5 - OFFICIELS

Pour cette rencontre, la Commission Régionale de l'Arbitrage désigne les trois arbitres de la rencontre.

Le ou les délégué(s) officiel(s) sera(seront) désigné(s) par la Commission Régionale des Délégations.

Les frais de déplacement des officiels seront à la charge des deux clubs.

ARTICLE 7 - APPELS

A l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au Règlement Disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux.



Toutefois, ils doivent être adressés dans les deux jours francs à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

ARTICLE 8

Les cas non prévus dans le présent règlement, ou par les Règlements Généraux de la FFF ou de la L'AuRAFoot, seront tranchés par la Commission Régionale des Compétitions.



CHAPITRE 2 – LES COUPES

Les rencontres des Coupes organisées par la LAuRAFoot seront homologuées au maximum le 8^{ème} jour qui suit leur déroulement, sauf procédures en cours.

SECTION 1 : COUPE DE FRANCE

Le présent règlement complète le règlement fédéral pour ce qui est de l'organisation par la Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de Football des six premiers tours de la Coupe de France.

ARTICLE 1 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'ENGAGEMENTS

Les clubs disputant un championnat sénior de niveau national (Ligue 1, Ligue 2, National 1, National 2, National 3) et les clubs de niveau régional (R1, R2, R3) ont l'obligation de participer à la Coupe de France. Les clubs de district doivent s'inscrire selon les modalités publiées par la ligue.

Les équipes en entente sont autorisées à participer à la compétition, uniquement pour les tours régionaux organisés par la LAuRAFoot.

ARTICLE 2 - NOMBRE DE JOUEURS SUR LA FEUILLE DE MATCH

16 joueurs (cinq remplaçants dont un gardien de but) peuvent être inscrits sur la feuille de match jusqu'au 6^{ème} tour inclus, dont 14 pourront participer à la rencontre.

Il peut être procédé au remplacement de trois joueurs au cours d'un match, jusqu'au 6^{ème} tour.

Les changements multiples sont autorisés lors des deux premiers tours pour trois joueurs.

ARTICLE 3 - PORT DES EQUIPEMENTS

Lors des trois premiers tours régionaux, les clubs disputent les rencontres avec leurs équipements habituels.

A partir du quatrième tour le port des équipements fournis par la Fédération est obligatoire (cf. article 4.3 et annexe 1 du Règlement Fédéral de la Coupe de France).

ARTICLE 4 - DUREE DES MATCHS

La durée du match est de quatre-vingt dix minutes, divisée en deux périodes de quarante cinq minutes. Entre les deux périodes une pause de quinze minutes est observée.

En cas de résultat nul à l'issue du temps réglementaire du match (hormis pour la finale) : du 1^{er} tour jusqu'aux demi-finales incluses, les équipes se départageront par l'épreuve des coups de pied au but, dans les conditions fixées par les Lois du Jeu.

ARTICLE 5 - LA FEUILLE DE MATCH

L'utilisation de la Feuille de Match Informatisée est obligatoire. Pour les modalités d'utilisation, il convient de se référer à l'article 33.1 des Règlements Généraux de la LAuRAFoot.

En cas d'impossibilité d'accès à la FMI le jour du match, elle devra être établie sous forme papier, puis retournée à la Ligue par le club recevant dans les 24 heures suivant la rencontre, sous peine d'une amende.

ARTICLE 6 - ARBITRES

Pour les 2 premiers tours : 1 seul arbitre

A partir du 3^{ème} tour et suivants : 3 arbitres

ARTICLE 7 - DELEGUES

La commission se réserve le droit de désigner un délégué.

En cas de non-désignation ou absence du délégué, se référer à l'article 46 des Règlements Généraux de la Ligue.



ARTICLE 8 - ORGANISATION DES TOURS REGIONAUX

Article 8.1 – Les deux premiers tours

Organisés par la Commission compétente, par tirage au sort intégral à l'intérieur de chaque secteur géographique défini par la Commission Régionale des Compétitions, avec entrée en compétition des clubs de R3 dès le 1^{er} tour et entrée des clubs de R2 au 2^{ème} tour, en fonction des besoins déterminés par le nombre d'engagés et avec tirage au sort des éventuels exempts, sinon entrée des clubs de R2 au 3^{ème} tour.

Article 8.2 – A partir du 3^{ème} tour, le règlement national sera appliqué.

Article 8.3 – Désignation des clubs « recevants » et des terrains

- 1) la rencontre a lieu sur le terrain du club tiré en premier sauf dans les cas prévus aux paragraphes 2, 3 et 4 ci-après.
- 2) Si le club tiré le deuxième se situe hiérarchiquement deux divisions en dessous du premier, la rencontre aura lieu sur son terrain.
- 3) Dans l'hypothèse où le club tiré le deuxième, se situe dans la même division ou dans la division immédiatement inférieure ou supérieure à celle de son adversaire et qu'il s'est déplacé au tour précédent alors que son adversaire a reçu lors de ce même tour, la rencontre est fixée sur son terrain.
- 4) En cas d'exemption au tour précédent d'un des clubs opposés ou des deux clubs, le club exempt au tour précédent doit être systématiquement considéré comme ayant reçu au tour précédent.

ARTICLE 9 - DEFINITION DES DEGRES DE COMPETITION

Les degrés suivants servent de référence :

- Degré 1 : National 1
- Degré 2 : National 2
- Degré 3 : National 3
- Degré 4 : R1
- Degré 5 : R2
- Degré 6 : R3
- Degré 7 : D1
- Degré 8 : D2
- Degré 9 : D3
- Degré 10 : D4
- Degré 11 : D5
- Degré 12 : D6

ARTICLE 10 – CLASSIFICATION DES TERRAINS

Pour les deux premiers tours, les rencontres peuvent avoir lieu sur un terrain T7 ou T7 SYN avec éclairage E7 minimum.

A partir du 3^{ème} tour et jusqu'au 6^{ème} tour inclus, les rencontres doivent avoir lieu sur un terrain classé au minimum en niveau T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum.

A défaut, le club recevant dispose d'un délai de 48 heures après le tirage au sort, pour trouver un terrain de repli classé dans la catégorie demandée. Dans le cas contraire, il devra jouer chez son adversaire à condition que ce dernier dispose d'un terrain classé dans la catégorie demandée.

Si aucun des deux clubs ne trouve un terrain classé dans la catégorie demandée, c'est le premier tiré qui recevra.

ARTICLE 11 – DATES ET HORAIRES

La Commission Régionale des Compétitions fixe, lors de l'organisation de chacun des tours, la date et l'heure des rencontres.

Les clubs recevants qui souhaitent une modification de date et d'horaire, particulièrement l'avancement d'une rencontre au samedi, doivent adresser la demande à la Ligue dans les 48 heures suivant la date du tirage au sort sauf dérogation accordée par la Commission jusqu'au deuxième tour régional.

- ⇒ S'il s'agit d'avancer l'horaire au samedi après-midi, l'accord du club visiteur doit être obligatoirement joint à la demande du club recevant.



- ⇒ S'il s'agit d'avancer l'horaire au samedi en nocturne (20h00), l'accord du club visiteur ne sera nécessaire et joint à la demande que si la distance routière entre les deux clubs est supérieure à 200 km.

ARTICLE 12 – LEVER DE RIDEAU

L'autorisation d'organiser des rencontres en lever de rideau doit être sollicitée auprès de la Ligue par le club recevant.

ARTICLE 13 – FORFAITS

Tout club déclarant forfait doit en aviser la Ligue et son adversaire le plus rapidement possible par mail officiel. En plus d'une amende (voir tarif) à verser à la Ligue, le club déclarant ou étant déclaré forfait sera redevable, au tarif de la saison en cours, des frais de déplacement des arbitres, du délégué éventuel et du club adverse si ceux-ci n'ont pas été avisés à temps.

En aucun cas les droits d'engagement à la compétition ne seront remboursés au club défaillant.

ARTICLE 14 – REGLEMENT FINANCIER

Les frais d'organisation, d'arbitrage et éventuellement de délégation sont à la charge du club recevant. Ce dernier devra également verser une somme forfaitaire à la Ligue (voir tarifs).

Le club visiteur n'est pas concerné par les entrées et assume ses frais de déplacement quels qu'ils soient.

Les sommes dues à la Ligue seront portées au débit du compte du club.

ARTICLE 15

Les présentes directives concernent les six premiers tours organisés par la Ligue.

A compter du 7^{ème} tour, la compétition est directement organisée par la FFF.

Il y a lieu, dès lors, de se référer uniquement à la brochure éditée par celle-ci.

Important :

Les conditions de participation à la Coupe de France sont celles qui régissent l'équipe première du club dans son championnat.

Tout joueur autorisé à participer régulièrement au championnat disputé par l'équipe première du club peut prendre part à l'épreuve.

ARTICLE 16 – APPELS

À l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au Règlement Disciplinaire, les clubs peuvent faire appel devant les organismes suivants qui jugent en dernier ressort :

- Pour les six premiers tours : Organe d'appel de la ligue régionale pour les décisions des Commissions régionales compétentes.

- A partir du 7^{ème} tour : Commission Supérieure d'Appel pour les décisions des Commissions Fédérales relevant de leur domaine de compétence.

Les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux.

Toutefois, ils doivent être adressés dans les deux jours à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.



SECTION 2 : COUPE DE FRANCE FEMININE

Le présent règlement complète le règlement fédéral pour ce qui est de l'organisation par la Ligue Auvergne-Rhône-Alpes de Football des tours régionaux de la Coupe de France Féminines.

ARTICLE 1 - OBLIGATIONS EN MATIERE D'ENGAGEMENTS

Les clubs disputant un championnat sénior féminin de niveau national (D1, D2 et D3) et les clubs de niveau régional (R1 F, R2 F) ont l'obligation de participer à la Coupe de France, en étant limités à une équipe par club et à celle la plus haute hiérarchiquement.

Les clubs de district engagés en championnat (foot à 8 ou à 11) peuvent participer à la Coupe de France Féminine, à condition d'avoir l'effectif suffisant.

Les équipes en entente sont autorisées à participer à la compétition, uniquement pour les tours régionaux organisés par la LAuRAFoot.

ARTICLE 2 - NOMBRE DE JOUEUSES SUR LA FEUILLE DE MATCH

16 joueuses (cinq remplaçantes dont une gardienne de but) peuvent être inscrites sur la feuille de match dont 14 pourront participer à la rencontre. Il peut être procédé au remplacement de trois joueuses au cours d'un match. Pour tous les tours régionaux, les changements multiples sont autorisés.

Pour les catégories d'âges autorisées : voir article 7.3 alinéa 2 du Règlement Fédéral de la Coupe de France Féminine.

ARTICLE 3 - PORT DES EQUIPEMENTS

Les clubs disputent les rencontres avec leurs équipements habituels.

ARTICLE 4 - DUREE DES MATCHS

La durée d'un match est de 2 x 45 minutes.

En cas d'égalité à l'issue du temps réglementaire, les équipes sont départagées par l'épreuve des tirs au but (pas de prolongation).

ARTICLE 5 – F.M.I.

L'utilisation de la F.M.I. est obligatoire, sauf cas de force majeure qui sera étudié par la commission compétente. Si une feuille de match est établie sous forme papier, elle doit être retournée à la Ligue par le club recevant dans les 24 heures ouvrables suivant la rencontre, sous peine d'une amende.

ARTICLE 6 - ARBITRES

Pour les tours régionaux, 1 seul arbitre sera désigné.

ARTICLE 7 - DELEGUES

La commission se réserve le droit de désigner un délégué si nécessaire.

ARTICLE 8 - ORGANISATION DES TOURS REGIONAUX

Article 8.1 – Procédure

Les tours régionaux sont organisés par la Commission compétente par tirage au sort, en fonction de chaque secteur géographique défini par la Commission Régionale Sportive Féminines, avec entrée en compétition des clubs de R2 F dès le 1^{er} tour, entrée des clubs de R1 F au 2^{ème} tour et entrée des clubs de D3 au 3^{ème} tour.

Article 8.2 – Désignation des clubs « recevants » et des terrains

- 1) la rencontre a lieu sur le terrain du club tiré en premier sauf dans les cas prévus aux paragraphes 2, 3 et 4 ci-après.
- 2) Si le club tiré le deuxième se situe hiérarchiquement au moins à deux niveaux en dessous de son adversaire, la rencontre est fixée sur son installation. Tous les championnats de District représentent un seul et même niveau.
- 3) Dans l'hypothèse où le club tiré le deuxième se situe dans la même division ou dans la division immédiatement inférieure ou supérieure à celle de son adversaire et qu'il s'est déplacé au tour précédent alors que son adversaire a reçu lors de ce même tour, la rencontre est fixée sur son terrain.
- 4) En cas d'exemption au tour précédent d'un des clubs opposés ou des deux clubs, le club exempt au tour précédent doit être systématiquement considéré comme ayant reçu au tour précédent.



ARTICLE 9 – CLASSIFICATION DES TERRAINS

Lors de l'éventuel tour préliminaire et des deux premiers tours, les rencontres peuvent avoir lieu sur un terrain T7 ou T7 SYN avec éclairage E7 minimum.

A partir du 3^{ème} tour et jusqu'à la fin de la phase régionale, les rencontres doivent avoir lieu sur un terrain classé au minimum en niveau T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum.

A défaut, le club recevant dispose d'un délai de 48 heures après le tirage au sort, pour trouver un terrain de repli classé dans la catégorie demandée. Dans le cas contraire, il devra jouer chez son adversaire, à condition que ce dernier dispose d'un terrain classé dans la catégorie demandée.

Si aucun des deux clubs ne dispose d'un terrain classé dans la catégorie demandée, c'est le premier tiré qui recevra.

ARTICLE 10 – DATES ET HORAIRES

La Commission Régionale des Compétitions fixe, lors de l'organisation de chacun des tours, la date et l'heure des rencontres.

Les clubs recevants qui souhaitent une modification de date et d'horaire, particulièrement l'avancement d'une rencontre au samedi, doivent adresser la demande à la Ligue dans les 48 heures suivant la date du tirage au sort sauf dérogation accordée par la Commission jusqu'au deuxième tour régional.

- ⇒ S'il s'agit d'avancer l'horaire au samedi après-midi, l'accord du club visiteur doit être obligatoirement joint à la demande du club recevant.
- ⇒ S'il s'agit d'avancer l'horaire au samedi en nocturne (20h00), l'accord du club visiteur ne sera nécessaire et joint à la demande que si la distance routière entre les deux clubs est supérieure à 200 km.

ARTICLE 11 – LEVER DE RIDEAU

L'autorisation d'organiser des rencontres en lever de rideau doit être sollicitée auprès de la Ligue par le club recevant.

ARTICLE 12 – FORFAITS

Tout club déclarant forfait doit en aviser la Ligue et son adversaire le plus rapidement possible par mail officiel.

En plus d'une amende (voir tarif) à verser à la Ligue, le club déclarant ou étant déclaré forfait sera redevable, selon le barème de la saison en cours, des frais de déplacement des arbitres, du délégué éventuel et du club adverse si ceux-ci n'ont pas été avisés à temps.

En aucun cas les droits d'engagement à la compétition ne seront remboursés au club défaillant.

ARTICLE 13 – REGLEMENT FINANCIER

Les frais d'organisation, d'arbitrage et éventuellement de délégation sont à la charge du club recevant. Ce dernier devra également verser une somme forfaitaire à la Ligue (voir tarifs).

Le club visiteur n'est pas concerné par les entrées et assume ses frais de déplacement quels qu'ils soient.

Les sommes dues à la Ligue seront portées au débit du compte du club.

ARTICLE 14

Les présentes directives concernent les tours régionaux organisés par la Ligue.

La compétition proprement dite est directement organisée par la FFF. Il y a lieu, dès lors, de se référer uniquement à la brochure éditée par celle-ci.

ARTICLE 15 – APPELS

À l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au Règlement Disciplinaire, les clubs peuvent faire appel devant les organismes suivants qui jugent en dernier ressort :

- Organe d'appel de la ligue régionale pour les décisions des Commissions régionales compétentes concernant l'épreuve éliminatoire,
- à partir de la compétition propre : Commission Supérieure d'Appel pour les décisions des Commissions fédérales.

Les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux. Toutefois, ils doivent être adressés dans les deux jours à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.



SECTION 3 : COUPE LAuRAFoot

ARTICLE 1

La LAuRAFoot organise annuellement une Coupe Régionale Senior Masculine.

La Coupe LAuRAFoot est ouverte aux équipes prenant part aux championnats seniors libres de Ligue.

Cette Coupe est dotée d'un objet d'art qui reste la propriété de la Ligue. Il sera remis en garde durant un an à l'équipe gagnante. Sur le socle, une plaque mentionnera le nom du club vainqueur. Le club détenteur du trophée devra en faire retour à ses frais et risques à la Ligue, 15 jours au moins avant la date de la finale la saison suivante. Le club est responsable de la conservation du trophée et s'engage à le restituer en état.

ARTICLE 2

Article 2.1 - La gestion de la Coupe est confiée à la Commission Régionale des Compétitions qui fixera le calendrier, l'ordre des rencontres et la désignation des terrains.

Article 2.2 - Hormis les dispositions particulières envisagées ci-après, les Règlements Généraux de la FFF et de la Ligue seront appliqués pour cette compétition.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS

Article 3.1 - Le droit d'engagement est fixé chaque saison par le Conseil de Ligue.

Article 3.2 - L'engagement est obligatoire, mais limité à une équipe par club : celle évoluant au niveau le plus élevé des championnats de Ligue lorsque le club présente plusieurs équipes dans ces compétitions.

ARTICLE 4 - MODALITES DES EPREUVES

Article 4.1 - La Coupe se dispute par élimination directe.

Article 4.2 - La finale de la Coupe se déroulera sur un terrain neutre catégorie 4 minimum.

Article 4.3 – Désignation des clubs « recevants » et des terrains

a) Modalités du tirage au sort : application de l'article 8.3 du Règlement Régional de la Coupe de France.

b) Les équipes qualifiées en Coupe de France sont exemptes jusqu'à leur élimination de l'épreuve. Toutefois les équipes toujours qualifiées en Coupe de France à la date du tirage au sort des 16èmes de finale de la Coupe LAuRAFoot intégreront obligatoirement la liste des équipes devant participer à ce tour.

ARTICLE 5 - CALENDRIERS ET TERRAINS

a) Les clubs engagés dans la Coupe LAuRAFoot devront disposer d'un terrain :

- du 1er tour aux 1/4 de finale, classé en T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum.

- en ½ finale, classé en T4 ou T4 SYN avec éclairage E5 minimum.

- en finale, classé T3 ou T3 SYN avec éclairage E4 minimum.

b) Les clubs ne pouvant disposer de leur terrain à la date fixée par la Commission ne peuvent remettre leur match à une autre date. Ils doivent soit jouer la veille, soit inverser la rencontre. Un club désigné officiellement comme club recevant et ne pouvant le faire pour diverses raisons (terrain indisponible, suspension, concurrence, etc.) devra se déplacer chez l'adversaire et sera considéré comme ayant effectivement joué sur son terrain. Dans un tel cas, la Commission Régionale des Compétitions se réserve le droit de décider de la suite à donner.

Lorsqu'un match sera remis ou interrompu pour cause de terrain impraticable, il sera disputé à une autre date et sur un terrain fixé par la Commission.

c) L'horaire officiel des rencontres sera le dimanche à 14h30.

d) Les clubs ont cependant la possibilité de trouver un accord pour jouer à une autre date (y compris en semaine avec l'accord du club adverse) **dans** un délai fixé par la Commission Régionale des Coupes **lors du** tirage au sort.

Le système Facility (article 31 des Règlements Généraux de la Ligue) ne peut pas s'appliquer sur les rencontres de Coupe LAuRAFoot.

e) Lorsque le club recevant dispose d'un éclairage conforme, il pourra programmer la rencontre le samedi dans le respect de l'article 31 des Règlements Généraux de la Ligue.



ARTICLE 6 – BALLONS

La Ligue fournira les ballons pour la finale.

ARTICLE 7 - DUREE DES MATCHS

Article 7.1

La durée des matchs est de deux fois 45 minutes.

Article 7.2

En cas d'égalité à la fin du temps réglementaire et jusqu'aux demi-finales incluses, les équipes seront directement départagées par l'épreuve des tirs au but.

En finale, en cas d'égalité à la fin du temps réglementaire, les équipes seront départagées par :

- une prolongation de 2 fois 15 minutes.
- l'épreuve des tirs au but en cas de match nul à la fin de la prolongation.

En ce qui concerne les matchs définitivement interrompus pour un cas de force majeure (obscurité, brouillard, intempéries, etc...), ceux-ci seront à rejouer suivant les modalités fixées par la Commission compétente.

ARTICLE 8 - RESERVES - RECLAMATIONS

Tous les litiges réglementaires seront tranchés en appel et dernier ressort par la Commission Régionale d'Appel Réglementaire.

ARTICLE 9 - ARBITRES ET ARBITRES ASSISTANTS

La Commission Régionale de l'Arbitrage désigne les arbitres et éventuellement les arbitres assistants. En cas d'absence de(s) l'arbitre(s) désigné(s), le directeur de jeu sera désigné selon les procédures en vigueur (article 42 des Règlements Généraux de la Ligue).

ARTICLE 10 - DELEGUES

Un ou plusieurs délégués pourront être désignés par la Commission Régionale des Délégations et systématiquement à partir des 16èmes de finale.

ARTICLE 11 - REGLEMENT FINANCIER

a) Pour chacun des tours jusqu'aux demi-finales comprises, la Ligue n'envoie pas de billets et il n'y a pas de feuille de recette.

b) Les frais d'arbitrage et de délégation sont à la charge du club recevant.

c) Le club visiteur paie ses frais de déplacement.

d) Le club recevant verse une somme forfaitaire à la Ligue en fonction du tour de la compétition concerné (voir tarifs).

e) Les sommes dues à la Ligue ne feront l'objet que d'un seul versement après l'élimination du club.

f) En aucune façon la Ligue prend part au déficit occasionné par l'organisation des rencontres.

g) Une feuille de recette sera établie pour la finale couplée à celle des Féminines, la Ligue fournissant alors les billets.

ARTICLE 12 - APPELS

À l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au Règlement Disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux.

Toutefois, ils doivent être adressés dans les deux jours à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

ARTICLE 13

Les cas non prévus par les articles ci-dessus seront tranchés par les Commissions compétentes de la Ligue, conformément aux Règlements Généraux de la FFF complétés par les règlements Généraux de la Ligue.



SECTION 4 : COUPE GAMBARDELLA CRÉDIT AGRICOLE

ARTICLE 1 - SYSTEME DE L'EPREUVE

Article 1.1 -

Cf. article 1.1 du règlement national de la Coupe Gambardella Crédit Agricole de la saison concernée.

Article 1.2 - Cette compétition a priorité sur toutes les compétitions U19, U18 et U17 :

a) Elle se dispute en deux phases :

- L'épreuve éliminatoire organisée par la Ligue,
- La compétition propre organisée par la FFF.

b) 16 joueurs (cinq remplaçants dont un gardien de but) peuvent être inscrits sur la feuille de match, dont 14 pourront participer à la rencontre.

Il peut être procédé au remplacement de trois joueurs au cours d'un match.

Les changements multiples sont autorisés pour tous les tours régionaux.

c) Sont exemptés de l'épreuve éliminatoire, les clubs du championnat national U19.

d) Pour les Clubs ayant une équipe en U19 et une équipe en U18, une seule équipe peut participer.

e) Pour les Clubs constituant une entente ou un groupement, seule cette équipe peut y participer.

Article 1.3 - Épreuve éliminatoire

La Fédération délègue aux Ligues, l'organisation de cette épreuve. Celles-ci doivent prendre toutes les dispositions pour être en mesure de fournir, à une date fixée par la Commission d'organisation, délai de rigueur, le nom des clubs qualifiés pour participer à la compétition propre.

Article 1.4 - Déroulement de l'épreuve éliminatoire

a) L'épreuve se dispute sur 5 ou 6 journées. Les matchs sont fixés par tirage au sort.

b) Désignation des clubs « recevants » et des terrains : application de l'article 8.3 du Règlement Régional de la Coupe de France.

c) Horaires des matchs :

Samedi 15h30 du 1er au 3ème tour.

Dimanche 13h00 à compter du 4ème tour.

Les clubs recevant disposent de 48 heures après le tirage au sort pour changer l'horaire de la rencontre avec accord du club adverse.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES DEGRES DE COMPETITION

Par dérogation au Règlement de la Coupe Gambardella Crédit Agricole de la FFF, les trois niveaux suivants servent de référence :

Degré 1 : R1 U18

Degré 2 : R2 U18

Degré 3 : District

ARTICLE 3

Les clubs « recevants » sont dans l'obligation de respecter les dispositions légales relatives à la sécurité des équipements et installations sportives, ainsi qu'à l'organisation des manifestations sportives.

ARTICLE 4 - TERRAINS

Pour les 1^{er} et 2^{ème} tours, les rencontres peuvent se dérouler sur un terrain classé T6 ou T6 SYN par la FFF avec un éclairage E6 minimum.

A partir du 3ème tour, les rencontres doivent obligatoirement se dérouler sur un terrain classé au minimum en T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum.



ARTICLE 5 - APPELS

À l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au Règlement Disciplinaire, les clubs peuvent faire appel devant les organismes suivants qui jugent en dernier ressort :

- Lors de la phase éliminatoire :
 - Organe d'appel de la ligue régionale pour les décisions des Commissions régionales compétentes,
- à partir de la compétition propre :
 - Commission Supérieure d'Appel pour les décisions des Commissions Fédérales relevant de leur domaine de compétence.

Les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux.

Toutefois, ils doivent être adressés dans les deux jours à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

ARTICLE 6

Les cas non prévus dans le présent règlement sont tranchés par la Commission Régionale des Compétitions.



SECTION 5 : COUPE LAuRAFoot FEMININE

ARTICLE 1

La LAuRAFoot organise annuellement une Coupe Régionale Séniors Féminine.

La Coupe est ouverte aux équipes évoluant en Football à 11 et prenant part aux championnats seniors libres des Districts et de Ligue.

Cette Coupe est dotée d'un objet d'art qui reste la propriété de la Ligue. Il sera remis en garde pour un an à l'équipe gagnante. Sur le socle, une plaque mentionnera le nom du club vainqueur. Le club tenant devra en faire retour à ses frais et risques à la Ligue, 15 jours au moins avant la date de la finale la saison suivante.

Le club est responsable de la conservation du trophée et s'engage à le restituer en état.

ARTICLE 2

Article 2.1 - La gestion de la Coupe est confiée à la Commission Régionale compétente qui fixera le calendrier, l'ordre des rencontres et la désignation des terrains.

Article 2.2 - Hormis les dispositions particulières envisagées ci-après, les Règlements Généraux de la FFF et de la Ligue seront appliqués pour cette compétition.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS

Article 3.1 - Le droit d'engagement est fixé chaque saison par l'Assemblée Générale de la Ligue.

Article 3.2 - L'engagement est obligatoire pour les clubs pratiquant en ligue, mais limité à une équipe par club : celle évoluant au niveau le plus élevé des championnats de Ligue lorsque le club présente plusieurs équipes dans ces compétitions. L'engagement est facultatif pour les équipes de District.

ARTICLE 4- MODALITES DES EPREUVES

Article 4.1 - La Coupe se dispute par élimination directe.

Article 4.2

a) Les équipes qualifiées en Coupe de France sont exemptes jusqu'à leur élimination de l'épreuve. Toutefois, les équipes toujours qualifiées en Coupe de France à la date du tirage au sort des 8^{èmes} de finale de la Coupe intégreront obligatoirement la liste des équipes devant participer à ce tour.

b) Modalités du tirage au sort des différents tours : application de l'article 8.2 du Règlement Régional de la Coupe de France Féminine.

Article 4.3

Les joueuses doivent être qualifiées à la date de la rencontre, en conformité avec les Règlements Généraux de la FFF et de la LAuRAFoot.

Par ailleurs, conformément à l'article 73.2.a) alinéa 2 des Règlements Généraux de la FFF, la LAuRAFoot autorise à participer à la Coupe LAuRAFoot Féminine :

– 1 U16 F (surclassée)

– 2 U17 F (surclassées)

ARTICLE 5- CALENDRIERS ET TERRAINS

a) Les clubs engagés dans la Coupe devront disposer d'un terrain :

- du 1er tour aux quarts de finale, classé T5 ou T5 SYN avec éclairage E6 minimum.

- en demi-finale, classé T4 ou T4 SYN avec éclairage E5 minimum.

- en finale, classé T3 ou T3 SYN avec éclairage E4 minimum.

b) Les clubs ne pouvant disposer de leur terrain à la date fixée par la Commission ne peuvent remettre leur match à une autre date. Ils doivent soit jouer la veille, soit inverser la rencontre. Un club désigné officiellement comme club recevant et ne pouvant le faire pour diverses raisons (terrain indisponible, suspension, concurrence, etc.) devra se déplacer chez l'adversaire et sera considéré comme ayant effectivement joué sur son terrain. Dans un tel cas, la Commission Régionale des Compétitions se réserve le droit de décider de la suite à donner.

Lorsqu'un match sera remis ou interrompu pour cause de terrain impraticable, il sera disputé à une autre date et sur un terrain fixé par la Commission.

c) L'horaire officiel des rencontres sera le dimanche à 14h30.

d) Les clubs ont cependant la possibilité de trouver un accord pour jouer à une autre date (y compris en semaine avec l'accord du club adverse) **dans** un délai fixé par la Commission Régionale des Coupes **lors du** tirage au sort.



Le système Facility (article 31 des Règlements Généraux de la Ligue) ne peut pas s'appliquer sur les rencontres de Coupe LAuRAFoot.

Lorsque le club recevant dispose d'un éclairage conforme, il pourra programmer la rencontre le samedi dans le respect de l'article 31 des Règlements Généraux de la Ligue).

ARTICLE 6 - BALLONS

La Ligue fournira les ballons pour la finale

ARTICLE 7 - DUREE DES MATCHS

Article 7.1- La durée des matchs est de deux fois 45 minutes.

Article 7.2- En cas d'égalité à la fin du temps réglementaire, les équipes seront départagées par l'épreuve des tirs au but.

En ce qui concerne les matchs définitivement interrompus pour cas de force majeure (obscurité, brouillard, intempéries, etc...), ceux-ci seront à rejouer suivant les modalités fixées par la Commission compétente.

ARTICLE 8 - RESERVES - RECLAMATIONS

Tous les litiges réglementaires seront tranchés en appel et dernier ressort par la Commission Régionale d'Appel Réglementaire.

ARTICLE 9 - ARBITRES ET ARBITRES ASSISTANTS

La Commission Régionale de l'Arbitrage désigne les arbitres et éventuellement les arbitres assistants. En cas d'absence de(s) l'arbitre(s) désigné(s), le directeur de jeu sera désigné selon les procédures en vigueur (article 42 des Règlements Généraux de la Ligue).

ARTICLE 10 - DELEGUES

Un ou plusieurs délégués pourront être désignés par la Commission des Délégations et systématiquement à partir des 1/2 finales.

ARTICLE 11 - REGLEMENT FINANCIER

a) Pour chacun des tours jusqu'aux demi-finales comprises, la Ligue n'envoie pas de billets et il n'y a pas de feuille de recette.

b) Les frais d'arbitrage et de délégation éventuelle sont à la charge du club recevant.

Le club visiteur prend à sa charge ses frais de déplacement.

Le club recevant verse une somme forfaitaire à la Ligue (voir tarifs).

c) En aucune façon la Ligue prend part au déficit occasionné par l'organisation des rencontres.

d) Une feuille de recette sera établie pour la finale couplée à celle des Séniors Masculins, la Ligue fournissant alors les billets.

ARTICLE 12 - APPELS

À l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au Règlement Disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux.

Toutefois, ils doivent être adressés dans les deux jours à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

ARTICLE 13

Les cas non prévus par les articles ci-dessus seront tranchés par les Commissions compétentes de la Ligue, conformément aux Règlements Généraux de la Ligue.



SECTION 6 : COUPE NATIONALE FUTSAL

ARTICLE 1

La Coupe Nationale Futsal est ouverte à tous les clubs régulièrement affiliés à la FFF, sous réserve de l'acceptation par leur Ligue d'appartenance, à raison d'une seule équipe par club.

ARTICLE 2

Article 2.1 - Cette compétition a priorité sur toutes les compétitions Futsal seniors.

Article 2.2 - Elle se dispute en deux phases :

- ◊ L'épreuve éliminatoire organisée par la Ligue
- ◊ La compétition propre organisée par la FFF, à partir des 32^{èmes} de finale.

Article 2.3 - Tous les tours de Coupe Nationale Futsal se jouent sur une seule rencontre.

Article 2.4 - Sont exempts de l'épreuve éliminatoire, les clubs du championnat national futsal de 1^{ère} division. Intégration des clubs du championnat national futsal de 2^{ème} division au dernier tour de l'épreuve éliminatoire. Les clubs de Futsal R1 sont exempts des deux premiers tours régionaux.

Article 2.5 – Joueurs titulaires d'une double licence

Les conditions de participation à cette épreuve sont celles qui régissent l'équipe première du club dans son Championnat pour ce qui concerne le nombre autorisé de joueurs titulaires d'une double licence « joueur » (cf. : article 7-4-5 du Règlement de la Coupe Nationale Futsal – Trophée Michel Muffat-Joly).

ARTICLE 3 – EPREUVE ELIMINATOIRE

La Fédération délègue aux Ligues l'organisation de cette épreuve.

Celles-ci doivent prendre toutes les dispositions pour être en mesure de communiquer, à une date fixée par la commission d'organisation, délai de rigueur, le nom des clubs qualifiés pour participer à la compétition propre.

ARTICLE 4 – DEROULEMENT DE L'EPREUVE ELIMINATOIRE

Elle se dispute sur 5 ou 6 tours. Les matchs sont fixés par tirage au sort.

Article 4.1 - Durée des rencontres : la durée du match est de 40 minutes temps réel (2 x 20 mn.) ou, en l'absence de chronométrage des arrêts de jeu, de 50 minutes (2 x 25 mn.). Entre les deux périodes, une pause de 15 minutes est observée.

Article 4.2 - En cas de résultat nul à la fin du temps réglementaire, les équipes seront départagées par :

- une prolongation de 2 fois 5 minutes.
- l'épreuve des tirs au but selon les lois de jeu Futsal FIFA.

Article 4.3 - Application de l'article 8.3 du Règlement Régional de la Coupe de France pour connaître les modalités des tirages au sort.

Définition des degrés de compétition :

- Degré 1 : Championnat national futsal de 2^{ème} division.
- Degré 2 : Futsal R1
- Degré 3 : Futsal R2
- Degré 4 : District

Les clubs évoluant dans des championnats Futsal de district sont tous considérés au même niveau : district.

Article 4.4 - Les clubs « recevants » sont dans l'obligation de respecter les dispositions légales relatives à la sécurité des équipements et installations sportives, ainsi qu'à l'organisation de ces matchs.

Article 4.5 – Horaires

Lors de leurs engagements, les clubs indiquent à la Commission Régionale des Compétitions l'heure du coup d'envoi de leurs rencontres à domicile, le samedi entre 14h00 et 20h00 ou le dimanche entre 15h00 et 17h00.

La Commission Régionale des Compétitions communique le jour et l'horaire retenu, qui devient l'horaire légal, à l'ensemble des clubs.



Les clubs ont cependant la possibilité de trouver un accord pour jouer à une autre date (y compris en semaine avec l'accord du club adverse) dans un délai fixé par la commission organisatrice lors du tirage au sort.

Article 4.6 – Terrains

Les clubs engagés dans la Coupe devront disposer d'un gymnase classé Futsal 4 minimum par la FFF ou par la Ligue, avec un éclairage E4 Futsal minimum.

Article 5 – ARBITRES

La Commission Régionale de l'Arbitrage désignera deux arbitres par match. Les frais d'arbitrage sont à la charge du club recevant.

ARTICLE 6 – APPELS

À l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au Règlement Disciplinaire, les clubs peuvent faire appel devant les organismes suivants qui jugent en dernier ressort :

- Lors de la phase éliminatoire :
 - Organe d'appel de la ligue régionale pour les décisions des Commissions régionales compétentes,
- à partir de la compétition propre :
 - Commission Supérieure d'Appel pour les décisions des Commissions Fédérales relevant de leur domaine de compétence.

Les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux.

Toutefois, ils doivent être adressés dans les deux jours à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

ARTICLE 7

Les cas non prévus dans le présent règlement sont tranchés par la Commission compétente conformément aux règlements généraux de la FFF et de la Ligue.



SECTION 7 : COUPE REGIONALE SENIORS FUTSAL Georges VERNET

ARTICLE 1

La LAuRAFoot organise une Coupe Régionale Séniors Futsal, dénommée Coupe Georges VERNET.
La Coupe Georges VERNET est ouverte aux équipes prenant part aux championnats régionaux seniors Futsal.

Cette Coupe est dotée d'un objet d'art qui reste la propriété de la Ligue. Il sera remis en garde pour un an à l'équipe gagnante. Sur le socle, une plaque mentionnera le nom du club vainqueur. Le club tenant devra en faire retour à ses frais et risques à la Ligue, 15 jours au moins avant la date de la finale la saison suivante.
Le club est responsable de la conservation du trophée et s'engage à le restituer en état.

ARTICLE 2

Article 2.1 - La gestion de cette compétition est confiée à la Commission Régionale des Compétitions qui fixera le calendrier, l'ordre des rencontres et la désignation des gymnases.

Article 2.2 - Hormis les dispositions particulières envisagées ci-après, les Règlements Généraux de la FFF et de la Ligue seront appliqués pour cette compétition.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS

Article 3.1 - Le droit d'engagement est fixé chaque saison par le Conseil de Ligue (voir tarifs).

Article 3.2 - L'engagement est obligatoire, mais limité à une équipe par club, celle évoluant au niveau le plus élevé des championnats Futsal de Ligue lorsque le club présente plusieurs équipes dans ces compétitions.

ARTICLE 4 - MODALITES DE L'EPREUVE

Article 4.1 - La coupe Georges VERNET se dispute par élimination directe.

Article 4.2 – Réservé.

Article 4.3 - Application de l'article 8.3 du Règlement Régional de la Coupe de France pour connaître les modalités des tirages au sort.

Article 4.4 - Les équipes qualifiées en Coupe Nationale Futsal sont exemptes jusqu'à leur élimination de l'épreuve. Toutefois les équipes toujours qualifiées en Coupe Nationale Futsal à la date du tirage au sort des 8^{èmes} de finale de la coupe Georges VERNET intégreront obligatoirement la liste des équipes devant participer à ce tour.

ARTICLE 5 - CALENDRIERS ET TERRAINS

Article 5.1 - Les clubs engagés dans la Coupe devront disposer d'un gymnase classé Futsal 4 minimum par la FFF ou par la Ligue, avec un éclairage E4 Futsal minimum sauf pour la finale.

La finale devra se jouer sur un gymnase classé Futsal 2 avec un éclairage E Futsal 3 et une tribune d'une capacité de 200 spectateurs minimum.

Article 5.2 - Les clubs ne pouvant disposer de leur gymnase à la date fixée par la Commission ne peuvent remettre leur match à une autre date. Ils doivent soit jouer la veille, soit inverser la rencontre. Un club désigné officiellement comme club recevant et ne pouvant le faire pour diverses raisons (gymnase indisponible, suspension, concurrence, etc.) devra se déplacer chez l'adversaire et sera considéré comme ayant effectivement joué dans son gymnase.

Dans un tel cas, la Commission se réserve le droit de décider de la suite à donner.

Lorsqu'un match sera remis ou interrompu pour cause de gymnase impraticable, il sera disputé à une autre date et sur un terrain fixé par la Commission.

Article 5.3 - Lors de leurs engagements, les clubs indiquent à la Commission Régionale des Coupes l'heure du coup d'envoi de leurs rencontres de coupe à domicile, le samedi entre 14h00 et 20h00 ou le dimanche entre 15h00 et 18h00.

Si le club ne donne pas son horaire légal deux semaines avant le début de la compétition, il sera fixé par défaut au samedi à 17h00.

La Commission Régionale des Coupes communique le jour et l'horaire retenu, qui devient l'horaire légal, à l'ensemble des clubs.

Les clubs ont cependant la possibilité de trouver un accord pour jouer à une autre date (y compris en semaine avec l'accord du club adverse) dans un délai fixé par la commission organisatrice lors du tirage au sort.



Article 5.4 - Les clubs ont cependant la possibilité de trouver un accord pour jouer à une autre date (y compris en semaine avec l'accord du club adverse), dans le respect d'une date délai fixée par la Commission.

ARTICLE 6 - BALLONS

La Ligue fournira les ballons pour la finale.

ARTICLE 7 - DUREE DES MATCHS

Article 7.1- La durée d'un match est de 2*20 minutes en temps réel ou 2*25 minutes en cas d'absence de chronométrage des arrêts de jeu. Entre les deux périodes, une pause de 15 minutes est observée.

La finale se dispute obligatoirement en temps réel.

Article 7.2- En cas d'égalité à la fin du temps réglementaire, les équipes seront départagées par :

- une prolongation de 2 fois 5 minutes
- l'épreuve des tirs au but en cas de match nul à la fin de la prolongation selon les lois du jeu Futsal FIFA.

ARTICLE 8 - RESERVES - RECLAMATIONS

Tous les litiges seront tranchés en appel et dernier ressort par la Commission Régionale d'Appel Réglementaire.

ARTICLE 9 - ARBITRES

La Commission Régionale de l'Arbitrage désignera deux arbitres par match.

En cas d'absence de l' (ou des) arbitre(s) désigné(s) et en cas de refus de procéder au tirage au sort pour désigner son (ses) suppléant(s) selon les procédures en vigueur (article 42 des Règlements Généraux de la ligue), la sanction sera match perdu par pénalité. Il en sera de même en cas de refus d'accepter le résultat du tirage au sort.

ARTICLE 10 - DELEGUES

Un ou plusieurs délégués pourront être désignés par la Commission Régionale des Délégations et systématiquement à partir des 8èmes de finale.

ARTICLE 11 - REGLEMENT FINANCIER

a) Pour chacun des tours jusqu'aux demi-finales comprises, la Ligue n'envoie pas de billets et il n'y a pas de feuille de recette.

b) Les frais d'arbitrage et de délégation sont à la charge du club recevant et ce dernier, soit assume seul le déficit éventuel, soit récupère seul le bénéfice.

c) Le club visiteur prend à sa charge ses frais de déplacement.

d) Le club recevant versera une somme forfaitaire à la Ligue (voir tarifs).

Les sommes dues à la Ligue ne feront l'objet que d'un seul versement après l'élimination du club.

e) En aucune façon, la Ligue prend part au déficit occasionné par l'organisation des rencontres.

f) Une feuille de recette sera établie pour la finale, la Ligue fournissant alors les billets.

ARTICLE 12- APPELS

À l'exception des décisions à caractère disciplinaire qui relèvent des procédures particulières figurant au Règlement Disciplinaire, les appels doivent être interjetés dans les conditions de forme prévues par l'article 190 des Règlements Généraux de la FFF.

Toutefois, ils doivent être adressés dans les deux jours à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

ARTICLE 13

Les cas non prévus par les articles ci-dessus seront tranchés par les Commissions compétentes, conformément aux règlements généraux de la FFF et de la Ligue.



Titre VII – Règlements divers

COMMISSIONS REGIONALES DES REGLEMENTS ET DE CONTROLE DES MUTATIONS : PROCEDURE ET SANCTIONS

1. Outre les dispositions des règlements fédéraux, la recherche, le contrôle, la trésorerie, l'étude des licences et de la situation des joueurs seront assurés par la Commission Régionale des Règlements.
2. Chaque faute commise par un joueur ou un dirigeant ou un club entraînera au minimum une sanction financière selon les tarifs en vigueur. La Commission appréciera pour chaque cas d'espèce et également en cas de récidive. Le montant sera mis au débit du club.
3. En cas d'ouverture d'enquête ou d'audition pour établir les faits et apprécier les responsabilités, un droit est fixé pour frais de traitement du dossier.
4. Tout licencié ou club pourra faire appel de la décision dans le respect de l'article 51.1 des Règlements Généraux de la Ligue
5. Tout club sera amendé s'il ne répond pas dans les délais fixés par la commission au courrier ou courriel qui lui serait adressé.
6. **Les joueurs peuvent changer de club durant deux périodes distinctes :**
 - en période normale, du 1er juin au 15 juillet,
 - hors période, du 16 juillet au 31 janvier (voir les dispositions de l'article 92 des Règlements Généraux de la FFF).

6.1 Opposition ou refus

6.1.1 En période normale, le club quitté a la possibilité électroniquement par Footclubs de s'opposer ou de refuser le départ du licencié dans les conditions fixées par l'Article 196 des Règlements Généraux de la F.F.F. Les seuls cas acceptés par la Ligue sont les suivants :

- équipements de la saison précédente ou en cours non rendus au club quitté (sur la base d'un engagement écrit et signé par le licencié précisant les conditions de prêt).

- dette du joueur envers le club (sur la base d'une reconnaissance de dette souscrite et signée par le licencié).

Pour ces deux cas, le club devra obligatoirement transmettre dans le délai d'opposition et par voies officielles, un mail ou un courrier recommandé avec accusé de réception, avec les documents permettant à la Commission d'apprécier le dossier.

6.1.2 En cas de changement de club hors période,

En plus des deux situations évoquées ci-avant, les clubs peuvent s'opposer au départ du licencié en cas de :

- départ des joueurs mettant en péril l'équilibre de l'équipe. La Commission appréciera pour chaque cas d'espèce en fonction des catégories et des arguments présentés.

Ce dernier cas sera uniquement appliqué à compter du début de la première compétition de la catégorie d'âge concernée.

Nombre de licenciés minimum imposé dans le cadre d'une opposition pour mise en péril de l'équilibre de l'équipe suite au départ d'un joueur				
	LIBRE			FUTSAL
Catégorie	Jeu à 11	Jeu à 8	Jeu à 4 et jeu à 5	Jeu à 5
Nombre de joueurs licenciés minimum par équipe	- 20 si 1 équipe - 35 si 2 équipes - 50 si 3 équipes	- 15 si 1 équipe - 25 si 2 équipes - 35 si 3 équipes	- 12 si 1 équipe - 20 si 2 équipes - 28 si 3 équipes	- 15 si 1 équipe - 25 si 2 équipes - 35 si 3 équipes



La commission accepte l'opposition du club qui refuse le départ de son joueur, à condition qu'il respecte les conditions requises par le tableau ci-dessus.

Pour les demandes de changement de club hors période normale de mutation, la Ligue fixe à 10 jours calendaires le délai octroyé au club quitté pour se prononcer sur l'accord de sortie d'un joueur.

Toutefois, pour les demandes de changement de club saisies les 29, 30 et 31 janvier, le délai de réponse est réduit à 7 jours calendaires (cf. article 92 des RG FFF).

Dans le cas d'une absence de réponse de la part du club quitté au-delà du délai imparti, la Commission Régionale de Contrôle des Mutations, saisie par le club d'accueil, se réserve le droit de libérer le joueur.

7. Sanctions disciplinaires

- Demande de licence signée par le club à la place du joueur : 6 mois maximum de suspension.
- Fraude sur identité lors de la demande de licence : transmission du dossier à la Commission Régionale de Discipline.



COMMISSION REGIONALE DU CONTRÔLE DES CLUBS

La CRCC est régie par les règlements de la Direction Nationale de Contrôle de Gestion :

Cf. Annexe à la Convention FFF/LFP et ses propres annexes :

Annexe 1 : dispositions obligatoires relatives à la tenue de la comptabilité, aux procédures de contrôle et à la production de documents.

Annexe 2 : barème des sanctions en cas d'inobservation des dispositions relatives à la tenue de la comptabilité, aux procédures de contrôle et à la production des documents.

Précisions à l'article 4bis de l'annexe à la Convention FFF/LFP :

La Commission Régionale de Contrôle des Clubs est composée de 5 à 12 membres, dont un expert-comptable au moins, désignés par le Conseil de Ligue.

Elle a pour compétence d'exercer ses attributions auprès de tous les clubs des championnats N3 et R1 n'ayant pas le statut professionnel, R2 et R3.

Cette compétence peut-être étendue sur demande du Comité de Direction du District concerné aux D1, D2 et D3.

Modalités d'appel des décisions de la CRCC :

Cf. article 5 de l'annexe à la Convention FFF/LFP.

Obligations des membres de la CRCC :

Cf. article 7 de l'annexe à la Convention FFF/LFP.

Désignation et remplacement des membres de la CRCC :

Cf. article 8 de l'annexe à la Convention FFF/LFP.

Délibérations :

Cf. article 9 de l'annexe à la Convention FFF/LFP.

Rétrogradation en cas de procédure de sauvegarde ou de liquidation judiciaire :

Cf. article 234.1 des Règlements Généraux de la FFF.

Situation du Président d'un club en redressement ou en liquidation judiciaire :

Cf. article 235 des Règlements Généraux de la FFF.



CHALLENGE DE LA SPORTIVITE

La ligue organise un Challenge de la Sportivité où les équipes d'une même poule se notent entre-elles suivant des critères et une évaluation définis à l'article 1.

ARTICLE 1 - CLASSEMENT

Une fiche de notation est envoyée au mois de mai de chaque saison à toutes les équipes disputant les championnats de Ligue.

Les critères de notation sont les suivants :

1. Qualité de l'accueil.
2. Comportement de l'équipe.
3. Tenue du banc de touche.
4. Comportement du public.
5. Attitude des dirigeants.

Chaque équipe remplit la fiche en attribuant aux autres équipes de sa poule une note globale allant de 0 à 20 avec pour chacun des 5 critères la notation suivante :

- 0= très mauvais
- 1= mauvais
- 2= correct
- 3= bien
- 4= excellent

La fiche de notation doit être impérativement retournée à la Ligue pour le 10 juin.

Le classement est établi, par niveau, selon le ratio "nombre de points obtenus divisés par le nombre de réponses".

La même notion de ratio sera appliquée lorsqu'une équipe n'accorde pas de note à une autre pour un ou plusieurs critères. En cas d'égalité, les équipes seront départagées suivant les modalités suivantes :

- 1- *Challenge* du Fair-Play.
- 2- Classement sportif.
- 3- Meilleure attaque.

Les signataires de la fiche de notation seront tenus d'apposer leur identité sur le document retourné à la LAuRAFoot.

ARTICLE 2 - PÉNALISATION

Le club ne donnant pas suite au questionnaire ne sera pas classé au challenge de la Sportivité. Son classement au Challenge du Fair-Play ne sera pas modifié mais il se verra privé de la dotation afférente.

ARTICLE 3 - RÉCOMPENSES

Elles seront proposées au Conseil de Ligue et approuvées annuellement par celui-ci.



RECOMPENSES DE L'ETHIQUE

Chaque fin de saison, la Commission Régionale Ethique, Fair-Play, Sportivité et Récompenses, récompense les clubs et les équipes qui, tout au long du déroulement des différents championnats, ont :

- Proposé un accueil de qualité à leurs visiteurs, officiels, équipes adverses et à leurs accompagnateurs.
- Respecté les arbitres, délégués et contrôleurs.
- Montré une tenue irréprochable sur et en dehors du terrain de la part des joueurs, des personnes présentes sur le banc de touche et de l'ensemble des dirigeants, aussi bien pour les rencontres jouées à domicile qu'à l'extérieur.

ARTICLE 1 – CHALLENGE DE L'ETHIQUE

Les récompenses seront adressées aux équipes. Pour l'attribution de ces prix, la Commission Régionale Ethique, Fair-Play, Sportivité et Récompenses, réalise une synthèse des Challenges de la Sportivité et du Fair-Play.

En cas d'égalité, les équipes seront départagées suivant les modalités suivantes :

- 1) Challenge du Fair-Play.
- 2) Classement Sportif.
- 3) Meilleure Attaque.
- 4) Challenge de la Sportivité.

Les dotations seront attribuées par niveaux et rangs selon le nombre d'équipes engagées par niveaux.

Les dotations financières et/ou matérielles seront validées chaque année par le Conseil de Ligue.

ARTICLE 2 – PRIX REGIONAL DE L'ETHIQUE

Ce prix, synthèse lui aussi des classements du Challenge de la Sportivité et du Fair-Play, concerne les clubs ayant au moins trois équipes disputant un championnat de Ligue : une équipe senior et deux équipes jeunes. Les équipes féminines R1 F et R2 F étant considérées comme seniors.

Un classement est ainsi effectué et le club récompensé reçoit : un challenge en garde une saison et une dotation définie chaque saison par le Conseil de Ligue.

La remise de la dotation se déroule dans un lieu choisi par le club récipiendaire, charge à lui d'inviter les personnalités locales dont il souhaite la présence.

Sera aussi présente une délégation de la Ligue conduite par le Président, ce dernier procédant à la remise de la dotation. La Commission Régionale Ethique, Fair-Play, Sportivité et Récompenses, sera elle aussi représentée.

ARTICLE 3 – RÉCOMPENSES INDIVIDUELLES

Un plateau souvenir peut être attribué à un dirigeant, à un éducateur et à un arbitre dont le comportement, avant, pendant ou après une rencontre, illustre parfaitement Sportivité et Fair Play.



CHALLENGES RECOMPENSANT LES MEILLEURES PERFORMANCES REALISEES EN COUPE DE FRANCE ET EN COUPE GAMBARDELLA CREDIT AGRICOLE

Chaque saison, les clubs de la Ligue qui réalisent les meilleures performances dans les coupes nationales reçoivent un challenge.

ARTICLE 1 - COUPE DE FRANCE

Participent à ce challenge, les clubs amateurs de la Ligue, à l'exception de ceux disputant un championnat national.

Un classement établi chaque année totalise les points obtenus selon les critères et barèmes suivants :

Article 1.1 - Nombre de tours accomplis : Attribution de 3 points par tour joué ou gagné.

Article 1.2 - Niveau atteint : Participation au 4^{ème} tour : 6 points ; au 5^{ème} tour : 7 points ; au 6^{ème} tour : 8 points ; au 7^{ème} tour : 9 points ; au 8^{ème} tour : 11 points ; aux 32^{èmes} de finale : 13 points ; aux 16^{èmes} de finale : 15 points ; au 8^{èmes} de finale : 17 points ; puis 2 points supplémentaires pour chaque tour atteint au-delà.

Article 1.3 - Hiérarchie : La qualification obtenue sur un club hiérarchiquement supérieur donnera au gagnant 1 point par division d'écart entre les 2 clubs.

Exemple : un club de R3 vainqueur d'un club de N3 reçoit 3 points à ce titre.

Article 1.4 - Matches à l'extérieur : la victoire sur terrain adverse donne 1 point au vainqueur. En cas d'ex aequo au classement ainsi établi, les clubs seront départagés en donnant successivement l'avantage au club :

- De division inférieure.
- Meilleur «fair-play», c'est-à-dire ayant eu le moins de joueurs frappés d'avertissement ou d'exclusion dans le cadre des matches de Coupe de France.
- Ayant réalisé la meilleure différence de buts dans la compétition concernée (buts Pour, moins buts Contre).

Article 1.5 - Le club de Ligue ayant le meilleur classement recevra un challenge et une dotation. Le club de District ayant le meilleur classement recevra un challenge et une dotation.

ARTICLE 2 - COUPE GAMBARDELLA CRÉDIT AGRICOLE

Un classement sera établi chaque saison pour désigner le club disputant un championnat de district ou de Ligue qui aura réalisé la meilleure performance au cours de la compétition.

Sont exclus de ce classement les clubs disputant le championnat national U19.

Le classement résultera de l'application des critères et barèmes suivants :

Article 2.1 - Niveau atteint : 1er tour : 3 points ; 2^{ème} tour : 4 points ; 3^{ème} tour : 5 points ; 4^{ème} tour : 6 points ; 5^{ème} tour : 7 points ; 6^{ème} tour : 8 points ; ensuite un point supplémentaire pour chaque tour au-delà.

Article 2.2 - Matches à l'extérieur La victoire sur terrain adverse donne 2 points au vainqueur.

Article 2.3 - Fair-Play : chaque équipe verra son total de points diminué de 1 point par joueur ayant reçu un avertissement et de 3 points par joueur exclu pendant la compétition. En cas d'ex-aequo au classement final, les clubs seront départagés en privilégiant successivement :

- le club jouant en série inférieure
- le club ayant le meilleur fair-play selon le paragraphe 2.3 du présent règlement.
- le club ayant la meilleure différence de buts (Buts Pour - Buts Contre).

Article 2.4 - Le club de Ligue ayant le meilleur classement recevra un challenge et une dotation. Le club de district ayant le meilleur classement recevra un challenge et une dotation.

ARTICLE 3 – CHALLENGE

Le vainqueur de ces différents challenges en aura la garde pendant une saison. Les challenges deviendront la propriété définitive des clubs les ayant gagnés 3 années consécutives.